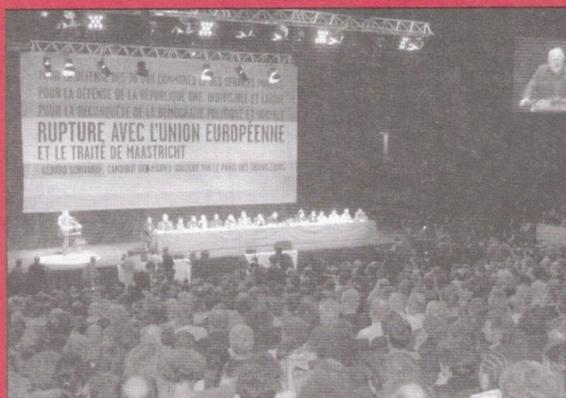


# LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE



L'Union libre des nations  
et peuples d'Europe  
exige que soient brisées  
les institutions  
de l'Union européenne



*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»*

Léon Trotsky

**En couverture, de gauche à droite et de haut en bas :**

- Le meeting du 1<sup>er</sup> avril, à Paris, de Gérard Schivardi, candidat à l'élection présidentielle pour la rupture avec l'Union européenne, soutenu par le Parti des travailleurs.
- Manifestation au Portugal contre la fermeture des services des urgences.
- Manifestation en Tchéquie contre l'implantation d'une base américaine.
- Manifestation pour la défense du service public de santé en Grande-Bretagne.

# LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## SOMMAIRE

- **Notes éditoriales** ..... p. 3  
(Par Daniel Gluckstein)

- **La crise aux Etats-Unis,  
les élections de 2008,  
le combat politique pour des candidatures  
noires indépendantes** ..... p. 11  
(Par François Forgeue)

- **Chine :**  
**après le vote de la loi sur la propriété privée  
à l'Assemblée** ..... p. 27  
(Par Alain Denizot et Olivier Doriane)

- **Au Brésil et sur tout le continent américain,  
du nord au sud,  
deux voies sont ouvertes** ..... p. 35  
(Par Misa Boito)

### • DOSSIER EUROPE

- **Cinquante ans après la signature  
du traité de Rome, l'Union libre des nations  
et des peuples exige que soient brisées  
les institutions  
de l'Union européenne** ..... p. 43  
(Par Christel Keiser)

- **Instabilité permanente à l'est de l'Europe  
et en ex-URSS.  
Les masses  
recherchent une issue** ..... p. 57  
(Par Dominique Ferré)

— **France :**  
**six mois de combat** ..... p. 65  
(Par Sabine Hans)

— **Dans l'élection présidentielle française :**  
**un candidat "parrainé"**  
**par les plus hauts sommets** ..... p. 75  
(Par Jean Alain)

• **André Breton**  
**(troisième partie)** ..... p. 85  
(Par Jean-Pierre Plisson)

## Notes éditoriales

La scène se passe en mars 2007 à Paris, à l'issue d'une conférence de presse donnée par Gérard Schivardi.

Maire d'une petite commune du sud de la France (Mailhac) et membre durant vingt-cinq ans du Parti socialiste, celui-ci s'est présenté à l'élection présidentielle avec le soutien du Parti des travailleurs, comme socialiste, républicain, laïque, sur une ligne de défense des services publics et de rupture avec l'Union européenne.

Tout au long de la conférence de presse, certains journalistes aux ordres tentent de faire dire à Gérard Schivardi qu'il est membre du Parti des travailleurs (ce qu'il conteste), et, plus encore, membre de l'un des courants du Parti des travailleurs : en un mot, il serait... trotskyste.

A ces allégations, Gérard Schivardi oppose un démenti net. Mais à l'issue de la conférence de presse, les journalistes se pressant autour de lui, l'un d'entre eux, particulièrement agressif, l'apostrophe :

*“Mais enfin, M. Schivardi, reconnaissez que vous êtes trotskyste.”*

*— Absolument pas, je répète ce que j'ai déjà dit à de nombreuses reprises. Je suis un socialiste, un républicain, un laïque.*

*— Oui, mais vous êtes soutenu par le Parti des travailleurs.*

*— Je suis soutenu par le Parti des travailleurs, car nous avons beaucoup de choses en commun ; à 90 %, nous sommes d'accord.*

*— Sur quoi ?*

*— En particulier, nous avons une conception commune de la défense des services publics, des communes, le refus de la fermeture des bureaux de poste, des écoles, des hôpitaux...”*

Le journaliste le coupe :

*“Vous voyez bien que vous êtes trotskyste !”*

Echange significatif, n'est-ce pas ?

La défense des services publics, des communes, est une préoccupation partagée par des millions de citoyens en France comme dans le monde entier. C'est, en particulier, une position largement majoritaire dans la classe ouvrière.

En principe, la défense des services publics, le refus de la fermeture des écoles, des maternités, des bureaux de poste devrait être une “valeur” (comme on dit) partagée par tout le mouvement ouvrier et démocratique.

Mais en France — comme dans la plupart des autres pays de l'Union européenne —, les gouvernements qui se succèdent (et cela, quelle que soit leur couleur politique) appliquent avec zèle une politique de destruction des services publics ordonnée par la Commission de Bruxelles. Voici quelques chiffres officiels concernant la France :

— 1 160 bureaux de poste supprimés de juin 2001 à janvier 2007 ;

— 10 992 écoles communales fermées (plus d'une sur six) entre 1981 et 2006 ;

— 1 123 écoles maternelles publiques fermées en dix ans ;

— 336 lycées professionnels fermés (un sur quatre) entre 1985 et 2004 ;

— 83 000 lits d'hôpitaux fermés entre 1992 et 2003 ;

— 510 maternités fermées (près de la moitié) entre 1981 et 2003.

Depuis la signature du traité de Maastricht, ces fermetures ont été mises en œuvre aussi bien par des gouvernements de “gauche” (gouvernement Mitterrand-Bérégoz de 1992 à 1993) que par des gouvernements de cohabitation gauche-droite (gouvernements Mitterrand-Balladur de 1993 à 1995 et Chirac-Jospin de 1997 à 2002) ou par des gouvernements de droite (gouvernement Chirac-Juppé de 1995 à 1997, gouvernements Chirac-Raffarin et Chirac-Villepin de 2002 à 2007).

Dans le propos rapporté plus haut, il y a de la part de ce journaliste une mauvaise foi évidente et une volonté maligne d'accoler à Gérard Schivardi une étiquette politique qui ne lui correspond pas. Mais il y a aussi un grain de vérité.

En effet, pour refuser de s'aligner sur les diktats de l'Union européenne, diktats destructeurs des services publics et des bases économiques du pays, il faut avoir une position politique indépendante. Refuser de se soumettre au traité de Maastricht et à l'Union européenne, c'est en fait refuser la dictature des marchés financiers, la dictature du régime de la propriété privée des moyens de production.

Répetons-le : ces revendications sont partagées par un très grand nombre. Mais c'est un fait : la IV<sup>e</sup> Internationale est le seul courant politique organisé à l'échelle internationale qui appelle explicitement à rompre avec le régime de la propriété privée des moyens de production. Elle reste sur la position traditionnelle du mouvement ouvrier, à savoir la lutte pour la socialisation des moyens de production. En un mot, la IV<sup>e</sup> Internationale est le courant qui lutte de la manière la plus conséquente, la plus logique et la plus résolue contre toutes les politiques de liquidation des services publics et de déréglementation des droits ouvriers.

Mais, en même temps, on ne saurait réduire la réalité à cet élément, aussi important soit-il.

Le mouvement qui, en France comme dans tous les pays d'Europe, cherche à s'opposer à la destruction des services publics est un mouvement au sein duquel, naturellement, les trotskystes ont toute leur place, qu'ils cherchent à aider à organiser. Mais c'est un mouvement plus large, bien plus large.

Il s'est exprimé le 29 mai 2005 dans la victoire du vote non au référendum constitutionnel en France, contre les pronostics de tous les "observateurs". Il s'exprime sur tous les terrains de la lutte de classe, comme le montre l'article de Christel Keiser dans ce numéro de *La*

*Vérité*, aussi bien en Allemagne qu'en Espagne, au Portugal qu'en Italie.

Cela nous ramène aux résolutions du Sixième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale. Dans la résolution générale de la commission Europe, nous écrivions :

*"Cette politique de destruction impulsée par l'impérialisme américain, et dont l'Union européenne se fait le relais, n'a pas seulement comme effet la marche au démantèlement des conquêtes, des organisations et des nations. Elle nourrit en même temps parmi les masses la recherche permanente de la résistance sur le terrain de la lutte de classe. C'est cette résistance de la classe qui se réfracte au sein même des organisations."*

A l'heure où ces lignes sont écrites, le résultat définitif de l'élection présidentielle française n'est pas connu. Seul le premier tour a eu lieu, qualifiant Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal pour le second tour.

Nicolas Sarkozy est le candidat de la droite réactionnaire française. Il aime à se faire appeler "*Sarkozy l'américain*" (lire l'article de Jean Alain : « Un candidat "parrainé" par les plus hauts sommets ») pour se démarquer de la petite parcelle d'indépendance affichée par Chirac, président sortant, vis-à-vis de l'impérialisme américain, du moins en ce qui concerne la politique internationale (voir l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan, etc.).

Candidate du Parti socialiste, Ségolène Royal a reçu après le premier tour le soutien des candidats malheureux du Parti communiste, de Lutte ouvrière, de la LCR, des Verts, de l'altermondialiste José Bové, mais aussi celui de deux présidents successifs de l'Union européenne, Jacques Delors et Romano Prodi.

Romano Prodi fut président de la Commission européenne de 1999 à 2004. Il est aujourd'hui le chef du gouvernement italien, à la tête d'une très large coalition, qui va du centre-droit jusqu'au Parti de la refondation commu-

niste (PRC), dont toutes les composantes — y compris les amis italiens de Besancenot, qui siègent à la Chambre des députés et au Sénat — votent les budgets et la politique de Prodi (1).

Dans le programme en douze points (tous cadrés par le pacte de stabilité de Maastricht) que Prodi a fait voter le 26 février dernier par toute sa coalition, figurent la poursuite de l'engagement militaire en Afghanistan (point 1), la poursuite de la privatisation des services publics (point 5), la poursuite des coupes drastiques dans les dépenses publiques (point 7) ou encore la contre-réforme de la protection sociale (point 8).

Deux mois plus tôt, au Sénat, la même majorité avait voté un budget visant à baisser le "coût du travail" de 5 %, à couper trois milliards et demi d'euros dans le budget de la santé, à supprimer cinquante mille emplois dans l'enseignement et à augmenter de 13 % le budget militaire !

Et au lendemain du 22 avril, c'est cette "grande coalition à l'italienne" — totalement encadrée par les directives européennes et les diktats de Bruxelles — que Ségolène Royal revendique de constituer à son tour, forte de l'appui qu'elle a reçu de Besancenot, Laguiller, Voynet, Bové, Buffet. Et avec l'ambition affichée d'obtenir l'appui du candidat du "centre", le très pro-européen démocrate-chrétien Bayrou, qui, tout en n'appelant à voter ni pour l'un ni pour l'autre, a marqué sa préférence pour la candidate socialiste.

Cette volonté de mettre en place en France un dispositif de "coalition à l'italienne", un vaste arc constitutionnel qui irait d'Olivier Besancenot, du Secrétariat unifié (2), à Bayrou, se heurte à la nature bonapartiste d'institutions dont la clé de voûte est le président de la République élu au suffrage universel direct. Mais la volonté de marcher dans ce sens et de préfabriquer des élections pour y aboutir a marqué une campagne longue de plus de six mois.

C'est pourquoi, hormis les quatre candidats présélectionnés à grand ren-

fort de médias — les trois dominants favorables à l'Union européenne et celui du Secrétariat unifié, qui avait été intronisé comme le représentant officiel (et peu dangereux) des opposants —, tous les autres partis ont été laminés dans des proportions considérables (3).

C'est, de toute évidence, la revanche sur le 29 mai 2005 qu'il fallait mettre en scène.

Durant toute la campagne électorale, tout a été fait pour occulter la question de l'Union européenne, question pourtant centrale. Ce que même le quotidien du capital financier français *Les Echos* (23 avril 2007) s'accorde à reconnaître au lendemain du premier tour, dans une

(1) Lire dans *La Vérité*, n° 54, l'article de Marie-Claude Schidlower : "Montée et déclin du gouvernement Prodi-I."

(2) Secrétariat unifié : organisation internationale usurpant le nom de "IV<sup>e</sup> Internationale", dont sont membres par exemple la LCR française ou le courant Sinistra Critica du Parti de la refondation communiste (PRC) en Italie (lire dans ce numéro l'article de Jean Alain).

(3) Par rapport à la dernière élection présidentielle de 2002, Bayrou triple pratiquement ses voix, Sarkozy progresse de près de 61 %, Royal progresse de 40 %, Besancenot accroît ses voix de 24 %...

Tous les autres en perdent, parfois dans des proportions gigantesques. L'extrême droite perd 30 % des voix, Laguiller 70 %, les Verts 61 % et le PCF 26 %.

Trois composantes devaient émerger nettement : Sarkozy, Royal, Bayrou, tous partisans résolus du oui à la "Constitution" européenne. Il fallait adjoindre un représentant du non, l'introniser officiellement, afin de disposer, le cas échéant, d'un "pôle de gauche" pour une grande coalition à l'italienne. Besancenot fut légitimé par Sarkozy (UMP, droite) et Hollande (lire dans ce numéro l'article de Jean Alain).

Quant à Gérard Schivardi, combattant pour la rupture avec l'Union européenne, il a, en plus du reste, été l'objet d'un boycott total dans la période précédant la campagne officielle et d'une invalidation de son matériel électoral le 29 mars (voir l'article de Sabine Hans). Malgré cela, il recueille 123 711 voix, ce qui, dans les conditions très particulières de ce scrutin, fournit un point d'appui précieux pour la construction d'un parti ouvrier.

chronique intitulée “*Le troisième tour*” : “*Celui-ci, le plus long et le plus difficile, consistera à gouverner la France pendant cinq ans*”, indiquant que “*cet enjeu du troisième tour européen est sans doute le plus décisif*”. Mais, se voulant rassurants, *Les Echos* ajoutent : “*Mais l’Europe et Bruxelles seront toujours là, qui régissent en fait plus d’une loi sur quatre et contraignent la gestion par autant de directives.*”

Répetons-le : il s’agit d’une opération qui n’est pas française, mais européenne. Le jour même où se tenait le premier tour de l’élection présidentielle en France, un nouveau parti était fondé en Italie sous la houlette de Romano Prodi : le “Parti démocrate”, né de la fusion entre les Démocrates de gauche, c’est-à-dire le parti issu de l’ancienne majorité du Parti communiste italien, et la Marguerite, parti issu de la démocratie chrétienne.

Le 22 avril 2007, le journal *La Repubblica* publiait une lettre de Prodi commentant le processus qui avait débouché sur la fondation de ce parti. Il y évoque, “*il y a 14 ans, les premières rencontres et discussions avec Reichlin, D’Alema, Veltroni, Burlando (les dirigeants du PCI), avec la constatation que désormais des murs et des barrières idéologiques étaient tombés, que les différences de vision étaient minimes, qu’on partageait des orientations très similaires sur la conception du monde, du progrès, du futur (...)*”.

Ainsi tombées les “barrières” le séparant des dirigeants du Parti communiste définitivement ralliés à l’économie de marché, Prodi peut avancer, avec eux, sans retenue : “*Je considère comme d’arrière-garde la discussion sur les liens internationaux du Parti démocrate. Le projet a une telle portée que nous devons avoir l’ambition que ce soit l’Europe réformatrice, le monde réformatrice, qui nous suive, et non pas à nous à chercher l’hospitalité sous une aile protectrice. C’est aussi parce que ce dilemme a été résolu par les leaders européens qui ont pris la parole aux congrès de DS et de la Margherita,*

*quand ils ont simplement reconnu un fait évident : qu’à Strasbourg, les forces du centre-gauche ne peuvent gagner que si elles restent ensemble et que la solution italienne peut être aussi la solution européenne (...).*

*Le choix européen est inévitable (...). La politique du nouveau siècle est participative et n’a de succès que si elle est participative. Nous devons donc inventer de nouvelles méthodes pour élargir l’engagement des citoyens, dans une dialectique de l’inclusion et du partage, afin de fidéliser leur consensus.*

*Et puis, une politique économique forte et juste (...), plus compétitive sur la scène internationale, plus ouverte aux règles du marché (...). Un pays avec moins de conflits, même d’intérêts (...).*”

Peut-on être plus clair ?

Sous l’égide de l’Union européenne, il s’agit de généraliser une forme de néo-corporatisme, qui intègre totalement les organisations syndicales aux diktats décidés à Bruxelles et qui, sur le plan des formes de représentation politique, s’attache à remettre en cause toute forme de représentation démocratique, c’est-à-dire tout particulièrement des partis.

Et cela, c’est un modèle qui devrait être imposé dans tous les pays d’Europe, si l’on en croit Prodi.

Il est significatif que les deux candidats qualifiés pour le second tour, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, n’ont pas caché une même priorité : enchaîner les organisations syndicales à la mise en œuvre des contre-réformes exigées par l’Union européenne (4).

Interrogé par *Le Monde* (26 avril), Sarkozy annonce qu’il entend, dès le premier jour qui suivra son élection, convoquer les organisations syndicales et leur donner un délai de quelques

(4) On retrouve les mécanismes dictés par la prétendue Confédération syndicale internationale (CSI) et la Confédération européenne des syndicats (CES). La déclaration de principe de la CSI indique : “*La CSI assume la tâche de lutter pour la gouvernance démocratique de l’économie globalisée.*”

semaines pour tenir avec lui des conférences chargées de légiférer sur la mise en œuvre de la “flexicurité” (directives de l’Union européenne pour flexibiliser les conditions de travail), raccourcir les délais des procédures de licenciement (c’est-à-dire faciliter les plans de licenciements), mettre en place un “contrat unique”, c’est-à-dire en finir avec le contrat de travail à durée indéterminée (CDI), généraliser un contrat précaire permanent, donnant toute souplesse aux patrons pour licencier à leur guise. Il veut également, dans la même période, mettre en œuvre les coupes dictées dans les budgets par l’Union européenne, en particulier la suppression d’un emploi sur deux dans la fonction publique (par le non-remplacement des départs à la retraite) et aussi restreindre le droit de grève, de préférence, là encore, avec l’accord des syndicats.

Quant à Ségolène Royal, elle annonce dans le même numéro du *Monde* que sa priorité serait la tenue d’une conférence nationale avec les syndicats pour se mettre d’accord sur la politique des salaires (cadrée, répétons-le, par l’Union européenne dans le sens du blocage des salaires de la classe ouvrière lié au pacte de stabilité) et la mise en place d’une “sécurité sociale professionnelle”, c’est-à-dire, là encore, l’obligation d’un travail obligatoire contre une rémunération au rabais pour n’importe quel travailleur licencié, et aussi d’un “contrat” précaire généralisé pour la jeunesse (équivalent du CPE de Villepin, balayé par la mobilisation de millions de jeunes et de travailleurs en 2006).

On le voit, il y a une profonde convergence des deux candidats sur l’urgence de l’intégration des organisations dictée par l’Union européenne. Une convergence saluée en ces termes (*Les Echos*, 26 avril) par le secrétaire général de la centrale syndicale d’origine chrétienne, la CFDT, celle-là même qui avait déserté et trahi la mobilisation pour la défense des régimes de retraite en 2003. François Chérèque y déclare :

*“Pour la première fois, au deuxième tour, nous avons deux candidats qui*

*reconnaissent l’économie de marché. La candidate socialiste dit clairement que les entreprises ne doivent pas se sentir coupables de faire des bénéfices. Et tous les candidats qui avaient soutenu le non au référendum ont été laminés. La question est donc maintenant : comment réguler cette économie de marché ?”*

Ces moyens exceptionnels sont préconisés du fait de la résistance de la classe ouvrière et de la nation en France contre la politique de l’Union européenne, résistance qui s’est exprimée à la fois le 29 mai 2005 et sur le terrain direct de la lutte de classe : en 1995 contre le plan Juppé sur la Sécurité sociale et les retraites, en 2003 contre les attaques sur les retraites et la régionalisation, en 2006 sur le retrait imposé du contrat première embauche, que le Premier ministre, Raffarin, voulait imposer à la jeunesse.

C’est donc cela qui est en cause, et qui pose, pour tout le mouvement ouvrier, une question simple : celle de l’indépendance du mouvement ouvrier, aussi bien l’indépendance politique que l’indépendance syndicale.

En ce qui concerne la IV<sup>e</sup> Internationale, elle “n’a de place dans aucun Front populaire”.

Elle n’a donc évidemment aucune place, de quelque manière que ce soit, dans les grandes coalitions, que ce soit dans leur version allemande ou italienne.

Aujourd’hui, à l’heure où une sainte alliance, de Besancenot à Bayrou en passant par Laguiller, cherche à jeter les bases d’une “grande coalition” à la française pour imposer les coups de l’Union européenne, il n’est pas de tâche plus centrale pour la IV<sup>e</sup> Internationale que de combattre pour l’indépendance de la classe ouvrière, au plan politique comme au plan syndical.

Ce qui pose à la fois la question du combat pour un parti ouvrier et du combat pour la défense de l’indépendance des syndicats.

Il est important qu’au sortir de la campagne dont la section française a été partie prenante à travers le Parti des tra-

vailleurs (dont elle est un courant) et dans le soutien apporté au candidat Gérard Schivardi, se soit constitué un comité provisoire pour un parti ouvrier regroupant très largement des militants ouvriers de toutes tendances, des maires, des élus (*lire dans ce numéro l'article de Sabine Hans*).

Cette situation française s'inscrit dans l'approfondissement de l'offensive de décomposition du régime pourri de la propriété privée des moyens de production, qui s'attaque aujourd'hui partout dans le monde à l'existence des Etats, des nations et de toutes les institutions érigées par le combat ouvrier et démocratique.

Il suffit de regarder la situation en Afrique, en Somalie, en Ethiopie ou au Darfour pour voir où conduit la décomposition impérialiste.

Le 24 avril 2007, a été annoncé le 3 331<sup>e</sup> soldat américain mort en Irak. La poursuite de l'intervention militaire en Irak n'est rendue possible que pour une seule raison : le Parti démocrate, qui a reçu un vote majoritaire antiguerre aux élections intermédiaires de l'automne 2006 aux Etats-Unis, continue — tout en affirmant du bout des lèvres son intention d'arrêter un jour la guerre — de donner tous les moyens à l'administration Bush de la poursuivre.

C'est ainsi que, le 24 avril 2007, la Chambre des représentants, à majorité démocrate, a adopté un projet de loi associant le financement de la guerre en Irak à un calendrier de retrait des troupes. Calendrier qui fixe un objectif... *non contraignant* de retrait des troupes d'Irak... au 31 mars 2008. Cela veut dire près d'un an encore de combats meurtriers, des centaines et des milliers de morts du côté américain, des dizaines de milliers ou plus encore d'Irakiens, le démantèlement complet de la nation, etc. ! Ajoutons que l'administration Bush a annoncé qu'elle bloquerait ce texte, de sorte que la guerre se poursuit.

Car c'est un besoin pour l'impérialisme décomposé de poursuivre cette fuite en

avant dans les guerres, qui s'étend aujourd'hui aux menaces adressées à l'Iran.

Tout comme c'est un besoin pour l'impérialisme américain (dont le Parti républicain et le Parti démocrate représentent les intérêts) de mener la guerre contre son propre peuple. C'est ainsi que le projet de loi de la majorité démocrate débloque 124,2 milliards de dollars pour le financement de la guerre en Irak, soit plus que ce que réclame l'administration Bush elle-même pour financer la guerre en Irak et en Afghanistan pour l'année 2007 ! 124,2 milliards de dollars prélevés sur les budgets de la santé, de l'éducation...

Dans une telle situation, la construction d'une représentation politique indépendante des exploités et des opprimés des Etats-Unis n'est-elle pas un enjeu vital ?

On ne s'étonnera pas que, dans le prolongement des débats du Sixième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale (5), le combat pour une candidature noire indépendante aux prochaines élections, comme partie prenante du combat pour une représentation noire indépendante, insérée dans le combat pour un Labor Party, ait été un enjeu majeur du congrès de Socialist Organizer (*lire l'article de François Forgeue dans ce numéro*).

Il est significatif que, dans ce programme chargé pour l'impérialisme, les deux anciens présidents des Etats-Unis, George Bush père (républicain) et Bill Clinton (démocrate), aient pris le temps de se rendre ce 25 avril 2007 à Moscou pour les obsèques de Boris Eltsine.

Le personnage méritait d'être salué par les tenants de l'impérialisme : "*Avec un grand courage personnel, il a eu le mérite de défendre les libertés*", a déclaré José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne.

Dirigeant du Parti communiste de l'URSS, Boris Eltsine est devenu à la fin de 1990 président de la Fédération de Russie — qui était à l'époque encore

(5) Lire *La Vérité*, n° 53.

dans l'URSS. C'est le 8 décembre 1991 qu'Eltsine signe l'acte officiel de dissolution de l'Union soviétique. Son plan de "redressement économique", dit "*plan de 500 jours*", proposé alors, prévoyait la suppression de toutes les subventions et dotations aux entreprises d'Etat dans les 30 ou 50 premiers jours. C'est lui qui menait une politique dont son propre conseiller Chataline écrivait en octobre 1991 : "*Ce pays s'en va en lambeaux. Il ne faut pas empêcher de processus*", préconisant "*la privatisation, partout...*" (6).

C'est sous l'égide d'Eltsine que la bureaucratie, groupe parasitaire de la propriété d'Etat depuis des décennies, s'est définitivement muée en une série de groupes mafieux rivaux, passant du parasitage de la propriété d'Etat à sa destruction, s'en partageant "les lambeaux" et édifiant les gigantesques mafias qui, aujourd'hui, gangrènent l'économie russe, mais aussi l'économie mondiale.

C'est Eltsine qui, au début des années 1990, s'entourant d'experts étrangers dirigés par l'Américain Jeffrey Sachs, met en œuvre la politique de privatisation, de libéralisation du marché. Cinq jours avant la signature du traité de Maastricht, le 2 janvier 1992, il fait décider par le gouvernement russe la libéralisation de 80 % des prix de gros et de 90 % des prix de détail, ouvrant les vannes d'une inflation galopante atteignant un chiffre record, ruinant toutes les économies de l'immense majorité de la population de Russie. Il met en œuvre la privatisation des terres non agricoles, la privatisation des services publics, au point qu'un journaliste américain, Paul Klebnikov, pourtant partisan de la propriété privée des moyens de production, écrit dans un livre (*Parrain du Kremlin*) : "*La Russie d'Eltsine s'est transformée en Etat gangster.*"

Faut-il s'étonner que les dirigeants de l'impérialisme américain soient allés saluer la dépouille d'Eltsine ?

Le pillage et le démantèlement de l'URSS (voir l'article de Dominique Ferré dans ce numéro de La Vérité)

éclairer les immenses dangers que fait peser sur la nation chinoise la loi récemment votée par la direction du Parti communiste chinois établissant un cadre juridique pour généraliser la propriété privée des moyens de production. L'article d'Olivier Doriane et Alain Denizo souligne les menaces d'un basculement disloquant la propriété sociale en Chine, et plus généralement toutes les conquêtes de la révolution chinoise, et déstabilisant tout le continent (le monde entier).

Les travailleurs sont donc confrontés à une situation mondiale complexe, où, qu'il s'agisse de la propriété sociale ou de leurs organisations et institutions, c'est l'existence de la classe ouvrière comme classe qui est menacée.

La IV<sup>e</sup> Internationale peut-elle trouver sa place dans ces combinaisons de grande coalition, qui contribuent à enchaîner toutes les organisations au char du régime décomposé de la propriété privée des moyens de production et à transformer les organisations ouvrières en leurs propres fossoyeurs, fossoyeurs des organisations et fossoyeurs de la classe ouvrière elle-même ?

Notre Sixième Congrès mondial nous a assigné un tout autre mandat :

« *La IV<sup>e</sup> Internationale reprend à son compte l'affirmation du Manifeste du Parti communiste : "Les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée."*

*La tâche centrale de la IV<sup>e</sup> Internationale n'est pas de chercher à "réformer" le capitalisme, à l'"humaniser" ou à y introduire une quelconque "clause sociale". Elle consiste à aider les masses, invariablement, à partir de leur lutte de classe et de leurs revendications concrètes, à s'orienter vers la conclusion indispensable à toute la période : en finir avec le régime de la propriété privée des moyens de production, créer les conditions de l'appropriation collec-*

---

(6) *Stolitsa*, n° 37.

*tive, la socialisation des moyens de production. Car c'est la seule voie permettant d'ouvrir aux forces productives une nouvelle phase de développement par laquelle les maux de l'humanité pourront commencer être combattus et surmontés : les guerres, les famines, la paupérisation, la surexploitation.*

*Réaliser cette tâche implique que la IV<sup>e</sup> Internationale se délimite systématiquement de tous les courants qui, prétendant parler au nom de la classe ouvrière, se situent sur le terrain de l'accompagnement "social" de la mondialisation (ce qui, dans les faits, les conduit à prendre en charge la politique dictée par les instances dirigeantes du grand capital financier). »*

Aussi difficile que soit le chemin que nous avons emprunté, c'est celui qui, sous toutes les formes et en toutes circonstances, vise à aider les travailleurs à prendre confiance en leur propre capacité à défendre leurs intérêts particuliers, à défendre et à bâtir tous les segments de leurs organisations spécifiques.

A un bout de la société, l'humanité s'enfoncé chaque jour davantage dans la misère et la décomposition.

A l'autre bout, on apprend, ce 25 avril 2007, que la place boursière mondiale de New York a franchi un sommet historique, le Dow Jones dépassant pour la première fois de son histoire les 13 000 points.

Plus que jamais, l'appropriation privée des moyens de production, si elle permet un gigantesque enrichissement à un pôle de la société, enfonce l'immense majorité dans le besoin, dans la misère et dans le dénuement le plus total.

Plus que jamais, la tâche de la IV<sup>e</sup> Internationale consiste à aider les opprimés et les exploités à défendre les instruments de leur propre libération, sur leur propre terrain de classe, en travaillant en toutes circonstances à réaliser le plus large front unique des travailleurs et de leurs organisations sur le terrain de l'indépendance de classe.

**Daniel Gluckstein**

# La crise aux Etats-Unis, les élections de 2008, le combat politique pour des candidatures noires indépendantes

Par François Forgeue

Près de six mois après le Sixième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, Socialist Organizer, l'organisation trotskyste aux Etats-Unis, a tenu une conférence extraordinaire convoquée pour faire le point sur la mise en œuvre des décisions de ce Sixième Congrès mondial concernant les Etats-Unis et assurer le développement de cette activité.

Rappelons que, sur la base du rapport et des propositions présentées par la délégation américaine, le congrès mondial avait unanimement adopté une résolution plaçant au centre du combat de l'organisation américaine l'action pour la présentation de candidats noirs indépendants à tous les niveaux, en particulier un candidat noir indépendant à l'élection présidentielle, lors des élections de 2008 (cette résolution est reproduite dans le n° 53 [décembre 2006] de *La Vérité*).

En conclusion d'une large discussion, la conférence prenait l'importante décision non seulement de confirmer l'orientation fixée par le congrès mondial, mais de développer une large activité associant tous les militants de l'organisation à "la

tâche de présenter des candidats noirs indépendants pour des mandats électifs au niveau local, de l'Etat et national aux Etats-Unis" (résolution générale adoptée par la conférence). La résolution ajoutait :

*"Aujourd'hui, en relation avec la crise économique, sociale et politique grandissante aux Etats-Unis, la présentation d'un candidat noir indépendant à l'élection présidentielle de 2008 concentre la question de l'indépendance de la classe ouvrière en relation avec les partis jumeaux du capitalisme, les démocrates et les républicains."*

Pratiquement, cela signifie d'abord aider à la campagne menée autour de la lettre ouverte adressée à la militante noire Cynthia McKinney (1), lettre qui met clairement en avant la nécessité d'une candi-

---

(1) Cynthia McKinney a été député démocrate de Virginie. Elle s'est opposée à la prétendue guerre contre le terrorisme dès le 11 septembre et s'est toujours opposée à la guerre contre l'Irak. Lorsque la direction du Parti démocrate a ordonné à tous ses parlementaires — y compris à ceux appartenant au Black Caucus — de boycotter la commission sur Katrina, elle a refusé. C'est pourquoi le Parti démocrate lui a refusé l'investiture.

dature noire indépendante à la présidence. C'est le combat pour donner toute sa dimension nationale et internationale à la convocation, au mois d'août 2007, d'un Tribunal international appelé à juger des responsabilités du gouvernement américain dans les conséquences tragiques — et qui ne sont nullement explicables par la seule référence à une catastrophe naturelle — de l'ouragan Katrina, qui a ravagé le golfe du Mississipi et La Nouvelle-Orléans.

Cette discussion s'est menée en y associant les militants noirs qui sont à l'origine des initiatives permettant de poser pratiquement la question d'une candidature noire indépendante à l'élection présidentielle. C'est cela qu'exprime Kali Akuno, l'un des responsables noirs de l'organisation des sinistrés de La Nouvelle-Orléans et de l'initiative de constituer un parti noir indépendant, le Parti de la reconstruction, dans une interview réalisée par le camarade Alan Benjamin, responsable du journal *The Organizer*. Il y dit :

*"Cynthia McKinney a accepté d'être coorganisatrice du Tribunal international sur Katrina. C'est un fait d'une extrême importance. Il serait positif qu'elle prenne part à la constitution du Parti de la reconstruction. Cela nécessitera d'amples discussions avec elle et avec les militants qui lui sont associés.*

*Je pense que la lettre ouverte qui lui a été adressée est une initiative positive. Elle devrait circuler plus largement parmi les militants noirs pour promouvoir cette discussion. Ce serait un gigantesque pas en avant si elle, ou un autre militant noir de même envergure, décidait de se présenter à l'élection présidentielle, de défier le pouvoir au niveau de l'Etat sur un programme de justice et de reconstruction. Je pense que tout possibilité d'avancer dans cette voie doit être explorée à l'intérieur du Mouvement de libération noir."*

C'est en effet parce que les militants de Socialist Organizer sont bien conscients du fait qu'il s'agirait là d'un "pas gigantesque en avant" qu'ils ont décidé sans réserve de jeter toutes leurs forces dans l'action pour la présentation d'un candidat noir à l'élection présidentielle.

Dans quel contexte d'ensemble les délégués de Socialist Organizer et les militants invités à la conférence se sont-ils

réunis pour mener cette discussion, pour faire face à ce que la résolution adoptée par la conférence caractérise comme la responsabilité importante de la section de la IV<sup>e</sup> Internationale dans l'action pour un parti noir — un Parti de la reconstruction — qui présente des candidats à tous les niveaux et est relié à la lutte pour le Labor Party ?

---

## UNE CRISE QUI FAIT PEUR

---

Dans son numéro du 31 mars, l'hebdomadaire britannique *The Economist* s'alarmait de la situation politique aux Etats-Unis. Dans un éditorial titré "*Les assiégés*", il soulignait que

*"l'affrontement qui se prépare entre la Maison-Blanche et le Congrès pourrait avoir des conséquences tragiques".*

Et il ajoutait :

*"Indépendamment de ce que l'on peut penser de la présidence la plus inepte que les Etats-Unis aient connue, la présente "guerre civile" à Washington entre le Congrès et la présidence prépare une tragédie à la fois pour les Etats-Unis et pour des millions d'êtres humains dans le monde entier (...). Tôt ou tard, l'Amérique quittera l'Irak, mais il est essentiel qu'elle le quitte dans de bonnes conditions."*

Pourtant, le Parti démocrate, aujourd'hui majoritaire dans les deux chambres, le Sénat et la Chambre des représentants, n'utilise nullement sa position de force au Congrès pour mettre fin à la guerre et à l'occupation en Irak. Tout au contraire... Le vendredi 23 mars, les démocrates ont fait adopter à la Chambre des représentants, par 218 voix contre 212, une loi sur "*l'entraînement des troupes américaines, les soins aux vétérans et le contrôle de ce qui se passe en Irak*".

Cette loi donne à l'administration Bush 100 milliards de dollars pour poursuivre la guerre en Irak et en Afghanistan, tout en appelant à un retrait des troupes américaines d'Irak s'opérant à partir de juillet 2008.

Nancy Pelosi, qui détient le poste de présidente de la Chambre, a salué cette décision comme étant "*un vote pour*

**mettre fin à la guerre en Irak**". Il n'en est rien. Le Congrès a le pouvoir de mettre fin à la guerre en refusant de voter les crédits exigés pour sa poursuite et son extension. Les démocrates ont au contraire choisi d'accorder à Bush 100 milliards à cette fin.

Ainsi s'exprime l'accord fondamental du Parti démocrate et du Parti républicain quant aux besoins de l'impérialisme américain, besoins que rassemble le plan Baker-Hamilton (qui a été analysé dans le n° 53 de *La Vérité*, daté de décembre 2006). Cela ne suffit pas à faire disparaître la crise qui inquiète l'éditorialiste de *The Economist*, qui se place du point de vue de la stabilité du système mondial de l'exploitation capitaliste et qui est conscient du coup que lui porterait une déstabilisation des Etats-Unis.

Nancy Pelosi s'est récemment rendue en Syrie. Ce faisant, elle se situait parfaitement dans le cadre du plan Baker, qui recommande d'impliquer la Syrie dans une recherche de solution à l'échelle du Moyen-Orient. Mais c'est en mettant en cause l'autorité de Bush comme président que Nancy Pelosi applique le plan Baker, qui n'est pourtant pas contradictoire avec les objectifs de Bush. C'est ce que souligne *The Economist* quand il dit : "*Ce qui est en cause, c'est le droit du président à faire la guerre*", qui se combine avec les attaques menées contre l'adjoint du vice-président Cheney, Karl Rove, et le ministre de la Justice, Alberto Gonzalez, pour abus d'autorité.

La crise politique menace à chaque moment de dépasser les limites dans lesquelles Bush comme les dirigeants du Parti démocrate cherchent à la contenir, car cette crise manifestée dans les affrontements au sein de la représentation politique de la bourgeoisie américaine a de profondes racines.

Ces racines, ce sont d'abord les conséquences de la guerre et de l'occupation de l'Irak. Les mesures "d'escalade" décidées par Bush — et permises par le Parti démocrate — n'ont en rien diminué l'intensité du chaos sanglant dans lequel l'occupation a plongé l'Irak. La présence de 30 000 soldats supplémentaires, les nouveaux plans de concentration des forces américaines à un point ou un autre n'empêchent pas, mais augmentent au

contraire ce chaos, et, quotidiennement, la liste des morts et des blessés parmi les forces d'occupation s'allonge, alors que près des deux tiers de la population américaine, d'après les sondages officiels, se prononcent pour le retrait des troupes.

L'arrière-plan de cette crise, c'est la situation de plus en plus critique de l'économie américaine comme expression des développements mondiaux de la décomposition du système impérialiste mondial, développements qui tendent à trouver leur expression la plus intense aux Etats-Unis mêmes.

L'effondrement en cours du "boom" de l'immobilier menace toute l'économie américaine, qui repose sur une montagne de dettes. Rappelons que, dans les dernières années, les prix de l'immobilier avaient augmenté de plus de 30 % et qu'une énorme bulle spéculative, formée dans ce secteur, avait été un "ballon d'oxygène" pour le fonctionnement de l'économie. Aujourd'hui, les indices répétés indiquant l'éclatement de cette bulle menacent non seulement de ruine et d'expulsion des millions de citoyens américains de leur logement, mais auraient des conséquences catastrophiques sur l'économie dans son ensemble.

Enfin — et c'est un trait fondamental de la situation —, le rejet de Bush et de sa politique exprimé sur le terrain électoral n'est ni un accident ni un phénomène purement électoral. Il a été nourri par l'activité de la classe ouvrière américaine elle-même, par celle de ses couches les plus exploitées, et, en particulier, de la population noire. Dès 2000, lorsque Bush fut finalement intronisé comme président sur la base non des votes effectivement émis, mais d'une décision de justice, provoquant dans un pays où, depuis des décennies, près de 50 % des électeurs ne prennent pas part au vote, des manifestations au nom de la démocratie, au nom du respect du suffrage universel, sous des mots d'ordre comme "*On nous a volé nos voix*", avaient eu lieu. Et cela, en particulier, dans la population noire, dont on sait qu'il lui a fallu de longues années de combat acharné, marqué par de nombreuses victimes, pour accéder au droit de vote.

C'était là, comme le soulignait *La Vérité*, n° 28, d'avril 2001, le signe d'une

*“crise qui met en cause, plus profondément qu’aucune autre, la légitimité des institutions politiques des Etats-Unis, le caractère antidémocratique de la camisole de force imposée à la vie politique par le système des deux partis”.*

Cette mise en cause n’a, depuis, cessé de s’approfondir.

Ce même numéro rappelait que, *“contrairement à une image souvent répandue, les Etats-Unis sont non seulement le pays capitaliste le plus développé”,* mais aussi, de ce fait, celui où *“les contradictions de classes sont les plus aiguës”.* Cette réalité s’est manifestée dans la manière dont la situation s’est développée après le 11 septembre 2001.

Elle a vu un renforcement des pouvoirs arbitraires du président, que la Constitution américaine désigne également comme le *“chef des armées”,* comme le *“commandant en chef”.*

A partir du moment où, en octobre 2002, un vote commun des républicains et des démocrates a donné l’autorisation à Bush de déclarer la guerre à l’Irak, celui-ci a utilisé cette *“situation de guerre”* proclamée par les deux partis pour affirmer qu’il n’y avait aucun pouvoir au-dessus du sien.

C’est ainsi que, lors des débats provoqués par l’usage de la torture, un mémorandum du ministère de la Justice des Etats-Unis considérait que,

*“compte tenu de l’autorité totale du président sur la conduite de la guerre, les lois pénales ne peuvent être interprétées comme mettant en cause l’autorité ultime du président dans ce domaine (...). Le Congrès ne peut pas plus réglementer le droit du président à détenir et à interroger les combattants ennemis qu’il ne peut réglementer son droit à diriger les mouvements de troupes sur le terrain”* (Washington Post, 11 octobre 2004).

Comme on le sait, ces pouvoirs discrétionnaires ont été utilisés non seulement dans la guerre *“à l’extérieur”,* mais dans celle que nombre de militants et de syndicalistes américains définissent comme une guerre menée *“à l’intérieur”* contre les droits démocratiques des citoyens américains, contre le niveau de vie, les droits et l’emploi des travailleurs américains.

La résistance du peuple américain s’est notamment exprimée dans la large mobili-

sation contre la guerre dès 2003, alors que commençait l’invasion de l’Irak.

Alors que, dans le cas de la guerre du Vietnam, il avait fallu plusieurs années pour qu’un secteur important de l’opinion publique américaine se dresse contre la politique du gouvernement, dans ces mobilisations, d’emblée, le mouvement ouvrier américain, ses organisations syndicales ont tenu un rôle essentiel à travers la constitution de US Labor Against the War (USLAW), qui a coordonné l’action de nombreux syndicats parmi les plus puissants et réunissant plus du tiers des travailleurs syndiqués dans tout le pays. Cette action devait d’ailleurs amener la direction nationale de l’AFL-CIO à condamner la guerre et à apporter son appui, en particulier, aux immenses manifestations de janvier 2007.

A la suite de la dévastation du golfe du Mississippi, et en particulier de la ville de La Nouvelle-Orléans, par l’ouragan Katrina, de l’abandon délibéré des sinistrés à leur sort, puis à la mise en route d’une véritable politique de *“nettoyage ethnique”* de la majorité noire de la population de cette région, le mouvement de résistance au sein de cette population, l’impact national que cela a eu ont posé à une échelle et avec une netteté sans précédent le problème d’une action politique indépendante des travailleurs noirs.

Le 1<sup>er</sup> Mai 2006 a été marqué par une mobilisation, sans précédent elle aussi, de millions de travailleurs immigrés, en particulier mexicains, réclamant l’égalité des droits.

Ce sont ces puissants mouvements qui rendent encore plus intolérable *“la camisole de force du système des deux partis”* et qui posent avec plus d’acuité que jamais la question de la rupture avec les deux partis établis de la bourgeoisie, donc avec le Parti démocrate, de la constitution d’une force politique indépendante s’appuyant sur le mouvement ouvrier et la résistance du peuple noir, s’affirmant sur tous les terrains, et donc sur le terrain électoral, à tous les niveaux, y compris celui de l’élection présidentielle.

*La Vérité* a régulièrement suivi le déroulement des événements aux Etats-Unis et l’action des travailleurs américains. On peut donc s’y reporter pour

trouver l'analyse précise d'éléments brièvement évoqués ici (2).

---

## LA DÉFENSE ACHARNÉE DU SYSTÈME BIPARTITE

---

La classe dominante américaine a toujours préservé comme la prunelle de ses yeux le système qui voit la totalité de la vie politique monopolisée par les deux partis de la bourgeoisie, le Parti républicain et le Parti démocrate, car elle y voit un élément indispensable à la stabilité de sa domination. Elle a pu tolérer ou être contrainte d'accepter quelques entorses à ce principe à condition qu'elles restent marginales.

Mais elle a maintenu comme une zone fermée à toute intrusion d'autres forces que le Parti démocrate ou le Parti républicain tout ce qui concernait l'élection présidentielle, tout ce qui touchait donc directement au pouvoir d'Etat. Il faut remonter à la période précédant la Première Guerre mondiale, lorsque Eugène Debs construisait le Parti socialiste américain comme une organisation de lutte de classe, pour voir le terrain de l'élection présidentielle utilisé comme un moyen de combat véritable au compte de la classe ouvrière et de son organisation (en 1912, Eugène Debs, candidat du Parti socialiste, avait obtenu 900 000 voix).

A travers sa représentation politique comme à travers ses moyens financiers, la bourgeoisie américaine — toutes tendances réunies — s'est appuyée sur l'appareil dirigeant du mouvement ouvrier, c'est-à-dire avant tout sur la direction confédérale de l'AFL-CIO, pour barrer la route à toute candidature se situant sur le terrain de l'indépendance de classe. Elle a de plus multiplié les obstacles légaux empêchant un candidat indépendant de participer effectivement à la compétition électorale.

Il lui est arrivé, précisément comme un moyen de l'éviter, d'autoriser la présence dans le champ électoral d'un "troisième parti", qui se situait explicitement sur le même plan que les Partis républicain et démocrate, et qui n'avait d'autre perspective que de faire pression sur l'un ou

l'autre. Tel a été le cas dans la dernière période, en 2000 et en 2005, du Parti vert, qui, ne se présentant que dans certains Etats, appelait ailleurs à voter pour le Parti démocrate et restreignait délibérément sa campagne aux Etats où, de toute façon, les républicains étaient majoritaires. C'est ce qui, dans le vocabulaire politique américain, s'appelle la tactique "inside-outside" (dedans-dehors), c'est-à-dire une politique qui ne met pas en cause le monopole exercé par le système bipartite.

Les développements de la lutte de classe, l'accentuation de la crise rendent encore plus brûlante la nécessité de rompre avec ce système. C'est parce que la majorité de la population américaine est opposée à la poursuite de la guerre en Irak et à l'occupation que le Parti démocrate se retrouve parlementairement majoritaire.

Les millions d'Américains qui avaient voté contre la guerre en novembre pensaient qu'il fallait exercer une pression sur le Parti démocrate pour qu'il refuse de voter les crédits de guerre. Les manifestations des 26 et 27 janvier 2007 comptent parmi les plus importantes mobilisations contre la guerre. A Washington même, il y eut plus de 300 000 manifestants. Quelques semaines plus tard, le 18 mars, à l'occasion du quatrième anniversaire du déclenchement de la guerre, les nouvelles manifestations étaient beaucoup plus réduites. A Washington, il n'y avait que 30 000 manifestants. Pourtant, entre-temps, le refus de la guerre continuait à progresser dans l'opinion publique américaine...

Le motif profond de cette situation n'est-il pas dans la confusion, dans le désarroi provoqués par le fait que le Parti démocrate utilise la majorité qui lui a été donnée au Congrès pour mener fondamentalement la même politique que Bush, même s'il l'attaque ? En novembre 2006, le rejet de Bush, de son gouvernement et de son parti était d'abord lié au rejet de la

---

(2) Voir notamment *La Vérité*, n° 28 (avril 2001) : compte rendu des débats du VII<sup>e</sup> Congrès de Socialist Organizer ; n° 29 (janvier 2002) : interview d'Alan Benjamin sur le combat des travailleurs américains après le 11 septembre ; n° 53 (décembre 2006) : le plan Baker : un guide stratégique pour l'impérialisme ; résolution sur les candidatures noires indépendantes ; n° 54 (février 2007) : notes éditoriales ; interview d'Alan Benjamin.

guerre en Irak. Or le Parti démocrate utilise la majorité qui lui a été donnée pour non seulement poursuivre cette guerre, mais soutenir dans les faits "l'escalade" réclamée par Bush.

Ainsi, Hillary Clinton, qui est présentée comme l'une des candidates les plus probables du Parti démocrate à la présidence, est citée par l'*International Herald Tribune* (15 mars 2007) comme considérant "qu'il reste une mission militaire aussi bien que politique (en Irak), qui nécessitera le maintien d'une force militaire réduite, mais significative". D'ailleurs, le même numéro de l'*International Herald Tribune* constate que "l'administration Bush et les démocrates du Congrès sont essentiellement d'accord sur les pas que le gouvernement irakien doit franchir". Le principal objectif étant, d'après l'*International Herald Tribune*, "l'adoption d'une loi sur le pétrole, qui fixerait le cadre d'une répartition nationale des revenus et l'ouverture à l'investissement étranger".

Tout récemment, Bush a proposé aux démocrates l'adoption en commun d'une "loi de guerre" (*War Bill*). Le *San Francisco Chronicle* (11 avril) présente les vues de Bush dans les termes suivants :

*"Nous pourrions discuter comment aller de l'avant par une loi claire et nette, une loi qui assure le financement de nos troupes sans calendrier artificiel de retrait, sans passer les menottes à nos généraux sur le terrain."*

Nancy Pelosi et le sénateur Reid, leader de la majorité démocrate au Sénat, rejettent cet appel :

*"Ce que le président nous invite à faire, c'est de se rendre à son bureau pour avaliser le projet de loi qu'il a préparé. Ce n'est pas digne des soucis du peuple américain."*

Mais ils ajoutent :

*"Le peuple américain veut que nous travaillions ensemble. Il veut que nous finacions nos troupes et que nous réduisions progressivement la guerre. Travaillons ensemble à accomplir cela."*

C'est sur cette base que le Parti démocrate comme le Parti républicain préparent l'élection présidentielle de 2008. Une base qui est conforme au plan Baker-Hamilton, et donc à la politique de domination mon-

**diiale, de destruction des nations, d'agression contre les peuples engagée par l'impérialisme américain : une politique qui implique la poursuite sur tous les terrains de l'offensive contre les travailleurs américains et contre leurs droits.**

**Qu'il y ait, à partir de là, une conscience grandissante du fait que le Parti démocrate ne cherche pas une solution conforme aux intérêts du peuple américain ne donne pas automatiquement une issue politique à la situation.**

Il ne peut y avoir d'action s'opposant à cette politique sans remettre en cause le monopole exercé par le Parti démocrate et par le Parti républicain, sans chercher à exprimer à tous les niveaux — et donc à celui de l'élection présidentielle — les intérêts des travailleurs et du peuple américains, contradictoires avec l'orientation politique des démocrates comme des républicains.

Pour saisir dans quel cadre cette question est posée, il faut revenir sur la signification des développements majeurs de la lutte des classes aux Etats-Unis dans les dernières années.

---

## DE KATRINA AU 1<sup>er</sup> MAI 2006

---

Ces développements ont renoué avec les traditions révolutionnaires de l'histoire des Etats-Unis, et cela au niveau le plus élevé. Les puissantes mobilisations contre la guerre, pour le retrait des troupes — et c'est ce mot d'ordre de retrait inconditionnel qui donne toute sa portée à ces mouvements, comme exprimant l'opposition du peuple américain aux entreprises de "son" impérialisme —, mobilisations marquées par la présence du mouvement ouvrier organisé et par celles de centaines de milliers de jeunes, renouent avec ce que fut le rôle décisif du peuple américain dans la défaite historique infligée à l'impérialisme américain au Vietnam.

L'année dernière, le 1<sup>er</sup> Mai 2006, plusieurs millions de travailleurs, majoritairement des travailleurs immigrés "sans-papiers" ou disposant d'un statut légal, mais aussi — et en nombre — des citoyens américains, à l'appel des organisations syndicales et d'associations de

défense des travailleurs immigrés, ont fait grève et ont occupé la rue. Ils réclamaient tous ensemble la légalisation de tous les travailleurs immigrés, l'égalité des droits, le respect du principe "A travail égal, salaire égal".

C'était le 1<sup>er</sup> Mai. Il ne faut pas oublier que le 1<sup>er</sup> Mai, comme journée internationale de lutte des travailleurs, est né aux Etats-Unis en 1886, comme conséquence du puissant mouvement des travailleurs américains pour la journée de huit heures et à la suite d'une provocation sanglante qui devait aboutir à l'exécution, après un procès truqué, de six militants syndicalistes et anarchistes à Chicago.

La force, à l'échelle mondiale, de l'impérialisme américain, l'appui qui lui fut apporté par les dirigeants du mouvement ouvrier avaient paradoxalement conduit à ce que le 1<sup>er</sup> Mai ne soit pas commémoré aux Etats-Unis. En 2006, comme les années précédentes, le 1<sup>er</sup> Mai n'était pas chômé. Mais, par la grève et la manifestation, les travailleurs immigrés et américains unis l'ont reconquis.

Dans les manifestations qui ont déferlé dans toutes les villes des Etats-Unis, un mot d'ordre revenait :

*"Nous sommes une nation d'immigrants. Ce sont les immigrants qui ont construit les Etats-Unis."*

En effet, et les "martyrs de Chicago" étaient d'origine allemande... Mais l'impasse dans laquelle est enfoncé le système d'exploitation capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production, et qui tend à trouver son expression la plus aiguë aux Etats-Unis mêmes, fait que la "nation d'immigrants", qui pouvait naguère s'appuyer sur l'immigration et sur son intégration à la nation américaine pour assurer son développement, ne le peut plus.

*"La principale des forces productives, c'est la classe révolutionnaire elle-même",* écrivait Marx. C'est cette force productive que, pour survivre, le capitalisme a besoin de détruire. C'est ce que signifie la construction d'un mur le long de la frontière mexicaine, c'est ce que signifie le refus d'accorder leurs droits aux millions de travailleurs immigrés, surexploités, aux Etats-Unis.

Le mouvement qui s'est engagé en 2006 est loin d'être terminé. Ses consé-

quences s'imposeront dans le développement ultérieur de la lutte des classes aux Etats-Unis. Pour l'heure, ce mouvement comme celui provoqué par le refus de la guerre en Irak n'ont pas trouvé d'expressions politiques organisées permettant de remettre en cause, à l'occasion des prochaines élections, le monopole exercé sur la vie politique par les grands partis de la bourgeoisie.

---

### "NETTOYAGE ETHNIQUE", "DROIT AU RETOUR"...

---

Un autre développement, qui touche aux fondements mêmes des Etats-Unis, a eu lieu dans ces deux dernières années. Chacun a été saisi par les images terribles que les télévisions du monde entier ont projetées au lendemain du passage dévastateur de l'ouragan Katrina. Au cœur du pays le plus riche et le plus développé du monde, des populations abandonnées à elles-mêmes, sans que le moindre secours ne soit organisé avant plusieurs jours, l'arrivée des "forces de l'ordre" avant celle des sauveteurs, avec ordre de tirer à vue sur les sinistrés lorsqu'ils cherchaient à trouver quelque nourriture, des sinistrés désignés comme des "pillards" ou des émeutiers. Mais ces images montraient majoritairement des hommes, des femmes, des enfants noirs, tandis que les forces de maintien de l'ordre, installées dans des véhicules blindés, étaient blanches.

Le drame qui s'est noué à La Nouvelle-Orléans et dans toute la région n'était pas que le résultat d'une catastrophe naturelle. Il rappelait avant tout ce qu'est la situation de la population noire aux Etats-Unis.

Dix-huit mois après le drame, des centaines de milliers d'habitants de La Nouvelle-Orléans restent dispersés dans l'ensemble des Etats-Unis, traités comme des réfugiés dans leur propre pays. La "réhabilitation" des quartiers endommagés a pris la forme d'une immense opération de spéculation immobilière. Des quartiers entiers ont été rasés et des immeubles de grand standing, dont les loyers sont inabordables pour ceux qui résidaient auparavant dans cette partie de

la ville, sont construits. Et ceux qui y résidaient étaient en majorité des Noirs.

Des organisations militantes noires, liées au mouvement ouvrier et coopérant avec les organisations syndicales, ont non seulement commencé à organiser les survivants dans une association de défense, mais ont fait de l'acte de barbarie accompli à La Nouvelle-Orléans un élément de la politique nationale.

Une campagne a été entamée contre "le nettoyage ethnique", car c'est bien de cela qu'il s'agit : il s'agit d'en finir avec le fait que la population noire est majoritaire dans la région. Et c'est une saisissante illustration de la guerre menée "à l'intérieur" par Bush qu'il faille utiliser l'expression "nettoyage ethnique" pour caractériser l'action du gouvernement américain contre des citoyens américains. Ce sont les mêmes raisons qui amènent ces organisations à revendiquer "le droit au retour", à reprendre le terme même employé pour le peuple palestinien pour exiger que puissent revenir sur les lieux où ils résidaient ceux qui ont été chassés.

Le plus important dans la démarche de certains de ces militants, c'est de poser la question d'un parti noir indépendant comme l'instrument indispensable à l'accomplissement des tâches qu'exige la situation. Ni le Parti démocrate ni le Parti républicain ne s'opposeront au "nettoyage ethnique" et n'imposeront le droit au retour.

Le nom qui a été mis en avant pour un tel parti, c'est "le Parti de la reconstruction". Il faut prendre toute la mesure d'un tel choix. Il ne s'agit pas que de rebâtir. Dans l'histoire américaine, le terme "reconstruction" vise une période précise, celle qui a immédiatement suivi la fin de la guerre entre le Nord et le Sud, et l'abolition de l'esclavage, une période qui s'étend sur une décennie, une période qui, comme l'écrivait l'historien français Daniel Guérin, a été "*la plus défigurée de toute l'histoire américaine*", la plus occultée aussi....

Contrairement à ce qui est souvent affirmé, les Noirs n'ont pas été "libérés" de l'esclavage par l'arrivée des forces armées de la république, ils se sont soulevés en masse, déclenchant ce que l'historien révolutionnaire noir W. E. B. Dubois

appelait une grève générale, ils ont rejoint en grand nombre les forces armées de la république, malgré l'opposition de l'état-major, des armées du Nord et de Lincoln lui-même.

Au lendemain de l'effondrement du régime esclavagiste des planteurs dans les Etats du Sud, ils ont commencé "la reconstruction" au travers de ce que le même W. E. B. Dubois définit comme "*un soulèvement humain comparable à la Réforme et à la Révolution française*". Ils ont mis en place des assemblées d'Etat, où ils étaient largement représentés — c'est la seule fois dans l'histoire des Etats-Unis — aux côtés de représentants des ouvriers et des petits paysans blancs ; ils ont entrepris une réforme agraire sans laquelle leur libération légale les laissait prisonniers des plantations.

Ils ont commencé à constituer ce qui a été défini par certains comme l'ébauche de gouvernements ouvriers et paysans dans des Etats comme l'Alabama, la Caroline du Sud... Ce mouvement par lequel la population travailleuse tendait à prendre son sort en main, à régler démocratiquement les immenses problèmes auxquels elle avait à faire face, était intolérable pour la bourgeoisie américaine. Intolérable non seulement au Sud, mais intolérable à l'échelle de l'ensemble des Etats-Unis, car il représentait un défi à l'exploitation capitaliste et à son Etat en tant que tel.

C'est alors que les grands industriels et les grands financiers du Nord, établissant une alliance avec les grands propriétaires fonciers du Sud, ont écrasé dans le sang ce mouvement, excluant légalement les Noirs de la nation américaine, puisqu'il leur était dénié dans les faits le droit de vote. La population noire a été condamnée pendant des décennies à une situation d'apartheid, elle a été rejetée dans un ghetto.

C'est de là, tout autant que de l'esclavage, que procède sa situation particulière, situation qui, non seulement lui donne le droit, mais implique la nécessité de la construction d'organisations politiques noires comme condition de l'unité de toute la classe ouvrière américaine.

Le mouvement qui a jeté les bases de la constitution d'un Parti de la construc-

tion a nécessairement mis à l'ordre du jour la question de candidatures noires indépendantes.

---

## LES CONCLUSIONS DE LA CONFÉRENCE DE SOCIALIST ORGANIZER

---

C'est donc dans ce cadre que l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis, Socialist Organizer, a tenu, les 7 et 8 avril 2007, une conférence extraordinaire dévolue à la mise en œuvre des décisions prises lors du Sixième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale fin novembre 2006.

Socialist Organizer est une organisation qui trouve son origine dans la lutte menée contre l'abandon du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale au sein même du Socialist Workers Party. L'activité de Socialist Organizer, qui se fonde sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, s'appuie sur les positions politiques développées par Léon Trotsky, discutées par la direction du SWP d'alors avec lui, à la fois sur la place du combat stratégique pour le Labor Party comme expression majeure du combat pour l'indépendance de classe aux Etats-Unis et des positions élaborées sur la question noire et la place d'une organisation noire indépendante, liée au combat du Labor Party.

Ces positions se retrouvent notamment (comme cela a été indiqué dans l'introduction à cet article) dans la résolution adoptée par le congrès mondial avec un vote positif unanime de la délégation américaine, résolution publiée dans le n° 53 (décembre 2006) de *La Vérité* sous le titre : "Résolution sur des candidatures noires indépendantes aux Etats-Unis, lors des prochaines élections présidentielle et d'Etat de 2008."

Cette résolution rappelait qu'en 1963, le SWP avait adopté un texte intitulé "Freedom now", qui indiquait qu'il n'y avait aucune contradiction entre le fait de soutenir la constitution d'un parti noir indépendant et de combattre pour un parti ouvrier :

*"Notre soutien à l'idée d'un parti noir n'entre nullement en contradiction avec*

*le fait que nous continuions à promouvoir un parti ouvrier. Bien au contraire, nous sommes persuadés qu'un parti noir et un parti ouvrier auraient dès le début bien des points communs, pourraient travailler en étroite collaboration pour des objectifs communs et, dans le cours d'actions communes, pourraient établir des liens organisationnels étroits et pourraient même fusionner en un seul parti ou en un parti composé de plusieurs courants."*

Ce texte ajoutait :

*"La création d'un parti noir présentant ses propres candidats remettrait complètement en question toute la structure politique (...). Ceux qui préconisent une rupture du mouvement ouvrier avec les anciens partis se feraient bien mieux entendre et comprendre de la base. Ainsi, la création d'un parti noir serait profitable non seulement aux Noirs, mais également à leurs alliés actuels et potentiels."*

Le congrès mondial, après discussion, a souligné que cette résolution de 1963 établissait

*« l'articulation pour la lutte pour un parti noir avec la lutte pour un Labor Party, se fondant sur ce que Trotsky a décrit comme le "développement dialectique de la lutte des Noirs pour l'autodétermination", en affirmant que les Noirs en tant que tels devaient "se séparer des Blancs" et former leur propre parti politique indépendant de façon à, ensuite, "s'unir avec la classe ouvrière blanche dans la lutte contre le capitalisme" ».*

Mais le congrès mondial constatait qu'en dépit de la reprise formelle des positions auxquelles elle avait abouti par sa collaboration avec Trotsky, la direction du SWP s'est refusée à mettre en avant des propositions aussi bien pour le mouvement ouvrier que pour le mouvement noir. Cela a laissé le SWP sans axe politique et à la merci de la pression de toutes les forces petites-bourgeoises. Peu après avoir adopté cette résolution, le SWP a abandonné sa compréhension de la relation entre la lutte pour le parti noir et le Labor Party, adoptant une approche "sectorialiste", séparant la perspective d'une action politique indépendant noire de la lutte de la classe ouvrière dans son ensemble.

La résolution du congrès mondial conclut sur ce point :

*« En ce sens, la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale s'exprime aux Etats-Unis dans la reprise de la lutte pour un parti noir indépendant en liaison avec le combat pour un Labor Party, tel que cette perspective avait été développée par Trotsky et adoptée alors par le SWP.*

*Dans les conditions existant aujourd'hui, Socialist Organizer exprime concrètement cette orientation en affirmant que "le but de la section américaine, aujourd'hui, est d'encourager et d'aider à organiser dans les plus brefs délais, en liaison avec des militants et organisations noirs, des comités pour présenter un candidat noir pour les élections au poste de gouverneur de Louisiane et pour que Cynthia McKinney présente sa candidature indépendante à l'élection présidentielle de 2008 sur un programme Justice et reconstruction" » (résolution adoptée par le congrès mondial).*

La conférence extraordinaire de Socialist Organizer visait à établir un premier bilan de ce qui avait été accompli dans cette voie, des développements politiques depuis la fin de l'année 2006 et des obstacles rencontrés.

Cette discussion avait lieu à la lumière des positions politiques exprimées dans la résolution adoptée par le congrès mondial et en continuité avec l'orientation développée par Trotsky et par le SWP.

Comme l'expliquait le rapporteur :

*"Ce dont il s'agit, c'est de défier les deux partis politiques de la guerre, les deux partis d'un système qui conduit l'humanité à un abîme, qui organise la destruction des nations. Cela n'est pas une exagération. C'est au contraire un euphémisme. Il suffit de voir ce qui se passe en Irak et à La Nouvelle-Orléans.*

*La discussion que nous menons vise à aider à la matérialisation d'une rupture qui ne vaut pas seulement pour la classe ouvrière noire, mais pour toute la classe ouvrière américaine (...). Il nous faut avancer sur cette voie, et pour cela nous opposer à toutes les tentatives de diversion, aux forums sociaux mondiaux financés par la Banque mondiale..."*

La discussion devait en effet mettre en évidence certains de ces obstacles et montrer comment ils n'étaient pas sans effet, y compris sur le regroupement indépendant de militants noirs. Aujourd'hui, aux Etats-Unis, une grande place est donnée à Barak Obama, un politicien noir présenté comme

le candidat potentiel de la gauche démocrate et parfois vu comme un candidat vice-président associé à Hillary Clinton. Obama a refusé de se prononcer pour le retrait des troupes américaines d'Irak. Mais il faut comprendre que sa position est liée à l'existence du "Black Democratic Caucus", c'est-à-dire de la fraction parlementaire noire qui, sur toute une série de questions, met en avant des positions qui se situent "à gauche" du Parti démocrate sans jamais poser la question de rompre avec celui-ci.

L'influence indirecte de ces spéculations sur une "gauche démocrate" qui serait opposée à l'aile droite pèse pour empêcher une rupture ouverte, donc une rupture sur le terrain électoral, en particulier présidentiel. Les difficultés réelles que la loi américaine met à la présentation d'une candidature indépendante qui soit plus que symbolique sont utilisées soit pour reléguer au rang des utopies irréalisables la présentation d'un candidat noir à l'élection présidentielle, soit pour assurer que ce n'est pas une question urgente ou prioritaire, qu'il est nécessaire auparavant de réaliser un certain nombre de tâches concrètes, de mettre en avant des candidatures locales ici et là, de promouvoir et d'élargir le soutien au Tribunal international sur Katrina.

La discussion dans le cours de la conférence de Socialist Organizer a au contraire démontré que seule la bataille dès maintenant pour une candidature noire indépendante à l'élection présidentielle donnait tout son sens au combat légitime et nécessaire pour que, dans l'Etat de Louisiane, le Parti de la reconstruction présente son candidat au poste de gouverneur et des candidats à d'autres fonctions électives.

De même, la tenue du Tribunal international pour juger les responsables du désastre de Katrina, accusant de crime contre l'humanité les gouvernants américains, ne peut prendre tout son contenu qu'en relation avec une action politique visant à poser la question d'un gouvernement opposé à ces criminels et capable d'appliquer le verdict du tribunal.

"L'altermondialisme", la conception des forums sociaux telle qu'elle s'est institutionnalisée depuis le Forum social mondial de Porto Alegre (janvier 1999).

c'est-à-dire la conception selon laquelle la lutte des classes ne serait plus le facteur central de la société et qu'un "autre monde" serait possible dans le cadre du maintien du système d'exploitation capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production, au travers de la coopération des ONG financées par la Banque mondiale et auxquelles devraient s'assimiler les organisations syndicales, a connu bien des développements (forums sociaux européen, asiatique, africain).

Un forum social du même type est prévu, pour les Etats-Unis, à Atlanta. Il se constitue comme un obstacle à la mise en œuvre d'une politique indépendante, car sa fonction principale sera de véhiculer la pression de la direction du Parti démocrate, tolérant la "critique" et "l'indépendance" à condition qu'elles ne se traduisent pas dans une politique et dans la pratique.

Lié à ce forum social, se trouve le Parti vert (Green Party), qui avait présenté Nader à l'élection présidentielle de 2000, qui s'en tient à une dénonciation générale des excès de l'ultralibéralisme pour ne se prononcer ni sur le régime capitalisme lui-même ni sur la nécessité d'organisations ouvrières indépendantes, leur opposant la collaboration critique avec le Parti démocrate.

C'est pourquoi la conférence extraordinaire de Socialist Organizer, saisie des développements au sein des mouvements militants noirs dans la voie de la présentation de candidats, a décidé d'apporter son soutien plein et entier à toute initiative allant dans ce sens, notamment aux développements d'une campagne de signatures autour de la lettre adressée à Cynthia McKinney et lui demandant de se présenter à l'élection présidentielle comme la candidate du Parti de la reconstruction (*lettre publiée dans La Vérité, n° 53*).

Au-delà de Cynthia McKinney elle-même et de ce que sera son attitude, l'importance majeure de cette lettre et de la campagne menée autour d'elle, c'est de soulever pratiquement la question de la présence d'une ou d'un candidat noir à l'élection présidentielle.

Pour Socialist Organizer, il ne s'agit nullement, en agissant ainsi, d'interférer dans le fonctionnement souverain des

organisations politiques noires qui ont pris l'initiative de cette campagne. Au contraire, Socialist Organizer développe sa politique en toute indépendance et en en discutant fraternellement avec les militants qui ont pris l'initiative d'avancer vers un Parti de la reconstruction. Socialist Organizer considère comme l'une de ses tâches de faire largement connaître, dans le mouvement ouvrier américain et à l'échelle internationale, les positions de ces militants.

Dans l'introduction de cet article, on s'est référé à l'interview de Kali Akuno. Dans cette interview, il revient d'abord sur la situation à La Nouvelle-Orléans dix-huit mois après le passage de l'ouragan Katrina :

*"Un programme systématique de nettoyage ethnique est en cours à La Nouvelle-Orléans et dans tout le golfe du Mississipi. La majorité noire de la région, en particulier à La Nouvelle-Orléans, se voit dénier par le gouvernement le droit humain élémentaire de retourner là où elle résidait. Au début de cette année, plus de 40 000 personnes déplacées (en majorité noires) n'ont pu revenir. Plus de 120 000 unités d'habitation dans la seule Nouvelle-Orléans, incluant 5 000 immeubles d'habitation, demeurent inhabitables et inoccupées. Plus de 200 000 résidents de La Nouvelle-Orléans sont chômeurs.*

*La politique gouvernementale dénie systématiquement des indemnités aux locataires des Etats de la région. En même temps, les loyers ont en moyenne triplé dans toute la région sinistrée.*

*Le Tribunal international sur Katrina est un moyen d'attirer l'attention nationale et internationale sur cette politique systématique de nettoyage ethnique. Il vise à démasquer la prétention de l'impérialisme américain à être une force démocratique. Il vise à souligner le racisme du gouvernement américain.*

*Il entend mettre en accusation toutes les institutions gouvernementales et tous les partis politiques qui sont responsables de cette tragédie, et d'indiquer une issue indépendante pour permettre justice, réparations, reconstruction et droit au retour."*

Lorsqu'on lui pose la question sur les motifs d'entreprendre la construction d'un parti, Kali Akuno répond :

*"Un Parti de la reconstruction est nécessaire pour que ce mouvement de*

*résistance soit présent dans l'arène politique, pour élever la conscience politique et mieux organiser notre contre-attaque. Les gens savent que c'est Bush et son gouvernement qui contrôlent les choses au niveau fédéral, mais ils comprennent aussi que les démocrates font tout autant partie de ce système injuste.*

*Le gouverneur Kathleen Blanco, de Louisiane, démocrate, est resté silencieuse quand les gens mourraient. Elle a même ordonné à la police de tirer pour tuer sur des Noirs qu'on avait abandonnés et qui cherchaient simplement à survivre. Et maintenant, le 2 avril, le maire de La Nouvelle-Orléans, Ray Nagin, un démocrate, a envoyé la police attaquer et détruire Resurrection City, un camp de fortune établi par des gens qui réclamaient un logement public (...). Il y a une place pour un Parti de la reconstruction, qui doit être construit sur une base de classe. Il y a une ouverture aujourd'hui : c'est la campagne pour présenter un candidat au poste de gouverneur en Louisiane."*

Kali Akuno lie ensuite ce combat en Louisiane à la question de la candidature noire indépendante à l'élection présidentielle en appelant à signer largement la lettre ouverte à Cynthia McKinney.

Pour Socialist Organizer, cette initiative issue d'une avant-garde de militants noirs

non seulement confirme son orientation sur la question noire, mais constitue une ouverture pour la classe ouvrière américaine dans son ensemble.

Elle met à l'ordre du jour la rupture du mouvement ouvrier dans son ensemble avec le Parti démocrate, la nécessité d'un parti ouvrier, d'un Labor Party, qui a besoin, pour se construire, du concours d'un Parti noir comme condition de l'unité de toute la classe ouvrière américaine.

C'est pourquoi, dans ce congrès, la discussion centrale menée sur ce point n'a pas été séparée de la discussion sur le travail jeune et la lutte contre la guerre ni de la discussion sur la question du mouvement des travailleurs immigrés et de la défense de leurs droits en relation avec la défense de l'indépendance du mouvement syndical, du combat pour l'unité de l'AFL-CIO sur des positions de défense des intérêts de la classe ouvrière.

Pour conclure, nous reproduisons ci-après en encadré des extraits de la résolution générale adoptée par la conférence de Socialist Organizer.

**François Forgue**

## **Résolution générale adoptée par la conférence de Socialist Organizer (extraits)**

### **“1. Réaffirmer la résolution du congrès mondial et les résolutions du comité national de suivi sur le Tribunal Katrina et des candidats noirs indépendants.**

La conférence extraordinaire de Socialist Organizer, réunie les 7 et 8 avril 2007, fait sienne la ligne générale de la résolution adoptée par le Sixième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale sur le Tribunal Katrina et la lutte pour des candidats noirs indépendants en 2007 et 2008, telle qu'elle a été amendée par le secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale et le comité national de Socialist Organizer.

### **2. Le besoin urgent de former un comité national pour promouvoir la présentation de candidats noirs indépendants aux élections de 2007 et 2008.**

La tâche de présenter des candidats noirs indépendants pour des mandats électifs aux niveaux local, de l'Etat et national aux Etats-Unis a longtemps été un besoin politique urgent. Aujourd'hui, en relation avec la crise économique, sociale et politique grandissante aux Etats-Unis, la présentation d'un candidat noir indépendant à l'élection présidentielle de 2008 concentre la question de l'indépendance de la classe ouvrière en relation avec les partis jumeaux du capitalisme : les démocrates et les républicains.

La présentation de candidats noirs indépendants est aujourd'hui un besoin criant, plus encore, dans le nouveau contexte international, en particulier en relation avec :

a) la rébellion grandissante qui balaie les Amériques du nord au sud en opposition à l'offensive impérialiste menée par les deux partis contre les travailleurs et les peuples opprimés du continent ;

b) l'évolution mortelle qui menace l'existence même des peuples d'Afrique comme produit de la politique de guerre et de destruction imposée par l'impérialisme.

Les travailleurs de toutes les Amériques et du continent africain — en particulier les millions de personnes dans la diaspora africaine — ont besoin de voir se développer aux Etats-Unis, pour leur propre survie et pour leur propre capacité à assurer une défense indépendante contre l'impérialisme, la lutte indépendante sur le terrain politique par la nationalité noire opprimée aux Etats-Unis (...).

Le besoin urgent de commencer à présenter des candidats noirs indépendants et de constituer un Parti noir — un Parti de la reconstruction — dans la région du golfe et le sud des Etats-Unis a été mis en avant récemment par des leaders et des organisations au sein du mouvement noir de libération.

La section américaine de la IV<sup>e</sup> Internationale a une responsabilité importante pour promouvoir ce nouveau pas en avant pour les Noirs et pour tous les travailleurs aux Etats-Unis. La lutte pour un Parti noir — un Parti de la reconstruction — qui présente des candidats à tous les niveaux est reliée à la lutte pour un Labor Party. Un candidat noir indépendant à l'élection présidentielle exprimerait pour tous les travailleurs une étape importante dans le processus de rupture politique avec les Partis républicain et démocrate.

C'est pourquoi la section américaine a publié des articles dans sa presse qui soulignent la nécessité pour les travailleurs et les militants noirs de rompre complètement avec les démocrates, y compris avec le groupe parlementaire noir au Congrès (Congressional Black Caucus), et qui soutiennent deux propositions faites par des

militants noirs pour faire avancer une politique noire indépendante. Ces deux propositions sont les suivantes :

a) la nécessité d'organiser une campagne politique pour amener Cynthia McKinney à se présenter à la présidence en 2008 en tant que candidate véritablement indépendante, en rupture claire et nette avec les républicains-démocrates et sur une plate-forme d'un Parti de la reconstruction ;

b) la nécessité d'adopter la proposition de la Ligue des travailleurs noirs et de commencer le processus de constitution d'un parti indépendant dirigé par des Noirs — un Parti de la justice et de la reconstruction — à La Nouvelle-Orléans et dans la région du golfe, qui présentera des candidats aux niveaux local, de l'Etat et national dès que ce sera faisable.

Aujourd'hui, le mouvement ouvrier américain — dont la direction s'accroche au Parti démocrate — n'est pas en position (malgré le pas en avant, petit mais significatif, constitué par le Labor Party en Caroline du Sud) d'opérer cette rupture avec les républicains-démocrates sur le terrain central de la politique nationale et internationale que constitue le terrain électoral américain.

Mais le mouvement noir de libération est dans une situation politique où il peut commencer à faire ce pas en avant ; des voix s'élèvent parmi les dirigeants du mouvement noir, d'une manière ou d'une autre, aujourd'hui, pour soulever la question de la nécessité urgente de rompre avec les partis qui sont à l'origine du génocide et du nettoyage ethnique de la majorité noire à La Nouvelle-Orléans et dans d'autres villes de la région du golfe (...).

Pour avancer dans la construction de ce Parti de la reconstruction et présenter des candidats noirs indépendants sur une plate-forme de reconstruction au poste de gouverneur en Louisiane en 2007 et à la présidence en 2008, il sera nécessaire de constituer dès que possible un comité national ou un comité national d'organisation.

Les obstacles sont énormes et les pressions seront fortes sur les militants noirs pour qu'ils ne s'engagent pas dans la direction de la rupture avec les démocrates et les républicains. Déjà, alors que commence à circuler l'appel à constituer un véritable parti indépendant de la reconstruction au sein du mouvement noir de libération, ces pressions ont commencé à s'exercer. C'est inévitable.

La formation d'un tel comité national est nécessaire pour aider à surmonter ces pressions et ces obstacles. Il le faut pour lancer une campagne politique dans toute la région du golfe, les Etats du Sud et le pays tout entier, contre les agences du gouvernement et les partis responsables du génocide en Irak et du génocide à l'encontre des Noirs aux Etats-Unis. Cette campagne politique donnerait sa pleine dimension au Tribunal international sur Katrina et à la mise en accusation qui sera issue du tribunal.

### **3. Affronter de nouveaux obstacles significatifs : les Verts et le forum social américain.**

Au cours des quatre derniers mois écoulés depuis que le congrès mondial a adopté sa résolution sur la question des candidats noirs, deux nouveaux obstacles se sont dressés sur le chemin de la constitution d'un parti indépendant pour la reconstruction et la présentation de candidats noirs indépendants en 2007 et 2008 : le Parti vert et le forum social américain.

Le Parti vert s'est dressé comme un acteur important en courtisant Cynthia McKinney et en l'incitant à se présenter à la présidentielle de 2008 comme candidate du Parti vert.

Le Parti vert n'est pas une expression indépendante pour les Noirs ou pour les travailleurs de ce pays. C'est le parti de la "société civile". C'est le parti des forums sociaux. C'est le parti qui maintient une relation de va-et-vient avec le Parti démocratique.

crate, l'un des deux principaux piliers politiques de l'impérialisme. C'est un parti des classes moyennes et un obstacle mortel placé sur le chemin de l'activité politique indépendante des opprimés et des exploités de ce pays.

Les Verts comprennent fort bien la profonde colère qui gronde dans tout le pays du fait de la trahison des démocrates sur la question de la guerre en Irak (qui s'est illustrée tout récemment avec leurs votes en faveur des 105 milliards de dollars pour la guerre en Irak). Les Verts savent très bien que la réaction contre le rôle de Bush dans la région du golfe a été un facteur déterminant de sa défaite retentissante en novembre 2006. Ils savent qu'il y a un immense réservoir à exploiter de ceux qui sont de plus en plus nombreux à s'opposer à la politique des républicains.

Mais les Verts ne sont pas disposés à s'opposer à l'impérialisme en aucune manière ; ils sont disposés à canaliser cette colère qui touche les masses vers une voie sans danger pour l'impérialisme.

Se battre contre les Verts (sous toutes les formes qui paraîtront les mieux adaptées pour rencontrer le plus large écho) est donc une tâche politique nécessaire pour constituer un véritable Parti de la reconstruction et pour présenter des candidats véritablement indépendants de la reconstruction.

La même chose est vraie pour le forum social américain, qui se déroulera en juin 2007 à Atlanta.

Comme tous les forums sociaux, y compris le tout dernier à Nairobi, le forum social américain n'ira pas en direction d'une politique indépendante. Il ne sera pas non plus un endroit neutre où l'on peut mener une telle politique indépendante. Au contraire, sa fonction, comme tous les forums sociaux précédents, est de contrecarrer tous les efforts en direction d'une politique ouvrière indépendante. Sa fonction est d'amener les participants au forum dans l'impasse d'une politique "d'accompagnement critique" ou de "ponts" entre les "mondialistes" et les opprimés.

Il est donc absolument vital de caractériser politiquement ce forum social américain comme un obstacle à la lutte pour un Parti de la reconstruction et des candidats noirs indépendants. La question politique essentielle est donc de ne pas subordonner cette campagne politique indépendante, en aucune manière et sous aucune forme, au forum social américain et à son orientation politique.

Une discussion politique sur cette question centrale — y compris une discussion sur Obama et sa politique anti-Noirs et anti-ouvrière, ou sur la politique du groupe parlementaire noir au Congrès (Congressional Black Caucus) (principalement sur leur subordination aux démocrates) — est nécessaire.

Toutes ces questions politiques sont cruciales. Ce qui est au centre, c'est la question de l'indépendance politique par rapport aux partis de la bourgeoisie.

Il peut y avoir des campagnes d'unité avec le groupe parlementaire noir au Congrès autour de la lutte pour des droits démocratiques et un grand nombre d'autres questions immédiates auxquelles la communauté noire est confrontée. Mais ces fronts d'activité sont limités dans leur nature et dans le temps. On ne peut en aucun cas apporter de soutien politique aux démocrates noirs. Ce serait une violation du principe d'indépendance politique.

Cette discussion politique est vitale pour constituer un Parti de la reconstruction. Pour notre part, nous continuerons à promouvoir cette discussion dans les pages du journal *The Organizer* comme contribution nécessaire au combat pour le Parti de la reconstruction et le lancement de candidats indépendants noirs.

#### **4. Approfondir notre implication directe dans le Tribunal sur Katrina et le mouvement de reconstruction et de solidarité avec les victimes de Katrina.**

Nous devons approfondir notre implication dans le soutien au Tribunal sur Katrina et dans les activités du Fonds populaire d'aide aux victimes de l'ouragan dans le cadre

de l'orientation politique générale exposée dans les trois premiers points de cette résolution.

En nous engageant dans cette campagne, nous montrons la nécessité pour tous les adhérents de Socialist Organizer de tourner leur attention et leurs activités en direction de ce travail. Comme nous l'avons remarqué dans les résolutions du congrès mondial et de la direction de Socialist Organizer, nous devons nous impliquer directement dans la constitution de tous les aspects de ce mouvement si nous voulons être des promoteurs crédibles et efficaces de notre orientation pour des candidats noirs indépendants et un parti noir (ou un Parti de la reconstruction), relié à la lutte pour constituer un Labor Party.

Cette tâche est particulièrement importante, étant donné que les conseils de survivants et les comités de solidarité pourront et devront devenir la base du Parti de la reconstruction en formation — c'est-à-dire les piliers, dans chaque ville, sur lesquels s'appuie le combat de tous ceux qui soutiennent les candidats noirs indépendants au poste de gouverneur en Louisiane (2007) et à la présidence des Etats-Unis (2008).

Il faut faire de cette liaison un lien naturel : ce n'est pas simplement le fait que les démocrates et les républicains sont responsables des conditions qui ont conduit aux morts et au désastre humain pendant Katrina, ou qu'ils sont responsables du génocide lui-même qui s'est déroulé au lendemain de l'ouragan, quand on a laissé mourir des milliers de gens ou que l'armée et la Garde nationale les ont assassinés quand ils essayaient de fuir la montée des eaux. Certes, c'est bien cela. Mais c'est aussi le fait que le combat pour la reconstruction, qui est indispensable dans la région du golfe — avec la possibilité pour chaque personne déplacée de rentrer chez elle dans son quartier, avec des conditions décentes de vie et de travail, des emplois avec des salaires qui permettent de vivre et la reconstruction véritable des digues qui peuvent résister à des ouragans de niveau 5 —, exige une solution politique qui ne peut pas venir des partis politiques jumeaux des patrons.

Les Noirs ont droit à la justice et à la reconstruction, particulièrement en relation avec le nettoyage ethnique et le génocide autour de l'ouragan Katrina. Cela exige un Parti pour la justice et la reconstruction, un parti noir. Le premier pas en direction de la création d'un tel parti, que nous devons lier au combat pour un Labor Party, c'est de présenter des candidats noirs indépendants sur une plate-forme pour la justice et la reconstruction.

# Chine : après le vote de la loi sur la propriété privée à l'Assemblée

Par Alain Denizo et Olivier Doriane

L'Assemblée nationale populaire chinoise a finalement adopté, le 16 mars 2007, une loi sur les droits de propriété, que tous les observateurs ont appelée à raison "*loi sur la propriété privée*". Elle fait suite à une révision de l'article 13 de la Constitution chinoise en mars 2004, où fut inscrit le principe de la propriété privée :

*"Les droits individuels légaux des citoyens à la propriété ne peuvent être violés."*

La présentation de cette loi à l'Assemblée était programmée depuis 2002, mais sans cesse repoussée. Ni le secrétaire général du Parti communiste chinois et président de la République, Hu Jintao, ni le Premier ministre, Wen Jiabao, n'ont d'ailleurs, dans leurs discours introductifs, fait allusion à ce projet de loi cette année à l'Assemblée, tant l'affaire est sensible. Il y a eu au moins sept projets de lois successifs en cinq ans et la dernière mouture semble avoir été discutée, marchandée dans les coulisses jusqu'au vote. Des modifications et des amendements ont été proposés par milliers pour ce dernier projet.

Il s'agissait en fait du résultat d'un débat qui se mène depuis des années. C'est ainsi que la présentation du projet, d'abord prévue pour la session de mars 2006, fut repoussée une première fois. Une pétition

lancée en août 2005 par un professeur d'université, Gong Xiantian, arguait par exemple que ce projet était contradictoire avec "*l'Etat socialiste*" tel qu'il est inscrit dans la Constitution chinoise et représentait "*une violation des principes du socialisme*". Cette pétition et d'autres avaient circulé, recueillant la signature de simples citoyens, mais aussi d'anciens secrétaires du Parti communiste chinois, ministres et hauts cadres de l'armée. Un journal des affaires à Hong-Kong avait écrit à propos de ce report :

*"En dépit des réformes radicales qui ont transformé l'économie socialiste dirigiste en une sorte de marché à la sauce capitaliste, l'idéologie socialiste continue de se manifester chaque fois que l'occasion se présente" (The Standard, 27 février 2006).*

Il ne s'agit pas d'"*idéologie socialiste*", il s'agit de la contradiction entre le contenu de ce texte et les fondements de la Chine issue de 1949. Sinon, comment comprendre : pourquoi ce projet de loi a-t-il suscité un débat au sein même du Parti communiste chinois, "le" parti unique, qui n'a pas pour réputation de permettre la liberté de parole et de discussion ? Pourquoi des prises de position publiques de cadres du PC exprimaient-elles une opposition à ce projet et même une déchirure ?

---

## UN CADRE JURIDIQUE ISSU DE LA RÉVOLUTION DE 1949...

---

Parce que, avec cette loi, on touche à des questions fondamentales pour l'existence de la Chine. La révolution chinoise de 1949 a en effet débouché sur l'appropriation collective des moyens de production, dont le cadre juridique a été instauré par la propriété d'Etat. En ce sens, même avec toutes ses déformations et aberrations de la gestion bureaucratique par une caste parasitaire incontrôlée, la propriété d'Etat est l'expression déformée du fait que la propriété des moyens de production n'est pas organisée pour extorquer la plus-value des travailleurs chinois.

Cela ne veut pas dire que la classe ouvrière n'est pas opprimée, cela ne veut pas dire que la bureaucratie ne parasite pas la propriété collective, mais cela signifie que tant que ce cadre juridique existe, il reste un point d'appui pour la classe ouvrière chinoise (et internationale). Cependant, comme l'a analysé Léon Trotsky dans *La Révolution trahie*, la gestion par la bureaucratie prépare aujourd'hui l'effondrement du système fondé sur la propriété d'Etat en Chine, de la même manière qu'hier la bureaucratie stalinienne a précipité l'URSS dans le gouffre.

C'est dans ce cadre que, depuis plus de 25 ans, les "réformes" ont multiplié les mesures d'ouverture au marché mondial, des brèches de plus en plus grandes, ces "réformes" ont mené un travail de sape permanent contre le système fondé sur la propriété d'Etat. Mais il est aisé de comprendre qu'une loi sur la propriété privée, la légalisant, a une autre signification : elle vise à transformer la quantité en qualité. Et précisément parce qu'il s'agit de la transformation de la quantité en qualité, cette mesure inquiète différents secteurs de la bureaucratie, qui mesurent les dangers d'un changement qualitatif d'une telle ampleur, menaçant les bases mêmes sur lesquelles s'est construite la Chine, menaçant par là également les bases de la bureaucratie elle-même.

Dans le même temps, du côté du secteur le plus ouvertement restaurationniste de la bureaucratie — c'est-à-dire celui qui cherche un accord direct avec l'impéria-

lisme américain —, on ne cesse d'appeler à une accélération des réformes. Tirant le bilan du refus du comité permanent de l'Assemblée de soumettre le projet de loi à la discussion en 2006, Wu Jinglian, ancien conseiller du Premier ministre, Zhu Rongji, et chaud partisan de la privatisation, regrettaient alors que les autorités ne se soient pas donné les moyens d'en finir avec la structure de propriété des monopoles et des grandes entreprises d'Etat pour les transformer en sociétés privées par actions et déclarait à cette époque :

*"Le cadre juridique nécessaire à une économie de marché moderne n'a pas encore été mis en place" (Jamestown Foundation, 29 mars 2006).*

---

## ... QUE CETTE LOI ENTEND BRISER

---

Est-ce que, cette fois, le cadre juridique est posé avec le vote de cette loi qui entrera en application le 1<sup>er</sup> octobre prochain ? Que dit la loi ?

*« Article 1. La loi est formulée dans le but de maintenir le système économique national fondamental et l'ordre de l'économie socialiste de marché (1), de clarifier la possession de biens, de donner son plein effet à la notion de propriété, de protéger les droits de propriété des parties, dans le respect de la Constitution.*

*Article 2. (...) Le mot "propriété" utilisé dans cette loi comprend les biens meubles et immobiliers.*

*Article 3. Au cours de la première étape du socialisme, l'Etat adhère au système économique fondamental, dans lequel la propriété publique joue un rôle prépondérant, cohabitant avec diverses autres formes de propriété. L'Etat renforce et*

---

(1) En 1992, Deng Xiaoping prétendait, avec son expression "Peu importe que le chat soit noir ou blanc, pourvu qu'il attrape des souris", donner une justification "théorique" à la politique d'ouverture aux capitalistes, débouchant ensuite sur l'expression "économie socialiste de marché". Deux termes en fait antagoniques. L'économie de marché, c'est la libre concurrence, la course se limite à la recherche du profit, se traduisant par la recherche d'un "coût du travail" toujours plus bas, et, au stade impérialiste, par la destruction de la force de travail elle-même. L'économie socialiste, c'est le régime d'appropriation collective des moyens de production pour orienter la production vers la satisfaction des besoins sociaux des producteurs, et, par là, de la société tout entière.

*développe avec une volonté inébranlable le secteur public de l'économie et, dans le même temps, encourage, soutient et guide le développement des secteurs non publics de l'économie (...). L'Etat met en œuvre l'économie socialiste de marché, assurant une égalité de statut légal et de droit au développement pour tous les agents du marché.*

*Article 4. La propriété de l'Etat, celle collective ou individuelle et celle d'autres parties voient leurs droits protégés par la loi et aucune institution ni aucun individu ne peut les enfreindre.»*

Cet article 4 semble marqué par une contradiction. Alors que, du point de vue de ses initiateurs, le cadre général de la loi vise à faire prévaloir les intérêts de la propriété privée, la propriété d'Etat se voit "*protégée par la loi, et aucune institution ni aucun individu ne peut les enfreindre*".

Pourtant, incontestablement, cette loi n'a pas été promulguée pour assurer que la propriété de biens du type automobiles, avions ou bateaux (article 24), villas ou appartements (articles 9 et suivants) ne sera pas remise en cause. Elle vise, en fait, à établir ce fameux cadre juridique destiné à permettre de franchir un pas décisif dans le parachèvement de la privatisation des entreprises d'Etat, dans la liquidation des monopoles, qui constituent encore la colonne vertébrale de l'économie chinoise. Certes, les brèches ouvertes ont permis que les entreprises privées et joint ventures (entreprises à capitaux chinois et étrangers) soient de plus en plus mises en avant et que les statistiques officielles montrent un progrès continu de celles-ci. Mais encore aujourd'hui, le socle de l'économie du pays reste la propriété d'Etat, c'est ce qui unifie la nation.

Avec cette loi, désormais, l'Etat assure "*une égalité de statut légal et de droit au développement pour tous les agents du marché*". Elle remet en cause ainsi l'ensemble des instruments par lesquels l'Etat opère son contrôle sur les entreprises d'Etat, sur le commerce extérieur et, à terme, sur la souveraineté de sa monnaie.

Pour mesurer ce que cela signifie, il faut partir de ce fait établi : le marché est mondial. En conséquence, comme le marché est mondial, l'établissement d'un régime social fondé sur la propriété d'Etat comme cela est le cas en Chine depuis 1949 — comme cela était le cas en ex-URSS jusqu'en 1991 —

signifie qu'à un moment, un marché national s'est soustrait au marché mondial capitaliste, à ses règles, à ses exigences. Pour ce faire, et pour résister à la pression de l'impérialisme, de son système tourné vers la recherche du profit, il est nécessaire de mettre en œuvre des mesures coercitives par l'intermédiaire d'un appareil d'Etat, agissant ainsi de manière déformée au compte de la classe ouvrière (cela en dépit et de manière contradictoire au fait que la gestion de la bureaucratie le fragilise et prépare l'effondrement).

Bien évidemment, puisque le marché est mondial, cette soustraction d'une économie nationale ne peut être qu'une étape dans la marche à la révolution mondiale. C'est en ce sens que les marxistes se sont toujours opposés à la théorie fallacieuse du "socialisme dans un seul pays".

La protection d'un marché national contre les lois du régime de la propriété privée est une étape transitoire, car, répétons-le, le marché mondial existe et il tend à s'imposer, car, en permanence, le régime de la propriété cherche à se réintroduire dans les pays dont il a été évincé. Il s'agit donc de savoir si cette conquête de la classe ouvrière dans un pays est un point d'appui dans la lutte internationale pour le socialisme permettant d'autres pas en avant de la classe ouvrière mondiale ou si elle sera remise en cause sous l'impulsion de l'impérialisme et de son relais, la bureaucratie.

Cette soustraction à la mainmise du marché capitaliste, soustraction temporaire et partielle du marché mondial, est, de notre point de vue, un point d'appui pour la classe ouvrière mondiale.

Et le cadre juridique qui le permet se traduit dans le monopole du commerce extérieur, le contrôle des changes, le monopole sur les entreprises stratégiques du pays et l'ensemble des moyens de production.

---

### LA SOUMISSION AUX EXIGENCES DU MARCHÉ EST LOURDE DE CONSÉQUENCES

---

Le seul fait de modifier le cadre juridique pour y introduire la cohabitation entre régime de la propriété privée et régime de la propriété d'Etat est lourd de conséquences.

Cela signifie que toute l'économie du pays sera soumise à la concurrence et aux exigences du marché mondial capitaliste. Car s'il n'y a pas de monopole, si les entreprises d'Etat sont en concurrence avec les entreprises "bénéficiaires" du régime de la propriété privée, il y aura obligation de s'aligner sur les règles du marché mondial guidées par la recherche du profit et l'extraction de la plus-value, et donc par l'offensive pour abaisser le "coût du travail", remettre en cause l'ensemble des conquêtes de la classe ouvrière, en l'occurrence, dans le cas de la Chine, la propriété d'Etat.

En ce sens, même si la loi ne le dit pas explicitement pour tous les secteurs, cette mesure visant à poser sur un pied d'égalité propriété privée et propriété publique a une portée plus générale. Elle ouvre la voie au démantèlement de toute la propriété d'Etat, des importantes conquêtes de la révolution chinoise et, à terme, pose le problème de l'existence même de la nation chinoise.

En plaçant sur le même plan la propriété collective, publique, des moyens de production et la propriété privée de ces mêmes moyens, la bureaucratie dirigeante du Parti communiste chinois considérée comme un tout indique sans ambiguïté aux tenants de la propriété privée (banquiers, institutions et gouvernements) qu'elle entend aller jusqu'au bout de son œuvre de destruction de la propriété d'Etat et qu'elle contribue à restaurer le système de propriété privée des moyens de production. En ce sens, elle agit comme une courroie de transmission des exigences des institutions internationales mises en place par l'impérialisme.

Par le jeu de "*l'égalité de statut légal et de droit au développement pour tous les agents du marché*", le banquier américain pourrait demain librement prendre le contrôle des banques chinoises en Bourse, de même que les investisseurs à la recherche de retours sur investissement à deux chiffres pourraient enfin envisager de spéculer sur les entreprises d'Etat cotées en Bourse, dont l'accès leur était jusqu'ici interdit : les investisseurs étrangers comptent à ce jour pour à peine 2 % des montants de la Bourse de Shanghai, par exemple, car jusqu'ici "*l'Etat y est le maître absolu. C'est lui qui en fixe les règles, qui en assure la police, qui possède les sociétés cotées et les fonds qui y investissent*", explique un journal d'affaires fran-

çais ! Voilà qui permettrait de forcer et de parachever leur privatisation.

Les questions qui se posent sont les suivantes : cette loi sanctionne-t-elle juridiquement une situation de fait ? Non, car, à ce jour, l'investisseur privé n'a pas encore toute liberté de spéculer en Bourse ou sur la monnaie, de s'emparer de n'importe quelle entreprise ou de mettre la main sur les banques.

Ne parlons même pas de la terre, qui appartient à l'Etat, c'est-à-dire "*au peuple tout entier*", propriété inscrite non seulement dans la Constitution, mais aussi et surtout dans la conscience du peuple, et des paysans en particulier, pour lesquels toute expropriation au bénéfice d'un promoteur privé ou toute réquisition fait naître de violentes émeutes.

Pour autant, cette loi suffit-elle à modifier les rapports de propriété établis au lendemain de la révolution chinoise de 1949 ?

Les choses ne sont pas si simples. La propriété d'Etat structure encore toute la société et les contradictions ne manquent pas. Ainsi, à ce jour, l'article 12 de la Constitution n'a toujours pas été abrogé ou modifié. Il stipule :

*"La propriété publique socialiste est sacrée et inviolable. L'Etat protège la propriété publique socialiste."*

Ce qui est contradictoire avec le cadre général de la loi.

---

## LA DÉRIVE MAFIEUSE DE L'ÉCONOMIE

---

Donc, pour nous, analyser la loi qui a été votée, en mesurer l'importance politique ne signifie pas que le sort de la Chine soit scellé, mais simplement que cette contradiction va être au cœur de tous les développements de la situation en Chine.

La question de la nature de la propriété est essentielle dans un pays où la révolution de 1949 a abouti à l'appropriation collective des usines et de la terre, et, sur cette base, a construit l'unité de la Chine, jusqu'à dominée par les diverses puissances impérialistes, puis déchirée par les guerres et l'occupation étrangère. Dans les années 1930, l'activité économique en Chine était

pour l'essentiel aux mains de banques et de compagnies étrangères. Elles possédaient ou contrôlaient 93 % du réseau des chemins de fer, 75 % des transports fluviaux, les deux tiers de la production minière et des cotonnades, 55 % de la production électrique. Les banques étrangères avaient le monopole du commerce extérieur et percevaient 50 % des recettes douanières. Même le taux de change était fixé à Londres, puis à New York ! La révolution de 1949 a balayé cette mainmise des impérialismes étrangers et entrepris l'appropriation collective de ces moyens de production. Aujourd'hui, l'impérialisme tente de soutenir un système de propriété privée des moyens de production en totale décomposition, et qui sème la décomposition par les guerres, les trafics en tout genre, la misère généralisée. Il détruit les emplois et les productions, les conquêtes sociales et la classe ouvrière elle-même dans les pays qu'il dirige, pille et surexploite dans d'autres. L'impérialisme conduit à la barbarie et à rien d'autre. L'effondrement de l'ex-URSS a conduit non pas à une économie capitaliste renaissante sur les cendres d'un système de propriété d'Etat, mais à une collection d'activités dirigées par des mafias qui n'ont rien à voir avec une production économique. Il faut d'ailleurs noter que cette décomposition mafieuse atteint des sommets. Pour en prendre brièvement la mesure, on peut se rapporter à une dépêche de presse rapportant des statistiques livrées par le ministère de l'Intérieur de Russie :

« Plus de 2 000 sites industriels sont sous le contrôle de gros groupes criminels », selon le vice-directeur du département de la lutte contre le crime organisé au ministère de l'Intérieur, Alexandre Eline. « Environ 20 % (de ces sites) sont des entreprises très importantes (...), autour desquelles des villes se sont souvent développées », ajoute ce responsable. *Le phénomène touche avant tout Moscou, l'Extrême-Orient russe et la région de la Volga, selon cette source.*

Au total, 450 groupes criminels comptant près de 12 000 personnes agissent en Russie, « exerçant une influence sur la situation économique, sociale et criminelle » dans le pays.

Le crime organisé a évolué en Russie ces dix à quinze dernières années, relève Alexandre Eline, en soulignant que certains patrons de groupes criminels « investissent dans l'économie et aspirent au pou-

voir », d'autres « fusionnent avec des organisations terroristes ». En décembre 2005, le ministre russe de l'Intérieur, Rachid Nourgaliev, avait publiquement reconnu qu'une part importante de l'économie de l'Extrême-Orient russe était dominée par le crime organisé, évoquant notamment « les secteurs de la pêche, de l'industrie forestière et des mines d'or » (AFP, 31 janvier 2007).

En retour, cette intégration de l'économie russe sous sa forme mafieuse dans le marché mondial entraîne un phénomène de gangrène et de mafiosisation de l'économie mondiale. Céder aux exigences de l'impérialisme, qui veut la liquidation de la propriété d'Etat en Chine, c'est accepter de céder à un régime en pleine décomposition qui n'apporte à l'humanité que destruction et barbarie, c'est accepter que demain puisse survenir l'écroulement de l'économie chinoise, la rivalité exacerbée entre provinces, la « libre entreprise des triades » et l'éclatement de la nation.

---

### “NOUS NE POUVONS PAS NOUS ARRÊTER”

---

Cette pression dislocatrice est là, pressante, immédiate. Pour la troisième fois depuis sa nomination en juillet 2006 au poste de secrétaire au Trésor américain, l'ancien banquier d'affaires Paulson s'est rendu en Chine juste avant la session du Parlement chinois. Et comme en septembre 2006, puis en décembre, où il avait conduit « la plus grosse expédition économique depuis Marco Polo », selon *The Wall Street Journal*, il a réitéré ses exigences : il faut parachever l'ouverture du pays avec le secteur financier.

« Le développement du secteur financier est la clé de cette transition vers une économie dépendant moins de l'activité industrielle et moins gourmande en consommation de ressources naturelles »,

dit-il à Shanghai. Une économie qui dépendrait de la spéculation, alors ? L'obstacle est le suivant :

« Les sociétés d'Etat reçoivent encore les trois quarts des financements des banques chinoises »,

écrit le quotidien patronal français *Les Echos* (9 mars), qui résume ce que veut Paulson :

*“Une levée rapide des plafonds d’investissement des banques étrangères dans les banques chinoises (25 % aujourd’hui), une meilleure ouverture des places boursières chinoises aux capitaux étrangers (moins de 3 % de la capitalisation en yuans est actuellement détenue par des fonds étrangers) et un relâchement du contrôle public des changes.”*

Bien sûr, tout cela interdit que les banques chinoises continuent de financer les entreprises d’Etat, c’est-à-dire les retraites, les écoles, les hôpitaux attachés à ces entreprises. Les autorités chinoises vont-elles obtempérer ? Paulson déclare :

*“Nos désaccords politiques ne portent pas sur la direction des changements, mais sur leur vitesse. Il nous faut réaliser de nouveaux bonds en avant pour les réformes dans des secteurs importants.”*

*“On doit avancer dans les réformes sans perdre de temps”* : voilà ce qu’avait en effet affirmé Hu Jintao devant les 3 000 députés en mars 2006. C’est ce refrain qu’avait déjà entonné fin janvier 2006 un célèbre “réformateur”, Wangfu Ping :

*“Il faut avancer à toute vapeur avec les réformes, on ne peut pas tergiverser, on ne peut arrêter ni revenir en arrière.”*

A la fin de cette session parlementaire de mars 2006, le Premier ministre, Wen Jiabao, avait, lui aussi, insisté :

*“Nous ne pouvons pas nous arrêter et la marche en arrière n’est pas une solution.”*

C’est là une réalité implacable, toute politique de soumission à l’impérialisme entraîne mécaniquement l’acceptation de nouvelles étapes dans la destruction. Elle est sans issue.

---

## UN “ÉQUILIBRE” HAUTEMENT INSTABLE

---

Il est vrai que la dépendance économique des Etats-Unis vis-à-vis de la situation économique en Chine prend des proportions qui peuvent inquiéter l’impérialisme américain : plus de 700 milliards de dollars américains sont entassés dans les coffres de la Banque centrale chinoise (sur un total de devises étrangères équivalant à 1 200 milliards de dollars). Ce sont essentiellement des bons du Trésor américains

destinés à financer les déficits et les emprunts des Etats-Unis qui sont achetés par la Chine avec les dollars payés pour la production des biens en Chine par les entreprises étrangères. Exemple : la multinationale américaine des hypermarchés Wal-Mart importe de Chine pour 20 milliards de dollars de marchandises environ par an. Les Etats-Unis importent tous leurs jouets de Chine et 70 % de leurs chaussures, sans parler des composants électroniques ou des vêtements. Le déficit commercial vis-à-vis de la Chine se chiffrait pour 2006 à 232 milliards de dollars, soit 30 % du déficit commercial total. N’oublions pas cependant que ces exportations “chinoises” sont pour 75 %, selon les chiffres de l’OCDE, l’œuvre de sociétés privées et de joint ventures, donc de capitaux américains, japonais et européens. En même temps, on peut poser cette question : l’économie chinoise, avec ses énormes réserves de change en dollars, ne serait-elle pas en danger si le dollar venait à chuter ? N’est-elle pas plus vulnérable par ce degré d’interdépendance avec les Etats-Unis que lors de la grande crise financière en Asie ?

Tout cet “équilibre” est en effet hautement instable. Le 27 février dernier, Wall Street, la place financière américaine, a connu son plus fort recul depuis le 11 septembre 2001, et ce que les spéculateurs professionnels appellent l’*“indice de la peur”* a grimpé de 70 % en une journée, le double de septembre 2001 ! Toutes les Bourses du monde ont chuté. A l’origine de ce mini-crach universel, nous explique-t-on, la Bourse chinoise de Shanghai, qui a enregistré sa plus forte baisse depuis 1996. Simple question : comment une minuscule place financière pouvait-elle enrayer ou casser le moteur de la spéculation financière internationale ?

Début février, l’administration Bush a porté plainte contre la Chine devant l’Organisation mondiale du commerce (OMC) pour fiscalité abusive et subventions illégales qui fausseraient la libre concurrence, non pour une seule catégorie de produits comme c’est déjà arrivé, mais pour un éventail de marchandises chinoises (informatique, acier et papier). Le 30 mars, le secrétaire au Commerce américain, Gutierrez, a confirmé et justifié la plainte. Evidemment, cette opération vise les entreprises d’Etat que les autorités chinoises

n'ont pas encore pu privatiser et qui faussent la concurrence par les subventions qu'elles reçoivent notamment pour l'emploi et la protection sociale.

La pression de l'impérialisme américain se fait sentir dans de multiples domaines : sur le parachèvement de l'ouverture du marché chinois et la sous-évaluation de la monnaie chinoise, certes, mais aussi dans le domaine militaire (la propagande sur l'augmentation des dépenses militaires chinoises, les accords de coopération militaire des Etats-Unis en Asie-Pacifique, etc.), et même à l'occasion d'un projet de loi sur le contrat de travail, qui, finalement, ne fut pas présenté au Parlement chinois en mars dernier.

Cette question était déjà soulevée dans les notes éditoriales de *La Vérité*, n° 52 (octobre 2006), sous le titre "*La prochaine étape : briser la Chine ?*" :

« *Le déficit de la balance commerciale, c'est donc la surexploitation du prolétariat chinois, livré aux multinationales pour faire baisser les coûts de main-d'œuvre des classes ouvrières du monde entier. C'est dans ces conditions que les pays du G 8 (coalition de huit pays parmi les plus industrialisés du monde : Etats-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie, Canada et Russie) ont, lors de leur dernière réunion au sommet des ministres des Finances et des banquiers centraux à Singapour, le 17 septembre 2006, lancé un appel en faveur de la réévaluation du yuan : "Une plus grande flexibilité de taux de change est souhaitable dans les économies émergentes qui affichent d'importants excédents de comptes courants, en particulier la Chine."*

(...) *Dans le journal français Le Monde (28 mars 2006), on peut lire : "Beaucoup, aux Etats-Unis, souhaiteraient une forte réévaluation du yuan, de l'ordre de 25 à 30 %. Mais un choc d'une telle ampleur affecterait la stabilité économique, sociale et financière de la Chine : croissance fortement ralentie, secteur agricole menacé, fragilité du système financier aggravée."*

*Mais alors, dans ces conditions où le risque est grand d'un "choc affectant la stabilité économique, sociale et financière de la Chine", pour quelles raisons l'impérialisme américain poursuit-il sa pression pour la réévaluation du yuan ?*

(...) *Il s'agit de faire pression pour renforcer encore la productivité de "l'avantage comparatif essentiel de produits chinois", c'est-à-dire le coût de la main-d'œuvre.*

(...) *Dans ce cadre, la ligne est tracée, l'objectif désigné. Le risque d'"affecter la stabilité économique, sociale et financière de la Chine" est en réalité un objectif incontournable, que l'impérialisme, dans sa marche à la dévalorisation-destruction de la force du travail, ne peut que se fixer dans cette espèce de fuite en avant où "la bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue (...). Elle marche maintenant les yeux fermés à la catastrophe", pour reprendre l'expression de Léon Trotsky. »*

Carl Minzner, ancien conseiller de la commission du Congrès américain sur la Chine, écrit dans la revue d'un courant du Parti républicain (*The Ripon Society*, 16 avril) : le développement de la Chine va altérer la position dominante des Etats-Unis comme celle des impérialismes européens du XIX<sup>e</sup> siècle, la question est de savoir comment on s'adapte.

*"Deuxièmement, les dirigeants chinois ne recherchent pas une confrontation globale avec les Etats-Unis. Le seul problème qui les empêche de dormir, c'est la crainte que le mécontentement grandissant des paysans et des travailleurs migrants se transforme en une force révolutionnaire qui les fasse tomber du pouvoir. Toutes les énergies gigantesques de l'Etat-parti chinois (...) sont tendues pour éviter une telle issue."*

Il mesure que les exigences de l'impérialisme décomposé sont telles qu'elles amènent, qu'elles poussent à une déstabilisation qui libère des forces révolutionnaires non maîtrisables.

Oui, mais l'impérialisme est en crise parce que le régime de la propriété privée est en crise, il n'y a pas d'issue, il ne peut pas y avoir de pauses durables, c'est la fuite en avant d'un régime condamné. Des secteurs s'en inquiètent, mais globalement l'impérialisme américain pousse à la dislocation de la Chine.

En Chine, le vote de la loi manifeste la volonté d'ensemble de la bureaucratie de chercher un accord avec l'impérialisme américain, et donc de hâter la fin des entreprises d'Etat et des monopoles. Mais cela ne se fait pas sans crise, y compris au sein de l'appareil dirigeant : certains sont d'avis qu'il faut freiner les investissements étrangers, certains sont partisans de les arrêter, d'autres encore de revenir en arrière.

*"Il faut s'en tenir à un quota de participation étrangère dans les industries straté-*

*giques et les entreprises majeures de ces secteurs, comme le nucléaire, l'aérospatial, l'électricité",*

dit Yang Fan, professeur à l'Université de sciences politiques et de droit.

*"Les investissements étrangers ont contribué à la croissance économique de la Chine, mais après avoir pris pied dans le pays, ils posent aujourd'hui problème et présentent des risques",*

commente Zuo Dapei, un chercheur de l'Académie chinoise des sciences sociales.

*"Les prises de contrôle d'entreprises chinoises par des étrangers mettent en danger les industries nationales, volent à la Chine ses capacités à développer ses propres recherches techniques et lui font courir le risque de rester à jamais un pays en développement",*

a écrit Zuo Dapei dans *China and World Affairs Journal*. Est-ce vraiment une question de quotas quand il est certain que se soumettre aux exigences de l'impérialisme entraîne la décomposition de l'industrie, de l'agriculture et de la société plus généralement ?

---

### **POUR LA DÉFENSE ET LA RECONQUÊTE DES CONQUÊTES D'OCTOBRE 1949**

---

La situation en Chine est marquée par des affrontements quotidiens des travailleurs et des paysans avec les autorités et les forces de répression, et, pour ne prendre qu'un exemple, la simple hausse d'un ticket de bus vient de provoquer dans une modeste ville de province un affrontement entre 15 000 personnes et la police armée pendant deux ou trois jours. Sans parler des 200 "incidents", c'est-à-dire manifestations, délégations, occupations de terres, qui, chaque jour, agitent les campagnes.

Le système de la propriété privée des moyens de production en vient à liquider

les moyens de production. Les travailleurs et les paysans chinois sont toujours debout et n'accepteront pas leur surexploitation, la destruction brutale de leurs conquêtes et la dislocation du pays. Alors, quelle issue ?

— Ou bien la politique d'ouverture économique, favorisant la pénétration du capitalisme et l'invasion des multinationales, se poursuit, avec son lot de misère pour le peuple par le pillage des richesses du pays, le démantèlement de la propriété d'Etat et la corruption, et devient un facteur de démantèlement et d'effondrement de secteurs entiers de l'économie, avec, à terme, la dislocation de la nation elle-même, avec ses conséquences drastiques pour la Chine et pour l'humanité tout entière.

— Ou bien ouvriers et paysans, prenant leur destin en main, avec l'appui de la jeunesse et des intellectuels, sauveront le pays et préserveront ce qui reste de la propriété collective des moyens de production (entreprises d'Etat et les terres) et reconquerront ce qui a été usurpé et volé. Ce qui implique, pour sauver l'unité de la nation, un combat contre ceux qui bradent les richesses de la nation et les conquêtes du peuple chinois.

D'où le caractère central, pour la IV<sup>e</sup> Internationale, du combat pour le front unique pour la défense de la révolution chinoise, c'est-à-dire pour la défense et la reconquête des conquêtes d'octobre 1949, la défense et la reconquête de la propriété sociale et de l'ensemble des institutions qui y sont liées. Car c'est l'existence de la Chine même comme nation qui est ici en cause.

Sur ces mots d'ordre, la IV<sup>e</sup> Internationale, comme elle l'a toujours été, est ouverte à la réalisation du front unique le plus large contre le démantèlement ordonné par l'impérialisme.

**Alain Denizo,  
Olivier Doriane,  
20 avril 2007**

# Au Brésil et sur tout le continent américain, du nord au sud, deux voies sont ouvertes

Par Misa Boito

Réélu il y a tout juste cinq mois pour un second mandat à la présidence de la République, Lula recevait le mois dernier le président américain, G. W. Bush, lui offrant le “partenariat” Brésil-Etats-Unis que celui-ci réclamait face à la montée du mouvement des masses sur tout le continent (Venezuela, Bolivie, Mexique, Equateur...). Au même moment, on assistait au Brésil à une multiplication des arrêts de travail et des manifestations, touchant toutes les catégories : métallurgie, banques, fonction publique, étudiants, lycéens et sans-terre...

Tous revendiquent par l'action de classe leur dû et la rupture avec une politique qui, se soumettant aux exigences de l'impérialisme nord-américain, ne fait que plonger chaque jour davantage le pays et le peuple brésilien dans un marasme sans fin.

Mobilisations ouvrières et populaires qui, sous une forme particulière, s'inscrivent dans le profond mouvement des travailleurs et des peuples, du nord au sud, sur tout le continent, contre l'impérialisme, pour la souveraineté, pour la défense des droits ouvriers et démocratiques chèrement acquis, et des nations qui

constituent le cadre dans lequel ces droits ont été inscrits.

---

## “LULA, OPPOSE TON VETO À L'AMENDEMENT N° 3”

---

Le 15 mars dernier, pressé par la CUT et les autres centrales syndicales, Lula opposait son veto à un amendement (l'amendement n° 3) à la loi dite du “*super-budget*” réunissant en un seul bloc les recettes de la protection sociale et celles de l'Etat, ouvrant ainsi la possibilité pour le gouvernement de puiser dans les ressources de la protection sociale pour le paiement de la dette. Cet amendement visait à empêcher tout contrôle des contrôleurs du travail sur les travailleurs utilisés par les patrons comme “personnes juridiques” (PJ) hors contrat de travail, exonérés de toutes les obligations légales découlant du Code du travail et des conventions collectives.

Cet amendement, directement inspiré par le patronat, a été approuvé par une majorité des députés, incluant une partie de la base parlementaire qui soutient le

“gouvernement d’ample coalition” constitué par Lula (1). Les députés du Parti des travailleurs ont voté contre (ce qui pose une nouvelle fois le problème de la rupture avec ces alliances contraires aux exigences mises en avant par les travailleurs et le peuple brésiliens lorsqu’ils ont massivement voté Lula au deuxième tour de la présidentielle).

La CUT et les autres centrales syndicales ont aussitôt appelé à la mobilisation pour appuyer le veto présidentiel.

Le 10 avril, plus de cinq mille métallos de l’ABC (la ceinture industrielle de São Paulo, berceau de la CUT et du PT) sortaient des usines et manifestaient derrière une banderole de leur syndicat exigeant : *“Oui au veto de Lula ! Rejet de l’amendement n° 3 !”* Manifestation également des travailleurs des banques, plus de 4 000 au cœur de São Paulo : *“Lula, oppose ton veto à l’amendement n° 3 !”*

Le patronat ne cède pas. Il fait pression sur le gouvernement pour qu’un nouveau projet soit présenté, qui reprenne l’essentiel de l’amendement n° 3 correspondant à ses intérêts. Il menace, en cas de refus, de faire annuler le veto. Les travailleurs, eux aussi, montrent qu’ils ne sont pas prêts à céder.

Face à cela, Lula propose une “négociation” engageant la CUT en vue d’aboutir à un nouveau projet, qui, tout en n’allant pas jusqu’au bout de l’amendement n° 3, ouvre cependant la porte à la généralisation des emplois dans l’industrie de ces “personnes juridiques” exploitables et corvéables à merci.

Le député fédéral du Parti du travail du Brésil (PTB), membre de la base gouvernementale, Nelson Marquezelli, grand propriétaire terrien, président de la commission de travail de l’Assemblée, a déjà remis au ministre du Travail un projet de loi créant ce qu’il appelle un système “optionnel” de contrat de travail. Projet qui, dans les faits, sonnerait le glas de la législation du travail (Consolidação das Leis do Trabalho, CLT), généralisant la flexibilité totale : l’ouvrier réduit à l’état d’esclavage, attaché à son poste, sans droits, sans garanties, payant lui-même s’il le peut sa protection sociale, sa retraite..., jetable à merci.

Le courant *O Trabalho* du PT appuie inconditionnellement les mobilisations en

cours pour le maintien de l’amendement n° 3, mettant en avant le mot d’ordre :

*“Défense des droits ouvriers ! Non à l’amendement n° 3 ! Oui au veto ! C’est pour cela que Lula à été élu ! Aucune négociation imposée par le patronat !”*

---

### QUI POURRAIT ACCEPTER LE BLOCAGE DE SON SALAIRE PENDANT DIX ANS ?

---

Le 17 avril, les travailleurs de la fonction publique fédérale ont massivement participé à la journée nationale de lutte appelée par leurs syndicats. Motif : un projet de loi (PLP 01), déposé par le gouvernement dans le cadre de son plan d’accélération de la croissance (PAC). Projet de loi qui propose rien de moins que le gel des salaires des fonctionnaires durant dix ans.

Avec l’appui de la CUT, la réaction de la base a été immédiate là aussi, fusionnant en un seul tous les autres motifs d’insatisfaction de la catégorie : les plans de carrière, bloqués depuis des années ; les pertes salariales accumulées ; la remise en cause de leur système de retraite..., rassemblant en un seul mouvement toutes ces exigences et celle du rejet immédiat du PLP 01.

Selon des calculs des syndicats de fonctionnaires, si cette mesure était entrée en vigueur entre les années 2000 et 2007, cela représenterait une baisse totale des salaires de la profession de plus de 24 milliards. 24 milliards que le gouvernement veut confisquer aux fonctionnaires pour financer les “aides à l’initiative privée”.

*“Lula, cadê você ? Retire o PLP !”*  
(“Lula, où es-tu ? Retire le PLP !”)

---

(1) “Ample coalition” de onze partis bourgeois incluant aujourd’hui le PMDB (qui compte cinq ministres), parti bourgeois auquel appartiennent des politiciens notoirement corrompus (comme Jader Barbalho du Para, membre du gouvernement de l’Etat de Para dirigé par Ana Julia, membre de Démocratie socialiste). Au sein de ce gouvernement, Lula a placé Marinho (ex-président de la CUT) au ministère de la Sécurité sociale et des Retraites, donnant le ministère du Travail au PDT (parti du président de la Force syndicale, centrale jaune constituée contre la CUT).

criaient 3 000 manifestants dans le rassemblement à Brasilia.

Comment comprendre que, face à cette réaction légitime des fonctionnaires, Lula aille se répandre dans la presse contre le droit de grève et annonce un projet réglementant le droit de grève pour les fonctionnaires (2) ?

Ajoutons à cela, parmi les motifs de la colère populaire, la concession des routes fédérales accordée dans le PAC au secteur privé, le développement des “partenariats public-privé”, l’extinction de ce qui reste de chemins de fer publics, les allègements fiscaux supplémentaires pour le capital privé et la création d’un forum (gouvernement, patrons et travailleurs) pour discuter de la poursuite de la réforme de la Previdência (le système des retraites de la fonction publique).

Toutes ces mesures visant avant tout à dégager de l’excédent fiscal primaire (“supéravit fiscal primario”). Rappelons que cet excédent fiscal primaire, ce sont les milliards qui, chaque année, sur ordre du FMI, doivent être soustraits aux budgets du gouvernement fédéral, des gouvernements d’Etats et des municipalités afin de payer en priorité la dette externe. Dans un pays qui compte 4 millions de familles sans terre, 8 millions de familles sans toit, des millions de travailleurs sans emploi, un énorme déficit en matière de santé et d’éducation publiques.

Salué par le grand patronat comme un “catalogue de solutions”, le PAC a bien été reçu par la bourgeoisie brésilienne et les représentants du capital financier, qui y ont vu “de l’ère Palocci” (du nom de l’ex-ministre des Finances dans le premier gouvernement Lula). Mais l’impérialisme veut que Lula aille plus loin. Pour le *Financial Times*, le PAC laisse encore à désirer, car il n’élimine pas encore totalement les principaux obstacles que sont, au Brésil, la “rigide” législation du travail et la prévention sociale.

---

### 17 AVRIL : JOURNÉE DE LUTTE POUR LA RÉFORME AGRAIRE !

---

Le 17 avril dernier, jour anniversaire du massacre de 19 travailleurs sans terre il

y a onze ans, à Eldorados dos Carajas, le Mouvement des travailleurs sans terre (MST) appelait à une “journée de lutte pour la réforme agraire”.

Lors du second tour des élections, le MST a signé, conjointement avec d’autres mouvements de travailleurs de la campagne, un manifeste appelant à voter Lula, assorti de l’exigence qu’un million de familles sans terre se verraient attribuer une terre pour vivre et travailler.

L’affiche nationale du MST qui convoquait à la journée du 17 avril exprime bien la situation. Commencant par la question : “Pourquoi la réforme agraire ne se fait-elle pas ?”, l’affiche montrait la photo de Lula, couvert de la casquette du MST, avec le rappel d’une phrase prononcée en 2000 contre Fernando Henrique Cardoso, président de la République à l’époque :

*“Il n’y a aucune justification pour que dans un pays, aussi grand soit-il, quelqu’un possède deux millions d’hectares de terres ! Cela ne peut se justifier nulle part au monde ! Uniquement au Brésil. Parce que nous avons un président peureux, qui reste sous la dépendance d’une bande de propriétaires terriens en échange de quelques voix.”*

Lula, qui, durant les quatre années de son premier mandat, n’a pas tenu sa promesse de distribuer la terre à 400 000 familles sans terre, renonce même aujourd’hui à tout engagement.

Le MST exige d’être reçu par Lula. Les dirigeants du MST ont refusé d’être reçus par le ministre du Développement agricole, Guilherme Cassel, déclarant qu’ils ne voulaient négocier avec aucun membre du gouvernement et seulement avec Lula, qui ne les reçoit plus depuis plus de deux ans.

Notons que le nouveau ministre de la Réforme agraire, Guilherme Cassel, successeur de Miguel Rossetto, est comme lui membre de Démocratie socialiste (courant qui regroupe au sein du PT une partie

---

(2) Après la récente grève des contrôleurs aériens pour de meilleures conditions de travail et pour la démilitarisation, alors que Lula allait aux Etats-Unis (30 mars), le gouvernement — qui, au début, avait accepté la possibilité de satisfaire leurs revendications et les défendre contre les sanctions — a reculé devant la pression des forces armées. Il a rompu les négociations menées pour faire cesser la grève et il reprend l’offensive contre le droit de grève en annonçant l’envoi du projet de loi au Congrès pour le mois de mai.

des militants du Secrétariat unifié, l'autre étant organisée dans le PSOL de Heloisa Helena), qui, depuis le premier mandat, s'est employé à justifier une politique se refusant à mettre en œuvre la réforme agraire.

Notons encore que, malgré la réduction du nombre de ministres PT au sein du nouveau gouvernement dans le but de faciliter les alliances avec des partis bourgeois, la place de Démocratie socialiste au ministère de la Réforme agraire est restée, elle, immuable.

Au Brésil, parler de croissance sans s'attaquer à la brutale concentration des terres entre les mains de 1 % de propriétaires terriens, c'est parler de croissance de la concentration des revenus et de la richesse, et donc de la misère. Et le gouvernement ne prend aucune mesure, aussi petite soit-elle, pour s'attaquer aux propriétaires terriens et pour la réforme agraire. C'est le cas de l'actualisation de l'indice de productivité de la terre (3).

Marina dos Santos, dirigeante nationale du MST, a déclaré :

*“Il faut que (Lula) se rende compte qu'il a un engagement historique avec les mouvements sociaux et avec la réforme agraire.”*

Et elle complète :

*“Personne, dans le mouvement, ne va demander la tête de Lula. Mais nous voulons qu'il réponde à l'angoisse des centaines de milliers de sans-terre ” (O Estado de São Paulo).*

Ainsi, en quelques semaines, métallos, travailleurs des banques, fonctionnaires, sans-terre..., c'est toute la base sociale qui a élu Lula pour la deuxième fois qui se saisit de la grève, de l'unité avec ses organisations pour exiger son dû, pour exiger la rupture avec la politique mise en œuvre depuis quatre ans, qui n'a conduit qu'à toujours plus de destructions d'emplois, de misère des sans-terre et de contre-réformes.

---

### MAIS PEUT-ON RÉPONDRE À CES EXIGENCES VITALES EN “PARTENARIAT” AVEC G. W. BUSH ?

---

*“J'ai invité Bush à être notre partenaire dans le processus d'intégration de l'Amérique du Sud”,*

déclarait Lula le 31 mars dernier, après sa rencontre avec G. W. Bush à Washington. Rencontre qui faisait suite à celle accordée le 9 mars au président américain lors de son voyage en Amérique latine (Brésil, Uruguay, Colombie, Mexico et Guatemala).

(3) L'indice de productivité sert à définir les terres passibles d'expropriation en application de la réforme agraire. L'indice en vigueur date de 1975 et est complètement déphasé par rapport aux conditions actuelles de production dans la campagne. Les propriétaires terriens font pression pour qu'il soit maintenu afin d'empêcher l'expropriation de leurs terres improductives. Pour que le projet d'actualisation entre en vigueur, la signature du président suffit, mais il est dans un tiroir du bureau présidentiel depuis le milieu du premier mandat.

### L'odieuse attaque du nouveau ministre de la Réforme agraire, ami de Rossetto, contre le MST

Le nouveau ministre de la Réforme agraire, Guilherme Cassel, est membre, comme son prédécesseur Rossetto, du courant Démocratie socialiste du PT. Le 20 avril, à l'occasion de la journée pour la réforme agraire, le journal *O Estado de São Paulo* a publié une déclaration de Cassel d'une très grande virulence contre le MST.

La société brésilienne est “fatiguée des agissements du MST”, a en effet déclaré le ministre de la Réforme agraire dans l'une des plus dures critiques portées par le gouvernement contre le MST, traditionnellement son allié. Cette déclaration du nouveau ministre faisait suite à la publication d'un communiqué du MST affirmant que “peu ou rien n'a été fait ces dernières années pour mettre en œuvre une véritable réforme agraire... C'est pourquoi, fatigués d'attendre, nous, les sans-terre, nous appelons à la mobilisation dans tout le pays pour arracher par notre propre action la terre qui nous est due.”

Reçu à Sao Paulo par Lula, Bush se voyait au même moment rejeté par des dizaines de milliers de travailleurs, de militants et de jeunes, qui criaient dans les rues :

*“Dehors Bush et sa politique en Amérique latine !”*

N’avaient-ils pas raison ? Peut-on répondre aux exigences vitales des travailleurs, des jeunes, des paysans, du peuple brésilien si l’on se plie au “partenariat” que réclame G. W. Bush ?

En plus des accords signés, les réunions de Lula avec Bush ont une signification politique majeure.

*“La politique extérieure des Etats-Unis est condamnée à l’échec — comme toutes leurs actions en Irak — si elle ne bénéficie pas d’un appui ample et d’un consensus durable”* (rapport Baker-Hamilton, cité dans la revue *La Vérité*, n° 53).

C’est en l’occurrence cette stratégie qui est mise en œuvre.

Pour isoler et défaire les processus révolutionnaires en cours sur le continent latino-américain, au Venezuela, en Bolivie, en Equateur..., la politique extérieure de l’impérialisme nord-américain cherche à s’appuyer principalement sur Lula. Lequel déclare dans une conférence de presse tenue à Camp David, aux Etats-Unis :

*“Les accords que nous signons aujourd’hui et ceux que nous pourrions signer plus tard peuvent garantir que les relations entre le Brésil et les Etats-Unis seront stratégiques, visant à consolider un nouveau modèle de développement et de relations commerciales”* (4).

Les objectifs de Bush, porte-parole de l’impérialisme le plus puissant, sont parfaitement exposés dans un article de Peter Hakim (*O Estado de São Paulo*, 7 avril), président du centre d’études Dialogue inter-américain, dont le siège est à Washington :

*“Aujourd’hui, alors que les relations des Etats-Unis avec l’Amérique latine — du Mexique à l’Argentine — chancèlent et que le sentiment anti-américain contamine la région, les bonnes relations avec le Brésil sont vitales pour la crédibilité de Washington dans la région et aident à ouvrir la porte afin que les Etats-Unis y retrouvent leurs intérêts. Comme effet secondaire, elles contribuent à faire contrepoids à l’influence d’Hugo Chavez, qui s’oppose aux Etats-Unis”*.

Hakim appelle sentiment “anti-américain” ce qui est en réalité le rejet par les peuples de la politique impérialiste du gouvernement des Etats-Unis et met les point sur les “i” en ce qui concerne ce qu’il appelle les “effets secondaires” :

*“Le sommet anti-Bush, dirigé par Chavez à Buenos Aires, est à l’opposé de la cordialité de la conférence de presse de Sao Paulo (...). Il est vrai que les Etats-Unis et le Brésil ont appris à tolérer leurs différences et à trouver des moyens pour coopérer sur des questions d’intérêts communs. En réponse à l’insistance de Washington, le Brésil a accepté de prendre la direction des opérations de maintien de la paix de l’ONU en Haïti (...). Et les deux pays peuvent faire bien plus ensemble. Mais cela exigera plus de flexibilité de la part des deux gouvernements.”*

Concernant Haïti,

*“(Bush et Lula) ont salué le succès des efforts du Brésil et des Etats-Unis, en coopération avec les autres pays de la région, dans le renouvellement par le Conseil de sécurité des Nations unies du mandat de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti”* (déclaration conjointe de la rencontre de Washington).

Lors d’une récente visite au Brésil, Didier Dominique, syndicaliste haïtien, expliquait ce qu’il en est en réalité :

*« L’excuse des troupes de l’ONU, c’est l’arrestation de “bandits” ou de contrevenants, mais ce qui se produit, c’est qu’ils entrent dans les quartiers assiégés par eux-mêmes, en faisant feu contre la population, enfants et personnes âgées compris (...). Le rôle du Brésil est de*

(4) Les 16 et 17 avril, se tenait à Caracas le premier sommet énergétique de l’Amérique. Lula a rejeté la proposition du président vénézuélien, Hugo Chavez, de créer une banque d’investissement, la Banque du Sud, et il a refusé toute mention critique à la question de l’éthanol (*lire encadré page suivante*). L’éditorial du journal *O Estado* saluait cette attitude en titrant : *“Coup d’arrêt à Chavez et Evo.”*

Selon la presse, Lula aurait notamment menacé le président bolivien, Evo Morales, si celui-ci persistait dans son intention de reprendre le contrôle des raffineries de pétrole en Bolivie sans payer leur valeur réelle : *“Si cette idée se concrétise, le Brésil et la Bolivie entreront sur une ligne de choc”*, aurait-il déclaré, alors qu’en mai 2006 et à nouveau en octobre, au cours de sa campagne électorale, Lula avait déclaré que le Brésil reconnaissait parfaitement la souveraineté du gouvernement bolivien lorsqu’il décrétait la nationalisation du pétrole et du gaz boliviens.

*maintenir un processus de militarisation qui effraie les citoyens*” (site de la CUT).

Au Brésil, le 8 mars, des milliers de personnes sont sorties dans les rues, avec la CUT, l'UNE et le MST, pour rejeter la présence de Bush, et elles exigeaient :

*“Les troupes hors de Haïti !”*

De quelle “flexibilité” plus grande le Brésil doit-il donc faire preuve ?

Pour G. W. Bush et l'administration américaine,

*“le Brésil doit lever son opposition à la reprise de conversations commerciales qui englobent l'hémisphère sud”.*

Face à la déroute de l'ALCA et à la crise du MERCOSUL (5), mis à mal par la résistance des masses sur tout le continent, le gouvernement américain veut aujourd'hui lancer une offensive pour *“éliminer les barrières bureaucratiques à nos entreprises”*. Ce sera l'objectif de la conférence ministérielle de toute la région convoquée en juin prochain dans la ville d'Atlanta (Etats-Unis).

Le voilà, le “partenariat” réclamé par Bush et l'impérialisme américain.

---

## DEUX VOIES SONT OUVERTES...

---

Les conclusions de la réunion de Camp David sont une menace pour la souveraineté des nations de tout le continent latino-américain (6).

Le problème posé aujourd'hui au Brésil comme à l'échelle continentale est celui du front unique anti-impérialiste, pour la souveraineté des peuples et des nations.

Deux voies sont ouvertes : celle du veto ou celle du “partenariat” avec Bush.

(5) Le dernier sommet du MERCOSUL (18-19 janvier) a été une réunion de crise, avec des résultats nuls et des critiques ouvertes de Chavez, qui, d'un autre côté, reste dans le MERCOSUL. L'impérialisme et la bourgeoisie brésilienne hurlent contre le manque de résultats de la réunion, et contre “l'apathie” de Lula face aux attaques de Chavez.

(6) Plus qu'un symbole : durant les quelques heures où Bush est resté à Sao Paulo, tout le trafic aérien et terrestre de la capitale pauliste a été soustrait à l'autorité de la nation brésilienne pour être placé sous le contrôle direct du département d'Etat américain ! C'est dire tout l'intérêt porté par l'impérialisme à la souveraineté des nations.

## Les esclaves du “plan éthanol”

Le “plan éthanol”, qui a été l'une des questions centrales des conversations Bush-Lula, consiste en un développement vertigineux de la culture de la canne dans le but de la production d'un succédané au pétrole. Ce plan, qui a déjà conduit au Brésil à une destruction massive des cultures destinées à la consommation, prévoit de multiplier par trois d'ici à 2012 les superficies de plantations à destination de la production d'éthanol.

Le MST a dès le début alerté sur les risques sociaux et écologiques que pose le développement des plantations de canne pour la production de l'éthanol, déclarant : *“La terre doit produire de la nourriture et non pas de l'alcool pour les Etats-Unis”*. Alors que Lula dit que les “usineiros”, grands propriétaires terriens possesseurs des plantations et des usines de fabrication de l'éthanol, *“sont en train de devenir des héros nationaux et mondiaux”*, Pedro Ramos (de l'université d'Etat de Campinas) dit que près d'un million de coupeurs de canne sont *“en régime d'esclavage masqué”*. Le ministère du Travail a diffusé en mars un rapport où il est dit que 450 travailleurs sont morts, en 2006, dans les unités de production, soit par assassinat, soit par accident de transport ou carbonisés lors de l'incendie des plantations. Soit aussi par épuisement, comme ce fut le cas de 17 travailleurs de Sao Paulo.

A la veille du voyage de Lula, une résolution de l'exécutif national de la CUT demandait le 20 mars *“qu'aucun accord de cette ampleur ne soit signé sans avoir procédé préalablement à un large débat dans la société, incluant les travailleurs, les mouvements sociaux, la communauté scientifique et académique”*. S'appuyant sur le “mémoire pour la coopération dans la production de l'éthanol” signé le 9 mars à Sao Paulo, la déclaration conjointe Bush-Lula stipule en outre que *“le Brésil et les Etats-Unis ont l'intention de faire des efforts communs dans ce sens initialement avec Haïti, la République dominicaine, Saint-Kitt-et-Nevis et le Salvador, tout comme de consulter des pays intéressés dans la participation au programme de coopération”*.

Bush et Lula ont ainsi décidé de transformer les pays de la Caraïbe en plate-forme pour l'exploitation de l'éthanol, afin de répondre aux intérêts de l'impérialisme américain ! Avec les mêmes conséquences tragiques pour les peuples.

La voie du veto pose le problème de la rupture du PT avec la coalition qui entraîne et entraînera à s'opposer toujours plus frontalement aux besoins légitimes du peuple travailleur et de la nation. La voie du veto est celle de la mise en œuvre de la réforme agraire ; celle de la renationalisation de la Val de Rio Doce, des chemins de fer, de tout ce qui a été privatisé ; celle, enfin, d'un authentique gouvernement du Parti des travailleurs répondant courageusement aux exigences vitales des millions qui ont voté Lula pour que cela change ! Tel est l'enjeu aujourd'hui au Brésil et sur tout le continent.

A la veille du III<sup>e</sup> Congrès du PT, le courant *O Trabalho* s'adresse à tout le parti :

*« Cinq mois après la réélection de Lula, deux voies s'ouvrent : celle de la lutte des peuples du continent pour leur souveraineté nationale, l'annulation de toutes les privatisations et des traités de libre commerce. Celle que Bush a tracée lors de sa visite au Brésil, avec l'accord sur l'éthanol et la pression pour isoler la révolution vénézuélienne. Une voie rejetée dans la rue par les militants du PT et de la CUT (...).*

*Nous nous adressons à tout le parti, avec les 1 084 adhérents qui présentent au congrès la "Plate-forme pour la sou-*

*veraineté nationale" : tout le parti doit dire que la souveraineté nationale doit être préservée. Nous pouvons avoir de nombreux désaccords. Mais nous ne pouvons mettre en question la préservation de la souveraineté nationale. »*

Les peuples du continent cherchent, eux, une issue pour faire face à la barbarie provoquée par l'impérialisme. Lors de son Sixième Congrès mondial, la IV<sup>e</sup> Internationale a souligné le lien intrinsèque entre la défense de la souveraineté des nations et la lutte pour la fin du régime de la propriété privée des moyens de production :

*"Dans les pires convulsions de la barbarie, l'issue viendra du combat commun, du regroupement à l'échelle internationale des opprimés et des exploités"* (éditorial de *La Vérité*, n° 53, qui présente les résolutions du Sixième Congrès mondial).

Tel est le sens de notre total appui à la proposition adressée aux organisations et militants ouvriers et anti-impérialistes de diverses tendances pour réunir cette année, au Mexique, la II<sup>e</sup> Conférence continentale pour la défense des nationalisations, pour la souveraineté des peuples et des nations.

**Misa Boito**

**LA VERITE****Bulletin d'abonnement**

Un an, 6 numéros : 28 euros.     Pli clos 33 euros

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code postal : .....    Ville : .....

Complément d'adresse : .....

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :  
*La Vérité* (administration, service abonnements),  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

## Cinquante ans après la signature du traité de Rome

# L'Union libre des nations et des peuples d'Europe exige que soient brisées les institutions de l'Union européenne

*Par Christel Keiser*

Les chefs d'Etat et de gouvernement des 27 pays membres de l'Union européenne ont fêté, lors d'un sommet informel, les 24 et 25 mars derniers, le cinquantième anniversaire du traité de Rome, qui coïncide avec le quinzième anniversaire du traité de Maastricht.

Ce sommet a été l'occasion, pour les 27 chefs d'Etat et de gouvernement, d'adopter une déclaration, qui se conclut ainsi :

*"Il nous faut (...) toujours adapter la construction politique de l'Europe aux réalités nouvelles. C'est pour cette raison qu'aujourd'hui, cinquante ans après la signature des traités de Rome, nous partageons l'objectif d'asseoir l'Union européenne sur des bases communes renouvées d'ici les élections au Parlement européen de 2009."*

Cette déclaration indique clairement que l'objectif immédiat est de relancer un nouveau projet de traité européen — quelle que soit sa forme —, afin de mettre un terme au "blocage des institutions",

conséquence directe du rejet du projet de traité constitutionnel par les peuples français et néerlandais en 2005. Ce double non a ouvert une crise majeure. Mais, au-delà même du refus français et néerlandais du projet de "Constitution européenne", le rejet de la politique de l'Union européenne se traduit, dans chaque pays, sur le terrain de la lutte de classe. Nous y reviendrons.

---

### BRUXELLES DICTE LA "RÉFORME" DE LA SANTÉ EN ALLEMAGNE

---

"S'arrêter, c'est reculer", a martelé Angela Merkel lors de ce sommet. Mais reculer par rapport à quoi ? La réponse est donnée quelques jours plus tard avec l'entrée en vigueur de la très contestée "réforme" du système de santé en Allemagne.

Cette “réforme” a d’abord pour objectif d’augmenter la concurrence entre les caisses de Sécurité sociale. Jusque-là, les cotisations étaient toutes calculées sur la base d’un taux unique et versées directement aux caisses. Désormais, elles seront centralisées à un fonds national, créé pour l’occasion, qui les redistribue aux 253 caisses, celles-ci ayant dorénavant toute liberté d’augmenter le montant des cotisations des assurés en fonction de leurs besoins. Elles peuvent ainsi prélever une cotisation supplémentaire si elles sont en difficulté. La conséquence est que, d’une caisse à l’autre, le montant de la cotisation ainsi que les prestations fournies pourront être différents pour les assurés.

Cette “réforme” remet en cause la liberté de prescription des médecins. Ainsi, les médecins dont les prescriptions sont plus onéreuses que celles de leurs collègues sont désormais contraints de prescrire des médicaments pour lesquels existent des tarifs préférentiels convenus entre les caisses et les fabricants.

La “réforme” vise en fait à réduire la part patronale dans les charges sociales et à réaliser des économies, dont le montant envisagé pour 2007 est de plus d’un milliard d’euros.

Ces prévisions sont jugées alarmantes pour la société allemande des hôpitaux (DKG), qui s’inquiète de la diminution de 380 millions d’euros de son budget annuel de 50 milliards d’euros, alors que son budget avait déjà été amputé de 320 millions d’euros en 2006.

Cette réforme ouvre la voie, comme dans l’ensemble des pays européens, au démantèlement-privatisation du système public de santé et du régime de protection sociale.

Quelle est l’origine de cette contre-réforme ? Elle est la conséquence de la stricte application de l’article 104 du traité de Maastricht, qui stipule :

*“1. Les Etats membres évitent les déficits publics excessifs ; 2. La Commission surveille l’évolution de la situation budgétaire et du montant de la dette publique dans les Etats membres en vue de déceler les erreurs manifestes. Elle examine notamment si la discipline budgétaire a été respectée, et ce sur la base des deux critères ci-après”*,

précisés par le protocole sur la procédure concernant les déficits publics annexé au traité de Maastricht (1). Cet article 104 concerne toutes les dépenses publiques. Ainsi, le protocole déjà cité ajoute :

*“On entend par public : ce qui est relatif au gouvernement général, c’est-à-dire les administrations centrales, les autorités régionales ou locales et les fonds de Sécurité sociale.”*

Et la devise d’Angela Merkel — *“S’arrêter, c’est reculer”* — s’applique dans tous les domaines. Quelques semaines après le vote de la “réforme” du système de santé, le Bundestag a voté, le 9 mars 2007, le report de l’âge de départ à la retraite à 67 ans pour pouvoir bénéficier d’une pension à taux plein. Cette mesure découle, là aussi, directement de la mise en œuvre de la politique de l’Union européenne. Ainsi, le sommet de Barcelone de mars 2002 avait dicté dans le point 32 de son relevé de conclusions :

*“Il faudrait chercher, d’ici à 2010, à augmenter progressivement d’environ 5 ans l’âge moyen effectif auquel cesse, dans l’Union européenne, l’activité professionnelle.”*

Le 3 mars 2004, dans un document intitulé *“L’Europe doit mieux utiliser les travailleurs âgés”*, la Commission européenne commente en ces termes la réalisation de l’objectif pris par le sommet de Barcelone :

*“Les progrès vers la réalisation de ces objectifs sont décevants” ; “Des efforts bien plus appuyés sont nécessaires” ; “Les Etats membres doivent prendre des mesures radicales”.*

Il faut donc aller encore plus loin dans la remise en cause du droit à la retraite. Dans un nouveau document publié le 25 janvier 2006 (2), la Commission européenne exige :

*“Dans le cadre de leurs réformes des régimes publics de retraite, les Etats membres devraient renforcer les incitations financières pour que les tra-*

(1) Ce protocole précise : *“Les valeurs de référence visées à l’article 104, paragraphe 2, du traité, sont les suivantes : 3 % pour le rapport entre le déficit public prévu ou effectif et le produit intérieur brut ; 60 % pour le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut.”*

(2) Document intitulé : *“Passons à la vitesse supérieure : le nouveau partenariat pour la croissance et l’emploi.”*

*vailleurs âgés restent en activité (...), par exemple en adaptant l'âge légal de départ à la retraite."*

Puis, le 12 octobre dernier, la Commission européenne s'est prononcée pour "des réformes d'envergure en vue d'éliminer les incitations au départ précoce du marché du travail et d'encourager l'emploi des seniors". Cette obligation a été confirmée par les conclusions du sommet européen des 8 et 9 mars 2007, qui

enjoignent de "promouvoir l'allongement de la vie active, ainsi que la mobilité professionnelle tout au long de la vie" (point 18). La solution choisie par l'Union européenne, c'est donc celle du recul de l'âge de départ à la retraite à 65, 67, voire 70 ans et plus. Cette "solution", véritable recul de civilisation, aura inévitablement pour conséquence que le maximum de travailleurs devra mourir avant d'atteindre l'âge de départ à la retraite !

## Contenir la vague révolutionnaire

Quelles sont les raisons qui expliquent la brutalité de l'offensive qui, dictée par l'impérialisme américain et relayée et mise en œuvre par les institutions européennes et les gouvernements, se concentre depuis des décennies sur l'Europe ? C'est sur le Vieux Continent que la classe ouvrière a concentré les plus grandes conquêtes historiques en raison de l'ancienneté du développement capitaliste dans sa phase ascendante. C'est dans ce cadre que la classe ouvrière s'est constituée comme classe, avec ses organisations et ses institutions. C'est donc sur le Vieux Continent que le régime décomposé de la propriété privée des moyens de production — de plus en plus incapable de dégager des marges de profitabilité par les voies classiques du développement de la production et des marchés — exige, avec la plus grande brutalité, que soit réduit le plus possible le "coût du travail" jugé trop élevé, allant aujourd'hui jusqu'à organiser le démantèlement des classes ouvrières et des nations elles-mêmes.

Dans un discours prononcé le 28 juillet 1924 (1), Trotsky expliquait :

*"Que veut le capital américain ? A quoi tend-il ? Il cherche, dit-on, la stabilité. Il veut rétablir le marché européen dans son intérêt, il veut rendre à l'Europe sa capacité d'achat. De quelle façon ? Dans quelles limites ? En effet, le capital américain ne peut vouloir se faire de l'Europe un concurrent. Il ne peut admettre que l'Angleterre, et, à plus forte raison, l'Allemagne et la France recouvrent leurs marchés mondiaux, parce que lui-même est à l'étroit, parce qu'il exporte des produits et s'exporte lui-même. Il vise à la maîtrise du monde, il veut instaurer la suprématie de l'Amérique sur notre planète (...), il doit permettre à l'Europe de se relever, mais dans des limites bien déterminées, lui accorder des secteurs déterminés, restreints, du marché mondial (...). En un mot, il (le capital américain) veut réduire l'Europe capitaliste à la portion congrue, autrement dit, lui indiquer combien de tonnes, de litres ou de kilogrammes de telle ou telle matière elle a le droit d'acheter ou de vendre."*

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme américain doit à nouveau permettre à l'Europe de "se relever", mais en lui accordant des secteurs de plus en plus restreints du marché mondial. Confronté à la vague révolutionnaire qui balaie toute l'Europe et qui menace les fondements mêmes des Etats bourgeois et du régime de la propriété privée des moyens de production, aider l'Europe à "se relever" signifie aider les bourgeoisies à reconstruire des Etats capables de contenir la vague révolutionnaire. Le plan Marshall, loin d'être un don sans contrepartie de la part des Etats-Unis, permettra à l'impérialisme américain non seulement de contenir la révolution prolétarienne, mais aussi d'être le principal bénéficiaire de la "reconstruction" européenne. En effet, la production des Etats-Unis, qui a augmenté de plus de la moitié entre 1939 et 1945 pendant que la guerre ruinait les économies des pays européens, doit être écoulée.

(1) Discours intitulé "Des perspectives de l'évolution mondiale".

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, Trotsky expliquait :

*« Leur principal instrument est maintenant le capital financier (...). C'est là une force terrible, une force qui balaie tout sur son passage dans toutes les parties du monde, et particulièrement dans l'Europe dévastée et appauvrie (...). Maintenant, on le sait, les emprunts sont accordés pour la "restauration" de l'Europe. Destruction, puis restauration : deux opérations qui se complètent, car les intérêts des sommes affectées à l'une comme à l'autre vont au même réservoir » (2).*

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, resurgit à nouveau cette politique de "restauration" destinée à faire reculer la vague révolutionnaire, mais qui a contraint, dans le même temps, les bourgeoisies nationales à céder d'énormes conquêtes, constituant, encore aujourd'hui, l'ossature des droits et des garanties de la classe ouvrière dans de nombreux pays européens : la Sécurité sociale arrachée par la lutte de classe en France en 1945, le système public de santé (NHS) concédé par le ministre de la Santé, Bevan, en 1948, en Grande-Bretagne, la République et sa constitution en Italie, qui, en 1947, ont permis notamment l'unification du système scolaire et du système de santé, etc. (avec le recul, on pourrait dire, paraphrasant Trotsky : destruction, restauration... et aujourd'hui, destruction généralisée).

Précisons qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, même sous des formes bureaucratiquement déformées, les bases sociales qui sont celles des pays de l'est de l'Europe exproprient le régime de la propriété privée des moyens de production. La constitution d'instruments supranationaux, dans le cadre de la "construction" européenne, permet de contenir la vague révolutionnaire à l'ouest de l'Europe, mais aussi de "contrôler la situation" à l'est de l'Europe.

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme américain a donc ordonné toute la "construction" européenne, cherchant d'abord à contenir la vague révolutionnaire. Dans les années 1950 et 1960, la mise en place d'organismes de "coopération" a permis à l'impérialisme américain d'asseoir sa suprématie sur les impérialismes concurrents en Europe, notamment en mettant tout en œuvre pour les empêcher d'accéder au marché mondial et de s'approprier des parts de marché. Le traité de Maastricht a permis le franchissement d'une étape supplémentaire en mettant à l'ordre du jour le dépeçage des nations européennes (3).

Ainsi, depuis cinquante ans, l'empilement des traités successifs (traité de Rome en 1957, Acte unique européen en 1986, traité de Maastricht en 1992, traité d'Amsterdam en 1997, traité de Nice en 2001, projet de traité "constitutionnel" en 2004) a eu pour seul objectif de détruire tous les droits des classes ouvrières en Europe et de briser la résistance des travailleurs, en renforçant toujours davantage le caractère contraignant des actes et mesures pris par les institutions communautaires.

C'est ce qu'exprime clairement Harold Macmillan, futur Premier ministre britannique, lorsqu'il dit à propos de Jean Monnet, l'un des "pères fondateurs" de l'Europe communautaire, le 13 mai 1943 :

*"De notre discussion, il ressort clairement que Monnet a considéré que sa première fonction était de trouver un accord susceptible d'éviter une révolution en France" (4).*

Briser la résistance, mais aussi permettre à l'impérialisme le plus puissant d'écouler ses marchandises sur les marchés européens, tels sont, dès le départ, les buts, à peine voilés, de la "construction européenne". Le 5 juin 1947, à l'université Harvard, le général Marshall lançait son célèbre appel, présenté comme une offre d'aide des Etats-Unis à l'Europe meurtrie par la guerre. Dans cet appel figure déjà la proposition suivante :

(2) *Ibidem.*

(3) Et cela trois ans après la chute du Mur de Berlin et un an après l'effondrement de l'URSS, précipitant la "mafiosisation", gangrenant toute l'économie mondiale (voir l'article de Dominique Vincenot, page 57).

(4) Biographie de Jean Monnet, Eric Roussel, édition Fayard (1996).

*“Les nations du Vieux Continent doivent se mettre d'accord sur leurs besoins et la part que chacune d'entre elles peut prendre à la mise en œuvre efficace de toute action qui pourrait être entreprise par le gouvernement américain.”*

L'année suivante est instituée l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), chargée de préparer le programme européen de relèvement et de superviser la répartition des fonds du plan Marshall. Elle a également pour objectif de libéraliser le commerce et les échanges monétaires. Les pressions de l'impérialisme américain conduisent les gouvernements des pays européens membres de l'OECE à libéraliser le commerce de la moitié des échanges privés, dans les secteurs de base (biens alimentaires, matières premières) et pour les biens manufacturés.

En 1950, Jean Monnet affirme :

*“Nous sommes convaincus que nous pouvons envisager une collaboration étroite et fructueuse avec les Etats-Unis, qui, depuis la proposition faite par M. Schuman le 9 mai 1950, nous ont donné des preuves répétées de leur sympathie active. Nous assurerons toute liaison utile avec les Nations unies et l'Organisation européenne de coopération économique.”*

Et cette “collaboration étroite et fructueuse” vise à la diminution du “coût du travail” en Europe. En 1952, l'OECE permet la fondation d'une Agence européenne de productivité (AEP), dont l'objectif est de former les travailleurs européens aux normes de productivité (fordisme) prévalant aux Etats-Unis. L'AEP est financée pour l'essentiel par les Etats-Unis.

Finalement, à l'issue du plan Marshall, en 1952, c'est l'OTAN (5) qui va prendre le relais. L'OTAN consacre alors la suprématie des Etats-Unis dans ses rapports avec les nations européennes.

Depuis, la “construction européenne” s'est poursuivie dans ce rapport de subordination.

(5) Organisation du traité de l'Atlantique Nord créée à Washington le 4 avril 1949. Le traité de l'Atlantique Nord est une alliance militaire signée par les Etats-Unis, le Canada et les pays d'Europe de l'Ouest.

## **LES ÉTATS-UNIS SALUENT LE CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE DE L'UNION EUROPÉENNE...**

A l'occasion du cinquantième anniversaire du traité de Rome, le gouvernement américain a fait suspendre une banderole géante sur le bâtiment en construction de sa nouvelle ambassade à Berlin, sur laquelle il est écrit : “USA applauds the EU's first 50 years” (3) !

C'est logique. C'est conforme au rôle central joué par l'impérialisme américain dans la “construction” européenne... d'abord et avant tout sous son égide et à son profit (voir l'encadré intitulé “Contenir la vague révolutionnaire”).

Le 2 avril 2007, le bureau du représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur (USTR) a présenté à Washing-

ton son 22<sup>e</sup> rapport annuel sur les barrières au commerce international. Ce rapport explique clairement que les institutions européennes ont permis d'“ouvrir” les marchés européens au capital financier américain. Le rapport cite l'exemple des difficultés actuelles rencontrées par les compagnies pharmaceutiques américaines pour accéder aux marchés européens :

*“Dans la plupart des cas, les gouvernements des Etats membres administrent des programmes de remboursement des médicaments dans le cadre de leurs systèmes de santé, qui couvrent une part significative du marché. Les procédures pour placer un produit sur la liste des médicaments remboursés et les contrôles des prix pour les produits qui sont sur cette liste (...) ont un impact fortement négatif sur les exportations américaines.”*

(3) “Les Etats-Unis saluent le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Union européenne.”

En effet, les systèmes publics de santé en Europe ont mis en place des mécanismes, liés au remboursement des soins par les régimes de Sécurité sociale, qui empêchent la pratique de prix trop élevés et qui limitent par conséquent les possibilités de profits des trusts pharmaceutiques américains sur les marchés européens. Pour surmonter ces difficultés, les dirigeants américains et les responsables de l'Union européenne ont conclu un accord qui comprend, selon le rapport, *“une série d'initiatives de coopération dans les domaines de la réglementation, de l'application des droits de propriété intellectuelle, de l'innovation, du commerce et de la sécurité, parmi d'autres questions”*. C'est la fonction de l'Union européenne, c'est-à-dire permettre à l'impérialisme américain de détruire les législations et les institutions nationales qui s'opposeraient à ses intérêts.

---

### ... AINSI QUE LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS

---

Bilan également salué par la Confédération européenne des syndicats (CES) dans une communication du 15 mars 2007 :

*“Le traité de Rome signé il y a cinquante ans a été une des premières étapes essentielles de la réalisation de la construction européenne. Ce qui est important du point de vue de la Confédération européenne des syndicats (CES) est qu'une dimension sociale se construit depuis les années 1980, en complément des piliers économique, financier et monétaire (...). Durant ce premier cinquantenaire, l'Union européenne s'est progressivement engagée en faveur de hauts niveaux de protection sociale, de justice sociale et d'égalité des chances pour tous.”*

Que l'impérialisme américain se félicite du bilan de la “construction” européenne, cela n'étonnera personne. Mais comment comprendre que la CES, qui prétend être une confédération syndicale, se fasse l'apôtre de la politique de l'Union européenne ? Comment peut-on parler d'une “dimension sociale” quand, dans tous les pays européens, les institutions

européennes ont ruiné tous les secteurs de l'activité économique, ont permis la liquidation de pans entiers de l'industrie, de l'agriculture, ont démantelé les services publics et les conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe dans le cadre de chaque nation ?

Les quelques chiffres qui suivent sont édifiants : depuis la signature du traité de Rome, 75 % des emplois ont été supprimés dans la sidérurgie en France et en Europe ; 75 % des exploitations agricoles ont disparu en France ; 160 bureaux de poste ont été fermés en Belgique (il est envisagé de supprimer la moitié des bureaux de poste du pays d'ici à 2010), 86 000 lits d'hôpitaux ont été fermés en Allemagne depuis 1996, etc.

Alors, comment une organisation “syndicale” peut-elle se féliciter d'un tel bilan ? John Monks, le secrétaire général de la CES, apporte des éléments de réponse. Le 8 mars dernier, à l'occasion du sommet social tripartite, il déclare :

*“La CES demande (...) une meilleure organisation du travail, afin de créer des environnements de travail flexibles et participatifs, permettant d'établir un équilibre entre vie professionnelle et vie de famille, et offrant des possibilités de formation tout au long de la vie destinées à stimuler les compétences des travailleurs.”*

Passons sur la “formation tout au long de la vie”, l'un des principaux leitmotifs de la Commission européenne, qui vise à remettre en cause partout le droit à l'instruction et à des vrais diplômes, et arrêtons-nous un instant sur les “environnements de travail flexibles et participatifs” : autant de termes totalement étrangers au syndicalisme. Un militant syndical défend le Code du travail, les conventions collectives. Il négocie avec l'employeur de meilleures conditions de travail et-ou des augmentations de salaires. L'environnement de travail flexible, c'est la revendication du patron qui entend réduire toujours davantage le “coût du travail”. Comment une telle revendication peut-elle devenir une revendication syndicale ?

S'agit-il d'élaborer et de mettre en œuvre conjointement la politique de l'Union européenne ?

John Monks précise :

*“La CES réclame une plus grande participation des partenaires sociaux (employeurs et syndicats) à tous les niveaux – en particulier national – dans la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne de l’Union européenne pour la croissance et l’emploi.”*

Rappelons que la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne a donné lieu à la publication de plusieurs rapports de la Commission européenne dénonçant les retards pris dans sa mise en œuvre. Ainsi, le 21 janvier 2004, la Commission européenne a fixé des priorités pour relancer l’agenda de Lisbonne, et notamment *“renforcer la compétitivité de l’industrie et des services, et promouvoir la prolongation de la vie active”*. *“Renforcer la compétitivité de l’industrie”*, au prix des restructurations, des licenciements, des délocalisations, de l’augmentation de la flexibilité, de la baisse des salaires, de la remise en cause des conditions de travail, etc., constitue l’axe des politiques patronales de destruction des classes ouvrières et des organisations. Quant à la *“prolongation de la vie active”*, répétons-le, il s’agit d’une mesure de remise en cause du droit à la retraite dans chaque pays, directement dictée par l’Union européenne. Deux priorités qui sont donc totalement étrangères au mouvement ouvrier, mais qui doivent pourtant, selon John Monks, faire l’objet d’une élaboration commune. Comment celui qui se prétend syndicaliste peut-il défendre de telles priorités ?

Et John Monks appelle

*“l’Union à s’engager à sortir la Constitution de l’impasse institutionnelle dans laquelle elle se trouve. La Constitution contient en effet les instruments nécessaires pour élaborer une Europe sociale.”*

Cette même “Constitution” qui a été rejetée par la grande majorité des travailleurs français et néerlandais en 2005 !

---

### **UNE RENCONTRE EUROPÉENNE POUR LA DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS DE SANTÉ**

---

Dans tous les secteurs, le rouleau compresseur de l’Union européenne est en

marche. Et, dans tous les secteurs, il dresse contre lui la résistance des classes ouvrières.

Une rencontre européenne pour la défense des systèmes publics de santé, répondant à l’appel lancé et contresigné, dans le cadre de l’Entente européenne des travailleurs, par 693 médecins, employés de la Sécurité sociale, syndicalistes et militants ouvriers de 17 pays d’Europe (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse, Slovaquie, Tchéquie, Turquie, Ukraine) s’est tenue le 31 mars 2007, à Bruxelles. Le mémorandum établi pour préparer cette rencontre revient notamment sur les mesures prises dans chaque pays européen contre les droits des assurés sociaux :

*« En France : instauration de pénalités pour le non-respect du parcours de soins (un euro par consultation et par acte médical) et du passage obligatoire par le médecin traitant (augmentation de 10 % de la participation financière du malade en cas de recours direct à un spécialiste), augmentation du forfait hospitalier (+14,3 % en deux ans en France), instauration de franchises pour certains actes (18 euros quand le coût des actes dépasse 91 euros), remise en cause de la prise en charge à 100 % pour les malades atteints d’une affection de longue durée ; en Italie : augmentation du “ticket sanitaire” (35 euros payés par le patient pour une visite aux urgences) ; en Belgique : instauration de suppléments d’honoraires dans les hôpitaux, de suppléments de chambre, du non-remboursement de certains médicaments ; en Tchéquie : introduction de frais supplémentaires non couverts par l’assurance santé publique (médicaments, entrée et séjour à l’hôpital) ; en Hongrie : augmentation de 8,5 % du montant de la cotisation salariale à la caisse de retraite. »*

Qu’est-ce qui peut expliquer une telle simultanéité des mesures, si ce n’est une politique coordonnée au plan européen ? Rappelons que l’article 104 du traité de Maastricht inclut les dépenses de la Sécurité sociale dans les dépenses publiques soumises à la procédure des “déficits excessifs”. Par ailleurs, un rapport sur la protection sociale et l’inclusion sociale, publié le 19 février 2007 par la Commis-

sion européenne, exige “la fixation de plafonds généraux de dépenses, la participation (des malades) au coût des prestations”.

Cette rencontre a mandaté une délégation, qui a été reçue le 2 avril 2007 par M. Brunet, le chef de cabinet de Markos Kyprinaou, actuel commissaire européen à la Santé. M. Brunet a affirmé :

*“La Commission européenne n’a pas de compétence ni de responsabilité dans l’organisation ou la fourniture des soins de santé. Il y a trop de divergences entre les systèmes des 27 pays pour qu’on puisse proposer une approche commune (...). Le pacte de stabilité n’impose aucune obligation aux Etats membres en ce qui concerne les soins de santé. Le pacte de stabilité demande aux Etats membres de ne pas dépenser l’argent qu’ils n’ont pas. Il a été adopté pour lutter contre l’inflation, qui était une véritable gangrène, et vise simplement à l’équilibre des budgets. Les Etats peuvent faire ce qu’ils veulent dans la mesure où ils gardent leur déficit sous contrôle.”*

M. Brunet fait mine d’oublier qu’il existe des recommandations comme celle adoptée par le sommet de Thessalonique, en juin 2003, qui demande aux Etats membres de

*“surveiller attentivement l’efficacité des mesures prises pour enrayer la spirale des dépenses dans le secteur de la santé et ramener leur évolution à un niveau plus supportable, et, le cas échéant, adopter de nouvelles mesures pour atteindre cet objectif”.*

Ces recommandations exercent pourtant une très forte pression sur les Etats membres pour qu’ils diminuent toutes les dépenses publiques, et notamment celles relatives à la santé. Et, en même temps, M. Brunet confirme ce qui a été constaté dans chaque pays : les dépenses de santé sont soumises, comme toutes les dépenses publiques, à la règle des déficits excessifs imposée par l’article 104 du traité de Maastricht, qui oblige les Etats membres à “éviter les déficits publics excessifs”.

Ajoutons que, le 26 septembre dernier, la Commission européenne a publié une communication sur les services de santé, lançant une “consultation publique”. C’est sur la base des résultats de cette “consultation” que la Commission européenne doit proposer une directive “santé”. La

communication, tout en évoquant le “respect de la responsabilité des Etats membres en matière de services de santé et de soins médicaux”, précise :

*“La Cour de justice a déclaré que cette disposition n’excluait pas la possibilité d’imposer aux Etats membres des adaptations de leur régime national de Sécurité sociale, au titre d’autres dispositions du traité, comme l’article 49 CE.”*

L’article 49 CE stipule :

*“Les restrictions à la libre prestation des services à l’intérieur de la communauté sont interdites.”*

Les régimes nationaux de Sécurité sociale seraient ainsi directement remis en cause par cette directive européenne en préparation.

C’est cette politique de destruction qui alimente dans tous les pays un rejet massif, qui s’exprime aussi bien sur le terrain électoral que sur le terrain de la lutte de classe et qui provoque une crise majeure au sein des institutions européennes.

---

## ON NOUS PARLE DE “CROISSANCE” ALLEMANDE

---

On nous présente l’Allemagne comme une exception en Europe, comme le pays “modèle”, qui aurait le taux de croissance le plus élevé.

Le quotidien français *Le Monde* a publié, le 14 avril dernier, l’article d’un universitaire allemand, qui explique les raisons de la “reprise” en Allemagne :

*“C’est tout d’abord la restriction salariale négociée entre les syndicats et le gouvernement Schröder (coalition entre la gauche et les Verts) pendant près d’une décennie qui a permis aux industries allemandes de regagner de la compétitivité par rapport à leurs concurrents – notamment européens.”*

L’*International Herald Tribune* confirme cette appréciation (4). Le quotidien explique à propos de la “croissance” en Allemagne :

*“La croissance que connaît l’Allemagne la distingue de ses voisins européens (...). La thérapie a souvent été bru-*

---

(4) Edition du 12 avril 2007.

*tale, incluant des vagues de licenciements et de réductions de coûts entre 2002 et 2005. Mais après avoir repoussé toute augmentation des salaires sur le marché national et délocalisé des industries manufacturières vers des marchés où le coût du travail est plus faible, de nombreuses entreprises allemandes réalisent des profits records.”*

Le journaliste poursuit :

*“Il y a bien sûr des avertissements. Les consommateurs allemands, ébranlés par la vague de licenciements, n’ont pas encore rouvert leurs porte-monnaie. Selon les économistes, si la consommation n’est pas relancée, la croissance pourrait s’éteindre. La hausse ininterrompue de l’euro va commencer à avoir des conséquences (...). L’Allemagne serait plus à l’abri que les autres pays européens, comme la France et l’Espagne. Leurs économies sont principalement conduites par le marché intérieur, qui dépend du dynamique marché du logement dans chacun des deux pays.”*

Le journaliste explique que ce n’est pas le cas pour l’Allemagne et donne l’exemple de la ville d’Iéna, où le taux de chômage est passé de 16,3 % en 1998 à 11,1 % en 2006.

Précisons que “le dynamique marché du logement” en France et en Espagne est essentiellement alimenté par la spéculation immobilière. Quant à la baisse du taux de chômage, elle est principalement liée à la mise en œuvre par le gouvernement Schröder du plan Hartz-IV.

Ce plan a entraîné la sortie de milliers de chômeurs des statistiques du chômage pour leur proposer des emplois rémunérés un euro l’heure, qui ne permettent certainement pas de rouvrir les portefeuilles !

Il s’agit donc bien d’une “croissance” réalisée sur la base de la destruction des forces productives, en commençant par la principale d’entre elles, la force de travail de la classe ouvrière, destruction qui passe par la diminution du “coût du travail”, c’est-à-dire par la baisse des salaires, les licenciements massifs, les délocalisations et la remise en cause de tout ce qui garantit le niveau des salaires (conventions collectives, statuts, etc.).

Nous sommes largement revenus, dans le précédent numéro de *La Vérité* (5), sur les développements de la lutte de classe

en Allemagne, notamment dans les secteurs de la santé et de l’industrie.

La politique de l’Union européenne nourrit les processus de résistance, y compris au sommet des organisations de la classe ouvrière. Les milliers de signatures recueillies sur la pétition adressée aux députés du SPD pour qu’ils votent non à la réforme de la santé ont pesé sur le vote au Bundestag, où vingt députés du SPD ont bravé les consignes de la direction de leur parti.

La crise est à son paroxysme dans le SPD. L’un d’entre eux s’explique :

*“La loi de renforcement de la concurrence dans l’assurance maladie publique va mettre à mal notre système solidaire. Elle accule à la faillite précisément les caisses qui prennent soin des malades chroniques et provoque un afflux de clients vers les assurances privées (...). Les personnes âgées, les malades chroniques, les handicapés et les malades en fin de vie vont devenir une charge insupportable pour les caisses qui les assurent dans le contexte de compétition renforcée entre les assurances publiques et privées créée par la loi (...). C’est pourquoi je vote contre cette loi et continuerai à me battre pour le maintien de notre assurance maladie solidaire, et je voudrais bien voir le social-démocrate qui ne veut pas cela.”*

Le député Ottmar Schreiner, un autre signataire de la pétition pour le vote non à la réforme de la santé, vient de déclarer :

*“Le nombre grandit de ceux qui disent : nous avons besoin d’un nouveau cours. Nous avons la majorité politique. Nous l’avons déjà lors des élections de 2005. Qu’on en soit venu ensuite à la grande coalition, on a vu ce que cela donnait. Mais il y a toujours cette majorité politique. Alors, les orientations pour lesquelles cela vaut la peine de combattre doivent être formulées clairement.”*

Ces propos soulignent la contradiction majeure entre l’existence même du SPD comme parti ouvrier bourgeois et la politique mise en œuvre par la “grande coalition”. Du fait même de son caractère réformiste, l’existence du SPD est liée à l’existence de réformes que le gouverne-

(5) “A nouveau, l’Allemagne au centre de la lutte des classes en Europe”, par Max Schumacher et Werner Uhde, *La Vérité*, n° 54, février 2007.

ment de “grande coalition”, aux ordres de l’Union européenne, entend remettre en cause dans tous les secteurs... menaçant l’existence même du SPD.

---

### “CONSERVER LE NHS ET DIRE NON À L’EURO”

---

En Grande-Bretagne, des milliers de travailleurs de la santé sont descendus dans les rues des principales villes du pays, le 3 mars dernier, contre la privatisation du système de santé (le NHS), à l’appel d’une coalition de 12 syndicats. Cette privatisation prend en particulier la forme des “partenariats public-privé” (6), qui permettent à des entreprises privées d’obtenir de l’Etat une rente annuelle pendant 30 ans en contrepartie de la construction, du développement et de la maintenance d’un hôpital. Là encore, il s’agit d’appliquer le pacte de stabilité imposé par l’Union européenne — qui s’applique aussi en Grande-Bretagne, même si le pays n’est pas dans la zone euro — et de réduire par conséquent les dépenses publiques de santé. Lors de la rencontre européenne pour la défense des systèmes publics de santé, un syndicaliste anglais a expliqué à propos d’une entreprise qui a investi des fonds dans un hôpital :

*“L’entreprise va utiliser les parts qu’elle a investies dans le centre hospitalier régional comme levier pour améliorer ses performances sur le marché boursier. C’est ainsi qu’ils jouent en Bourse des ressources dont dépendent des centaines de milliers de gens.”*

C’est effectivement contre cette politique que les travailleurs anglais se sont dressés dans la dernière période : depuis plusieurs mois, ils manifestent contre la fermeture des hôpitaux de proximité, à Huntingdon, à Worthing, à Hampstead, Southampton... A Rochedale, 130 000 personnes ont signé une pétition contre la fermeture de la maternité. A Birmingham, le journal local a organisé une réunion publique, rassemblant des centaines de participants, contre la mise en place d’un partenariat public-privé pour financer un hôpital, alors que l’hôpital public existant manque cruellement de personnels.

Et l’on retrouve en Grande-Bretagne les mêmes processus qu’en Allemagne. Au sein des organisations de la classe ouvrière, organiquement liées au Labour Party, des voix s’élèvent contre la politique de Tony Blair, qui met en œuvre, dans tous les domaines, la politique de destruction dictée par l’Union européenne.

Déjà, en 2003, Bill Morris, alors secrétaire général du TGWU, publiait une chronique dans *L’Observer* (11 mai) sous le titre “*Bonjour l’euro, adieu le NHS*”. Commentant le contenu du bulletin de la Banque centrale européenne (BCE) d’avril 2003, il expliquait :

*“La soumission à la politique monétaire européenne signifie la perte de tout contrôle de la totalité de notre politique sociale, depuis les allocations familiales jusqu’aux retraites (...). La BCE ne cache pas l’enjeu, c’est-à-dire la disparition du système gratuit de santé, la limitation des investissements d’Etat pour laisser place au marché libre sans aucune restriction (...). Le rapport de la BCE prône l’extension du système privé.”*

Il concluait en ces termes :

*“Si l’on nous donne à choisir entre le NHS et l’euro, alors, je suis avec le peuple pour conserver le NHS et dire non à l’euro.”*

Effectivement, le maintien du NHS est incompatible avec les institutions de l’Union européenne et de ses directives. Le “choix” entre le NHS et l’euro, le “choix” entre l’indépendance des organisations de la classe ouvrière et les directives européennes : cette question vitale ne se pose-t-elle pas au mouvement ouvrier dans tous les pays européens ?

---

### LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS ÉTABLIT LA LISTE DES “FONCTIONNAIRES EXCÉDENTAIRES”

---

Au Portugal, près de 100 000 travailleurs ont manifesté le 1<sup>er</sup> mars dernier dans les rues de Lisbonne pour dénoncer

(6) La méthode des “partenariats public-privé” a été généralisée à tous les pays de l’Union européenne. Elle permet d’ouvrir la voie à la privatisation totale des services publics, et cela dans tous les domaines.

la “réforme” de la fonction publique décidée par gouvernement “socialiste” de José Socrates et la réduction des dépenses publiques dans le domaine de la santé.

En effet, le gouvernement a annoncé la fermeture des services des urgences de plusieurs hôpitaux publics, “*en vue de réduire les dépenses et un déficit budgétaire comptant parmi les plus lourds de l’Union européenne*” (7).

La presse a unanimement indiqué qu’il s’agissait d’un des plus grands rassemblements de ces dernières années. Carvalho da Silva, président du syndicat CGTP, le plus important syndicat du pays, a déclaré à l’issue de la manifestation :

*“Le mécontentement est répandu parmi les Portugais. Les réductions de coûts dans les hôpitaux et les écoles vont à l’encontre des besoins de la population.”*

La réforme de la fonction publique doit aboutir à la réduction des dépenses publiques et du nombre de fonctionnaires. Elle prévoit la création d’une liste de “fonctionnaires excédentaires”, qui devront accepter une éventuelle mutation ou, à défaut, une réduction salariale.

Ainsi, le ministère de l’Agriculture a été le premier ministère à publier cette liste, sur laquelle figurent les noms de 3 000 employés sur les 10 000 que compte le ministère. Une dépêche Euronews du 6 avril explique :

*“C’est une réforme extrêmement impopulaire. La fonction publique portugaise multiplie les manifestations. Mais le gouvernement entend appliquer son programme de restriction pour respecter le pacte européen de stabilité. Pour cela, le déficit public doit passer sous la barre des 3 % du PIB. Il était en 2006 de 3,9 %.”*

On retrouve là encore la même contradiction fondamentale.

Malgré toutes les pressions qui s’exercent sur les responsables syndicaux, malgré les exigences de John Monks, des militants à tous les niveaux se dressent contre la politique de l’Union européenne, qui, au Portugal comme dans tous les pays européens, démantèle tous les droits conquis dans le cadre des nations, au nom du respect du pacte de stabilité.

---

## EN ITALIE, CONSTITUER UN “GOUVERNEMENT FORT”

---

En Italie, le gouvernement Prodi-II (8) est engagé dans la mise en œuvre du programme en douze points (programme approuvé par tous les partis de L’Unione [9]), parmi lesquels figure le “*respect des engagements internationaux et de paix*” — c’est-à-dire la poursuite de la guerre en Afghanistan et l’extension de la base militaire américaine contre laquelle 200 000 travailleurs et jeunes ont manifesté en février dernier —, mais aussi la poursuite de l’action de libéralisation des services publics et des professions, la réduction immédiate des dépenses publiques, la réorganisation du système de protection sociale.

Précisons que la démission du gouvernement Prodi-I ne résulte d’aucune obligation constitutionnelle, mais uniquement de la volonté de Romano Prodi, avec l’aide de tous les partis de L’Unione, y compris de Sinistra Critica (10), de constituer un “gouvernement fort” permettant de mettre en œuvre la politique dictée par l’Union européenne.

Au mois de mars, en application du programme en douze points, les chambres ont adopté le deuxième volet de la loi Bersani, qui libéralise, entre autres, les tarifs des télécommunications et des assurances. Mais, face à la tentative d’OPA de la multinationale américaine ITT sur Télécom Italie (privatisée en 1997), le gouvernement a préparé un amendement à la loi Bersani “*afin de renforcer l’autorité de contrôle du secteur pour garantir l’accès des réseaux à tous les compéti-*

(7) *L’Express* (2 mars 2007).

(8) Voir l’article de Marie-Claude Schidlower publié dans *La Vérité*, n° 54 : “*Italie : montée et déclin du gouvernement Prodi-I.*”

(9) L’Unione regroupe les restes de la démocratie chrétienne, dont est issu Romano Prodi lui-même, et tous les partis issus de l’explosion du Parti communiste italien (PCI) : Démocrates de gauche (DS), la “Gauche radicale”, le Parti des communistes italiens (PDCI) et le Parti de la refondation communiste (PRC).

(10) Gauche critique, composante du Parti de la refondation communiste, organisation membre du Secrétariat unifié (voir à ce propos l’article de Jean Alain, page 75).

teurs”. Cette mesure a immédiatement été contestée par la commissaire européenne aux Médias, Viviane Reding, qui a rappelé que “Rome ne peut intervenir sur les réseaux par des mesures de protectionnisme contre les entreprises étrangères”. Servilement, le ministre italien en charge du dossier a indiqué “qu’il suivra les règles européennes”.

Rappelons que le gouvernement Prodi-II a obtenu la confiance au Sénat et au Parlement de tous les partis de L’Unione, y compris de Sinistra Critica. Au Sénat, où l’Unione ne dispose que d’une très courte majorité, le sénateur membre de Sinistra Critica, Franco Turigliatto, a voté la confiance au gouvernement Prodi en précisant :

*“J’exprimerai un oui et quelques non : un oui pour la confiance, qui équivaut à un appui externe. Mais je ne voterai pas la guerre, ni le TAV (projet de TGV Lyon-Turin-Milan), ni la contre-réforme des retraites.”*

Ne pas voter la guerre et la contre-réforme des retraites ? Mais ces mesures figurent dans les douze points du gouvernement Prodi-II approuvés par toutes les composantes de L’Unione, y compris les membres du Secrétariat unifié !

---

### UNE “CONFÉRENCE DE COMBAT” POUR LA DÉFENSE DE L’UNITÉ DE LA FGTB EN BELGIQUE

---

En Belgique, l’offensive de l’Union européenne se concentre directement sur l’unité de la principale centrale syndicale, la FGTB (11), et les conquêtes sociales fédérales. Dans le “texte d’orientation sur l’appel d’unité” adopté par l’assemblée de congrès de l’OSI (12) du 17 février dernier, nos camarades expliquent :

*« Le point de départ de l’offensive “communautaire” ne réside pas dans l’existence d’une question nationale en Belgique, mais bien dans l’offensive mondiale de destruction du “coût du travail” relayée par l’Union européenne, qui met partout en œuvre, dans cet objectif, une politique de régionalisation-liquidation des conquêtes sociales. D’autre part, l’attaque en préparation s’inscrit dans l’objectif de détruire la classe*

*ouvrière “pour soi”. La classe ouvrière existe comme classe à travers son organisation. Compte tenu de la division du Parti socialiste belge en PS et SP.a (13), ce qui est la base de l’unité nationale de la classe ouvrière, c’est la FGTB. »*

La note revient sur la position des principaux partis politiques, et notamment sur celle du président du SP.a :

*« Pour ce qui est du SP.a, Van de Lanotte se concentre sur une régionalisation de la politique à l’égard du chômage (...). On doit noter que, dans une note du 12 décembre 2006, la Commission européenne demande à la Belgique “d’adopter de nouvelles mesures visant à réduire les disparités régionales en matière de chômage, via notamment une politique active sur le marché de l’emploi et des politiques de réinsertion et d’éducation dynamiques”. C’est donc sur ce point que le SP.a concentre sa principale revendication “communautaire”. »*

Un appel pour la défense de l’unité de la FGTB et des conquêtes sociales fédérales, lancé par des syndicalistes et militants francophones et néerlandophones, a recueilli près de 1 000 signatures en Wallonie et en Flandre. Les initiateurs de cet appel ont décidé de convoquer le 5 mai prochain une “conférence de combat” au plan national contre toute régionalisation des conventions collectives de travail, du droit du travail, de la Sécurité sociale, et pour une manifestation syndicale fédérale, sur ces objectifs, avant les élections législatives du 10 juin 2007.

Cette initiative répond aux préoccupations actuelles d’un grand nombre de responsables syndicaux au sein de la FGTB. Dans la résolution adoptée par l’assemblée générale de l’OSI le 17 février dernier, il est écrit :

*« Le gouvernement cherche à tout prix à intégrer la FGTB à sa politique en utilisant les relations traditionnelles entre les dirigeants du PS et du SP.a, et ceux de la FGTB. L’action contre le pacte des générations a été stoppée, notamment (mais pas seulement) grâce à la scission de la CMB (...). L’accord interprofessionnel 2007-2008 a été défendu avec*

---

(11) Fédération générale du travail de Belgique.

(12) Organisation socialiste internationale, section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale.

(13) Le Parti socialiste belge a été scindé en 1978 entre flamands (SP.a) et francophones (PS).

*succès par la direction de la FGTB. Les mesures contre les invalides et accidentés du travail ne font plus l'objet d'un recours en justice qu'à la FGTB de Liège, pas au niveau fédéral. C'est-à-dire que cette prise en charge de la politique du gouvernement par l'appareil dirigeant de la FGTB "importe" dans la FGTB tous les éléments d'une crise majeure. »*

Force est de constater que, quelques mois plus tard, les mêmes dirigeants de la FGTB, confrontés à la tentative de scission de leur organisation syndicale, ont décidé de combattre cette offensive. Ainsi, un argumentaire adressé par la secrétaire générale et le président de la FGTB aux membres du bureau fédéral se prononce contre la scission de la politique du marché de l'emploi et contre la régionalisation de la Sécurité sociale, qui "assure une solidarité entre personnes et non entre régions et-ou communautés".

Quand Maxime Stroobant, ancien sénateur du Parti socialiste flamand et ancien président du comité de gestion de l'ONEM (14) (représentant la FGTB), explique dans une interview accordée à *La Tribune des travailleurs* : « Il y a une question essentielle : le chômage doit rester intégré dans la Sécurité sociale et pas dans la politique de l'emploi, comme le veulent ceux qui se situent sur le terrain de la politique "d'activation" qui découle de la stratégie européenne de Lisbonne », il dénonce la politique de l'Union européenne, qui, partout, remet en cause les régimes de protection sociale.

C'est aussi contre cette politique que se sont dressés les centaines de travailleurs qui, le 13 mars dernier, ont manifesté à Courtrai, à l'appel conjoint du SETCa Mons-Borinage et du BBTk (15) de Courtrai, "pour l'unité de l'ONEM et de la Sécurité sociale, pour la conservation de la solidarité fédérale, pour mettre un frein à l'égoïsme communautaire et à l'esprit borné".

---

## EN FRANCE, OUVRIR UNE ISSUE SUR LE TERRAIN POLITIQUE

---

En France, c'est dans ce même contexte de rejet de l'Union européenne et de ses

directives que s'expriment des contradictions entre, d'une part, les appareils au sommet des organisations, mais aussi la CES, et, d'autre part, le mouvement de la classe.

Alors, ce n'est pas un hasard si la campagne présidentielle s'est concentrée d'une certaine manière sur la question de l'Union européenne (16). Ainsi, hormis Gérard Schivardi, les onze autres candidats ont en commun d'avoir cherché à contourner, tout au long de la campagne, la question de l'Union européenne ou à se situer dans le cadre des institutions de l'Union européenne. Ce qui peut paraître paradoxal dans un pays où, il y a à peine deux ans, le non au projet de traité "constitutionnel" l'a largement emporté. Mais, là encore, il s'agit de contenir tout mouvement de résistance, et donc de ne pas remettre en cause tout l'édifice de la "construction" européenne.

La campagne menée par Gérard Schivardi, soutenu par le Parti des travailleurs, permet d'ouvrir une issue sur le terrain politique et de fournir des points d'appui à ce mouvement de résistance, en France et dans toute Europe.

C'est la signification de la présence de Gérard Schivardi à la rencontre pour la défense des systèmes publics de santé en Europe, le 31 mars dernier, à Bruxelles.

---

## ROMPRE AVEC L'UNION EUROPÉENNE !

---

Lors de cette rencontre, la démonstration a été faite, sur la base du mémorandum, mais aussi des interventions des médecins, personnels hospitaliers et syndicalistes, et des faits établis par la délégation auprès de la Commission européenne (17), que la défense et la reconquête des

(14) Office national de l'emploi.

(15) Equivalent du SETCa pour la Flandre.

(16) On lira à ce sujet l'article de Sabine Hans, page 65.

(17) Le bulletin rendant compte de la rencontre du 31 mars 2007 et de la délégation auprès de la Commission européenne le 2 avril 2007 est disponible en français, anglais et espagnol auprès des militants de l'Entente européenne des travailleurs.

services publics de santé et des régimes de protection sociale sont incompatibles avec l'Union européenne et ses directives. Personne ne peut aujourd'hui prétendre défendre les systèmes publics de santé sans s'affronter aux gouvernements qui les remettent en cause, mais également au cadre institutionnel qui permet d'organiser et de coordonner ce démantèlement.

Cette question est posée à tout le mouvement ouvrier : peut-il y avoir indépendance du mouvement ouvrier si la nécessité de rompre avec les institutions de l'Union européenne n'est pas clairement posée ?

L'Entente européenne des travailleurs, dont les bases ont été jetées lors de la conférence de Berlin, en février 2006, a fait un premier pas vers la mise en œuvre d'une politique de combat unifié au plan européen, et donc sur la voie du mouve-

ment concret de l'Union libre des peuples libres d'Europe.

Les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui combattent pour aider les masses opprimées et exploitées dans leur combat difficile pour en finir avec le régime pourrissant de la propriété privée des moyens de production, sont partie prenante de cette action. Sous des formes appropriées dans leur propre pays, ils agissent pour la défense des systèmes publics de santé, mais aussi pour la défense de tous les services publics, des droits et des garanties, pour la défense de l'indépendance des organisations ouvrières, et construisent, à égalité avec d'autres militants du mouvement ouvrier, l'Entente européenne des travailleurs.

**Christel Keiser**

## Pour la défense des systèmes de santé en Europe

L'Entente européenne des travailleurs vient d'éditer les comptes rendus complets de la rencontre de médecins hospitaliers et de syndicalistes du 31 mars à Bruxelles et de la délégation du 2 avril auprès de la Commission européenne. Ce numéro spécial publie également l'appel initial à la rencontre et le texte complet du mémorandum qui fut remis au représentant de la Commission. Il est vendu au prix de 2 euros ou 15 euros les 10 numéros (hors frais de port).

S'adresser à *Informations internationales*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

### NUMÉRO SPÉCIAL

Bulletin n° 8

## Entente européenne des travailleurs

*"Nous lançons un cri d'alarme pour la défense des systèmes de santé dans tous les pays d'Europe"*

31 mars 2007 : rencontre européenne  
2 avril 2007 : délégation auprès de la commission européenne

Informations internationales  
Entente internationale des travailleurs et des peuples  
17 et 18 avril 2007 n° 251 - 252 Plus 2 euros  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France  
Tel : (33 1) 49 91 88 28 - E-mail : [ati@ti01.aleane.com](mailto:ati@ti01.aleane.com)  
[www.ti01.com](http://www.ti01.com)

# Instabilité permanente à l'est de l'Europe et en ex-URSS

## Les masses recherchent une issue

*Par Dominique Ferré*

Une discussion s'est ouverte, à partir du Sixième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, avec des militants des pays de l'ex-URSS, de l'Europe centrale, orientale et balkanique autour de la proposition de réunir, à l'occasion du 90<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'octobre 1917, une conférence de militants et de travailleurs de ces pays en ex-URSS.

De premiers documents sont soumis à la discussion — largement cités dans cet article, ils ont été publiés dans le *Bulletin de discussion* en langue russe édité à l'initiative de militants de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Cette discussion libre s'ouvre à un moment où les pays de ce qu'il est convenu d'appeler "l'est de l'Europe" et de l'ex-URSS connaissent une accélération de la crise politique, économique et sociale ouverte depuis 1991 par l'effondrement de l'Union soviétique. Une accélération qui est commune à l'ensemble du continent sous l'égide de la politique de l'Union européenne et de Washington (*on lira dans ce numéro l'article de Christel Keiser*).

---

### HONGRIE, SERBIE, ROUMANIE, UKRAINE... LA CRISE S'ÉTEND

---

En octobre 2006, c'est en Hongrie qu'éclate une crise politique sans précédent, après la révélation des déclarations du Premier ministre, Ferenc Gyurcsany (1), affirmant : "*Nous n'avons cessé de mentir.*"

Une crise suivie de l'impasse qui se manifeste par les résultats des élections en Serbie (ex-Yougoslavie) en janvier 2007. Sur fond d'abstention massive, aucun des partis en présence n'obtient une quelconque majorité.

Puis, c'est le tour de la Roumanie : quelques semaines après son entrée officielle dans l'Union européenne, le 1<sup>er</sup> janvier 2007, président et Premier ministre s'affrontent violemment sur fond de scandales et de corruption généralisée.

---

(1) Ferenc Gyurcsany, Premier ministre de Hongrie et milliardaire mafieux, chef du "Parti socialiste hongrois" et lui-même directement issu des milieux dirigeants de la bureaucratie hongroise avant 1989.

Et c'est de nouveau l'Ukraine qui fait la "une" des médias occidentaux. Moins de deux ans après la prétendue révolution orange, la décomposition politique aux sommets met de nouveau aux prises les différents clans mafieux issus de la décomposition de la bureaucratie en 1991 : Yanoukovitch, Youchtchenko, Timochenko...

Quant à la Russie de Poutine, elle en est réduite au tableau que dresse Sergueï Markov, un proche conseiller du président russe :

*"Si, pour l'instant, l'Etat russe est incapable de recouvrer les impôts, les secteurs pétroliers et gaziers, l'extraction de l'or, du diamant et du nickel peuvent en revanche produire des recettes."*

C'est-à-dire un pays où la couche dominante est composée de mafieux se construisant des fortunes colossales en quelques mois par le bradage des ressources naturelles, tandis que des dizaines de millions de travailleurs industriels et agricoles sombrent dans la misère la plus noire (2).

---

**LES HÉRITIERS MAFIEUX  
DE LA CASTE BUREAUCRATIQUE  
PARASITAIRE  
INCAPABLES D'ASSURER  
UNE QUELCONQUE STABILITÉ**

---

Les causes profondes de cette instabilité chronique de tous les pays de l'ex-URSS et de l'est de l'Europe sont à rechercher dans les conditions dans lesquelles l'URSS s'est effondrée en 1991. Malgré le mouvement des masses, qui, de la chute du Mur de Berlin à la grève des mineurs soviétiques de l'été 1990 en passant par la révolution roumaine, ont cherché à renverser la bureaucratie, caste parasitaire, celle-ci "a été jusqu'au bout de son rôle contre-révolutionnaire" (résolution générale du Sixième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale).

"Jusqu'au bout", c'est-à-dire jusqu'à la dislocation, à la remise en cause des bases mêmes sur lesquelles l'URSS avait été constituée : l'expropriation du capital, la propriété d'Etat des moyens de production, la nationalisation des banques et le monopole du commerce extérieur.

Mais en 1991, l'effondrement de l'URSS, dont la bureaucratie est responsable (en "réintégrant" l'Union soviétique au marché mondial), se produit alors que l'impérialisme mondial est lui-même plus qu'engagé dans sa crise de décomposition généralisée. Crise dans laquelle l'effondrement de l'URSS sonne le signal d'une offensive mondiale de l'impérialisme contre toutes les conquêtes, toutes les organisations ouvrières, contre les acquis de civilisation et les nations elles-mêmes.

---

**"LA BUREAUCRATIE  
EN DÉCOMPOSITION  
N'EST QU'UNE COUCHE ANNEXE  
ET SUPPLÉMENTAIRE DE L'IMPÉRIALISME  
MONDIAL" (LA VÉRITÉ, 1991)**

---

C'est pourquoi *La Vérité* était fondée à écrire en décembre 1991 :

*"A la paupérisation vertigineuse de la population laborieuse s'oppose le train de vie luxueux d'une petite couche de margoulins et de mafieux issus de l'appareil (...)"*

Ajoutant :

*"Le caractère bourgeois de la bureaucratie se révèle aujourd'hui de façon presque caricaturale dans la manière avec laquelle elle cherche à réintégrer le giron de la bourgeoisie mondiale. Cet ultime stade de son développement ne lui fait perdre à aucun degré (au contraire) son origine et sa nature parasitaire. Elle ne peut pas même devenir une bourgeoisie croupion."*

---

(2) Nouvelle illustration du caractère purement mafieux des couches issues de la décomposition de la bureaucratie en Russie, cette information donnée par la revue juridique *Culture droit* (n° 11, avril-mai 2007) : "Des armées privées en Russie... Ce sera peut être possible dans les prochains mois. En effet, dans le but de protéger les intérêts des grandes entreprises stratégiques (...), un projet de loi soutenu par l'ensemble de la Douma vise à autoriser la création d'unités militaires privées. Travaillant en collaboration avec les services du ministère de l'Intérieur et du FSB (ex-KGB — NDLR), les agents de ces unités militaires auraient des pouvoirs accrus en matière de sécurité des activités de leur entreprise. Ainsi, ces agents seraient autorisés à porter (...) des armes qui, selon la législation russe, pourraient aller jusqu'à des armes de guerre automatiques fournies par le ministère de l'Intérieur."

*Elle n'a pas les moyens (ni l'ambition) de constituer un capital national. Même si les mafieux de l'économie parallèle injectaient leurs 150 milliards de roubles, qui, en tout état de cause, ne s'investiraient que dans les secteurs spéculatifs, la crise énorme de liquidités qui frappe de plus en plus brutalement l'économie mondiale et fonde les plans de saccage du FMI interdit tout espoir d'investissement à la hauteur d'une fraction, même modeste, des gigantesques besoins de l'économie soviétique ; il ne reste donc aux mafieux jaillis des entrailles mêmes de l'appareil qu'à compter les dividendes de leur subordination politique à l'impérialisme américain et les pourboires de la privatisation.*

*La bureaucratie en décomposition n'est qu'une couche annexe et supplétive de l'impérialisme mondial, sans aucun caractère national, une caste de margoulines, de traficoteurs, de mafieux prête à se vendre et à vendre la propriété d'Etat au plus offrant, et même à ceux qui n'offrent à peu près rien" (La Vérité, décembre 1991).*

Les héritiers mafieux des castes bureaucratiques parasitaires, n'ayant d'autre choix que de se soumettre à l'impérialisme le plus puissant, dont ils cherchent à

obtenir quelques prébendes, sont incapables d'assurer une quelconque stabilité. Ils sont au contraire un facteur de "mafiosisation" de l'ensemble du système agonissant de la propriété privée des moyens de production.

---

### LA ROUMANIE MET EN PRATIQUE LES CRITÈRES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL IMPOSÉS PAR BRUXELLES

---

Ce caractère des mafieux au pouvoir à Moscou, Kiev, Belgrade ou Bucarest leur fait accepter, bon an mal an, les diktats des institutions internationales au service de l'impérialisme. Mais la brutalité des exigences de Washington qu'expriment les institutions de l'OTAN ou de l'Union européenne exigent des mafieux l'affrontement direct avec les millions d'ouvriers et de paysans dont la survie même est remise en cause.

Dans une résolution de leur conseil général adoptée en février 2007, les militants de l'Association pour l'émancipation des travailleurs (AEM) de Roumanie, indiquent :

### **Le pablisme, la bureaucratie stalinienne et l'effondrement de l'URSS en 1991**

Le fait que la bureaucratie doit être tenue pour responsable de cet effondrement ne doit en aucun cas masquer le rôle particulier du pablisme. Car celui-ci, en usurpant le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale, ne cessa un seul instant, jusqu'à l'effondrement final de l'URSS en 1991, de prêter main-forte aux tentatives de la bureaucratie de renverser la propriété d'Etat, fidèle en cela au ralliement de Pablo, en 1950-1953, à la prétendue théorie du "socialisme dans un seul pays", lorsqu'il affirmait que la bureaucratie "réaliserait le socialisme à sa manière" pendant "des siècles de transition". Ce qui conduira les dirigeants du Secrétariat unifié à affirmer — à propos du premier secrétaire du parti de la bureaucratie soviétique (1985-1991) — que "Mikhaïl Gorbatchev porte sur la société soviétique un diagnostic que Trotsky formulait déjà dans les années 1930" (*Rouge*, n° 1331, 1<sup>er</sup> décembre 1988). Puis d'écrire que "peu de gens contesteront le fait que les entreprises soviétiques ont du personnel en surnombre et que l'efficacité économique demande une certaine redistribution, et donc une certaine mobilité de la main-d'œuvre" (*Inprecor*, 1989). Ou encore d'écrire, sous la plume du principal dirigeant du Secrétariat unifié de l'époque, Ernest Mandel, à propos de Boris Eltsine (chef de file des "réformateurs", l'aile la plus ouvertement restaurationniste de la bureaucratie soviétique) : "A l'heure actuelle, le réformateur Boris Eltsine représente la tendance qui est en faveur de la réduction de l'énorme appareil bureaucratique. Ainsi, il marche sur les traces de Trotsky" (Mandel, *Financieel-Economische Tijd*, 23 mars 1990). C'est ainsi que les dirigeants de la prétendue IV<sup>e</sup> Internationale, soutenant jusqu'au bout telle ou telle fraction de la bureaucratie (tandis que celle-ci, au compte de l'impérialisme, s'attaquait à la propriété d'Etat), bloquèrent toute issue à la recherche des masses soviétiques, polonaises, roumaines...

*“Depuis plus d’un mois, la Roumanie est membre de l’Union européenne (...). Notre pays se trouve dans une crise politique sans précédent. Le président et le Premier ministre s’accusent réciproquement de corruption et de favoritisme à l’égard de certains cercles politico-économiques (...). Nous apprenons tout cela dans des conditions où l’Union européenne, dans son dernier rapport sur le pays, parlait de pas importants faits par les autorités roumaines dans la lutte contre le phénomène de corruption. Ceux de Bruxelles ne savaient-ils pas que les hauts dignitaires de Bucarest sont liés à des intérêts économiques occultes ? Bien sûr qu’ils savaient. Tout comme ils savaient que l’argent des programmes européens de préadhésion arrivait, pour une grande partie, dans les poches de la mafia, et ils ont fermé les yeux (...). En échange, la Roumanie a été obligée d’accepter et de mettre en pratique tous les critères d’ajustement structurel imposés par Bruxelles. Le secteur minier a été liquidé, l’industrie de construction de machines et outillages a été détruite, l’extraction du pétrole a été privatisée. Les exemples de restructurations sont nombreux. Ils ont conduit à la diminution significative de l’activité économique de la Roumanie et à la réduction importante du nombre de salariés. Ainsi, on en est arrivé au départ vers l’Europe de l’Ouest de près de 2 millions de Roumains, avec des salaires de plus en plus bas et dans des conditions de plus en plus difficiles.”*

---

**“LE CENTRE INDUSTRIEL DE BRASOV  
NE SE LAISSERA PAS PÉRIR  
SANS COMBAT !”**

---

La résolution poursuit :

*« Voilà pourquoi les travailleurs de Brasov sont sortis spontanément dans la rue, espérant pouvoir encore sauver leurs emplois. Il y a d’abord eu 1 500 ouvriers de l’usine “Tracteur”, suivis, dans un geste de solidarité ouvrière exceptionnelle, de 2 000 employés de l’usine “Roulement”, qui ont montré au pays tout entier que le centre industriel que constitue Brasov ne va pas se laisser périr sans combat face aux mafieux de Bucarest. Les grèves dans l’enseignement pour des salaires décents, pour des conditions de travail civilisées, ont obligé le gouvernement à céder. Ont été obtenues des augmentations de salaires sans*

*précédent dans les dernières années, de plus de 20 %, qui ont démontré, une fois de plus, que les droits se conquièrent et se défendent seulement par la lutte. Il en a été de même dans le système de santé, où la mobilisation syndicale a conduit à l’arrêt, temporairement, du plan de la prétendue “restructuration des hôpitaux” et à d’importantes augmentations salariales pour 2007. »*

---

**300 TRAVAILLEURS HOSPITALIERS  
DE POIANA MARE (ROUMANIE)  
UNIS AVEC LEUR SYNDICAT  
CONTRE LA FERMETURE DE L’HÔPITAL**

---

La politique de privatisation-destruction imposée par Bruxelles amène les travailleurs à chercher les voies de la résistance. Et bien que, en ex-URSS comme dans l’est de l’Europe, les “syndicats” soient majoritairement des appareils mafieux héritiers des syndicats d’Etat (3), il n’empêche que les travailleurs sont, faute de mieux, parfois amenés à s’en saisir.

Dans le mémorandum qu’elle a exposé à la rencontre ouvrière européenne pour la défense des services publics de santé, une syndicaliste roumaine a ainsi expliqué :

*« La “réforme” de la santé se propose fermer des hôpitaux. Voici les déclarations de certains dirigeants syndicaux du département du Dolj, au moment où l’on a posé le problème de la fermeture de l’hôpital de Poiana Mare : “Les gens sont effrayés. Nous avons reçu des messages d’encouragement de toutes les filiales SANITAS de l’Olténie. Je peux*

---

(3) De ce point de vue, nous reviendrons prochainement sur la signification de l’annonce, faite le 19 mars 2007, de la constitution du Conseil régional pan-européen (CRPE) de la Confédération syndicale internationale, par l’association de la mal nommée Confédération européenne des syndicats (CES) et des anciens “syndicats officiels” des pays de l’ex-URSS, à commencer par la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR). FNPR dont Guy Rider, président de la CSI, s’était félicité, après le congrès de Vienne constitutif de la CSI, qu’elle représentait “la plus forte organisation en nombre de membres” adhérente à la CSI. L’union de la CES, véritable institution subsidiaire de la Commission de Bruxelles, et de la FNPR, dont les structures mafieuses sont héritées des ex-syndicats officiels soviétiques, dans le cadre de la CSI ne vise-t-elle pas à empêcher les travailleurs, d’est en ouest du continent, à disposer de leurs organisations syndicales ?

dire qu'au cours de la nuit, on a reçu des messages de menace sur les téléphones mobiles nous avertissant que si nous ne renonçons pas, on va nous tirer dessus avec des balles en caoutchouc. Ces messages ont cessé au moment où nous avons saisis la police locale", a déclaré Ileana Ionescu, la présidente de la filiale départementale Dolj de la fédération syndicale SANITAS. Selon la dirigeante syndicale des salariés de l'hôpital de neuropsychiatrie de Poiana Mare, Marcela Ticu, les 300 salariés de cette unité médicale démissionneront au cas où on ne renoncerait pas à la décision de fermer l'hôpital. »

---

### **POLOGNE : BRUXELLES EXIGE LA LIQUIDATION DE 40 % DES CHANTIERS NAVALS DE GDANSK, GDYNIA ET SZCZECIN**

---

La brutalité des diktats de l'Union européenne ne laisse pas d'autre choix. La presse a ainsi rapporté qu'en Pologne,

*"les trois principaux chantiers navals polonais pourraient se voir imposer par la Commission européenne une réduction draconienne — jusqu'à 40 % — de leurs capacités de production (...). Accepter une telle réduction entraînerait la fermeture des chantiers et la mise au chômage de 15 000 employés" (Gazeta Wyborcza, février 2007).*

Au point que le ministre de l'Economie, Wozniak, qui avait prévu de privatiser les chantiers "seulement en 2008", sommé de s'aligner, est amené à exprimer son incompréhension... Il sait que, malgré l'accord des dirigeants de Solidarnosc, les traditions de combat de la classe ouvrière polonaise restent vivantes aux chantiers navals.

*"La lettre de M<sup>me</sup> Kroes (commissaire européenne à la Concurrence — NDLR) reste largement incomprise. A quoi bon réduire les capacités quand la demande excède l'offre ? Dans les cales du mythique chantier naval de Gdansk, le syndicat Solidarité accuse Bruxelles de sabotage" (Le Monde, 10 février 2007).*

Même chose en Lettonie, où la présidente — pourtant totalement soumise à la politique de Bruxelles et Washington — est contrainte de déclarer :

*"Il y a des décisions qui continuent d'être pénibles. Ainsi, on nous annonce, du jour au lendemain, qu'il faut fermer l'industrie du sucre, qui donnait de l'emploi à des milliers de gens en Lettonie, parce qu'elle n'est pas rentable" (février 2007).*

---

### **CRISE EN UKRAINE... PRÉCÉDÉE DE LA VISITE DE LA COMMISSAIRE EUROPÉENNE FERRERO-WALDNER**

---

On ne manquera pas de constater que, quelques semaines avant que n'éclate un nouvel épisode de la crise politique en Ukraine, la commissaire européenne chargée des Relations extérieures et de la Politique de voisinage, M<sup>me</sup> Benita Ferrero-Waldner, s'est rendue à Kiev le 5 mars pour le lancement officiel des négociations en vue d'un nouvel accord renforcé.

Pour M<sup>me</sup> Ferrero-Waldner,

*"l'Ukraine a accompli des progrès remarquables en matière de réforme démocratique et économique depuis la révolution orange. La négociation de ce nouvel accord contribuera à rapprocher encore l'Ukraine et l'Union européenne. La négociation d'une zone de libre-échange approfondira notre intégration économique."*

Quelques semaines plus tard, la crise politique éclatait lorsque, au sommet, divers clans mafieux engageaient un bras de fer, chacun "mobilisant" quelques milliers de manifestants au centre de Kiev dans une succession de manifestations et de contre-manifestations.

Les grands médias ont présenté l'affaire comme l'affrontement entre factions, les unes s'appuyant sur Poutine, d'autres sur l'impérialisme américain et l'Union européenne. Ce n'est qu'un aspect de la situation.

Car personne n'a parlé des véritables raisons de l'impasse totale de ceux qui, "en haut", gouvernent ou prétendent gouverner l'Ukraine, c'est-à-dire appliquer ce que la commissaire européenne Ferrero-Waldner appelle *"des progrès remarquables en matière de réforme démocratique et économique"*.

---

### **80 % DES LOCATAIRES UKRAINIENS ONT REFUSÉ DE PAYER LES AUGMENTATIONS DE CHARGES**

---

Dans une correspondance d'Ukraine, une militante syndicaliste explique ceci :

« Aujourd'hui, le gouvernement voudrait faire payer aux locataires des charges qui devaient être multipliées par deux ou trois à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007. Mais le refus massif de payer a pris de court le gouvernement. L'écrasante majorité de la population vit dans le parc ancien non rénové. Pour certains, payer les nouveaux loyers, c'était renoncer à manger. Ce sont donc 80 % des locataires qui ont continué, après le 1<sup>er</sup> janvier, à payer à l'ancien taux, et cette résistance populaire massive a nourri une crise au sein du gouvernement. L'opposition au Premier ministre, Ianukovitch, avec à sa tête Iulia Timochenko, tente actuellement d'utiliser le mécontentement général à son profit. Elle a décidé que les conditions étaient réunies pour faire tomber le gouvernement et obtenir des élections anticipées. Au Parlement (la "Rada"), elle multiplie les scandales pour mettre à l'ordre du jour la hausse des tarifs (prenant d'assaut la tribune, plongeant l'Assemblée dans le noir en débranchant l'électricité...) et s'est engagée dans la préparation d'une "marche des mécontents" pour renverser le "gouvernement antipopulaire de Ianukovitch". Celui-ci manœuvre en recul : il a décidé de créer des "commissions pour vérifier si les augmentations étaient justifiées". L'opposition tente de réitérer l'opération de la "révolution orange", s'appuyant sur un mécontentement bien réel pour reconquérir le pouvoir, mais aujourd'hui l'expérience a déjà été faite. »

Les locataires, l'immense majorité des travailleurs ont refusé de payer, malgré les menaces du gouvernement d'expulser de leur logement les contrevenants. Parce que chacun comprend qu'il s'agit de sa survie.

---

### **L'EST DE L'EUROPE ET LES BALKANS : UN POSTE AVANCÉ DU DISPOSITIF MILITAIRE AMÉRICAIN**

---

C'est dans ces conditions que l'impérialisme américain cherche à poursuivre

dans toute l'Europe centrale et orientale ce qu'il a commencé dans les Balkans. C'est-à-dire la mise en place d'un véritable maillage de bases militaires, s'appuyant sur la dislocation généralisée des "cantons" ethniques qu'il a imposée à l'issue de la guerre de décomposition de la Fédération yougoslave.

Suite aux élections législatives en Serbie, en janvier 2007, un militant de l'Association politique ouvrière rappelait :

« Selon les chiffres provisoires de la commission électorale, 40 % des électeurs se sont abstenus et au moins 2 % ont voté blanc ou "nul". Aucun des partis politiques en présence n'est capable de former, seul, un gouvernement (c'est le cas depuis 2000), car aucun parti n'a réellement la possibilité de trouver un point d'appui dans la population. D'autre part, il faut bien comprendre que ce qu'on appelle "partis politiques" chez nous ne sont rien d'autre que les représentants de différentes cliques mafieuses, souvent issues de l'ancienne bureaucratie au pouvoir (...). Les troupes sous contrôle américain sont stationnées au Kosovo dans la base nommée "Camp Bondsteel". Vingt mille hommes, peut-être plus. C'est très certainement la plus grande base militaire américaine en dehors des Etats-Unis. 20 000 soldats, sans compter les milliers d'autres qui stationnent dans les pays voisins des Balkans, tous membres de l'OTAN, c'est bien plus qu'il n'en faut pour le contrôle militaire des Balkans. Ce qui signifie que ces troupes sont tournées aussi contre les peuples du Moyen-Orient, mais aussi contre les travailleurs et les peuples d'Europe, contre la Russie... (...). Aujourd'hui, la seule "solution" qui s'impose à tous, c'est la prétendue solution américaine, soutenue par l'Union européenne. »

---

### **LE KOSOVO : "UN FUTUR ÉTAT DONT LA SÉCURITÉ MILITAIRE SERA CONFIÉE À L'OTAN ET LES QUESTIONS CIVILES À L'UNION EUROPÉENNE"**

---

« Elle a été exposée par Veton Surroi, le directeur du journal Koha Ditore : le Kosovo devrait devenir "un futur État dont la sécurité militaire sera confiée à l'Alliance atlantique (OTAN), tandis que les questions civiles (police, justice, État

de droit) seront supervisées par l'Union européenne. Durant ces négociations, la partie kosovare a accepté des changements substantiels dans la réorganisation territoriale du Kosovo en donnant la possibilité aux Serbes de la province d'avoir leurs propres communes et d'y résider en majorité. Ils pourront décider au moyen d'un vote les questions concernant leur administration locale." *Il s'agit donc d'un "Etat" purement fantôme, lui-même divisé en "mini-cantons", de ghettos ethniques serbe, albanais, etc., sous la surveillance des bases de l'OTAN. Une véritable "féodalisation" du Kosovo et de tous les Balkans. »*

Il n'est pas inutile de rappeler ici que cette politique américaine (relayée par l'Union européenne) a été approuvée par tous, y compris ceux qui se réclament frauduleusement du trotskysme et de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ainsi, créditant le sommet des "grandes puissances" impérialistes de la capacité de "trouver une solution" favorable aux peuples, *Rouge*, l'organe des pablistes français (n° 2145, février 2006, "Kosovo : après Rugova, l'indépendance ?"), écrivait ainsi :

*"Le problème central des prochains mois sera de connaître le futur statut du Kosovo (...). Le groupe de contact (a affirmé) qu'il fallait trouver une solution en 2006 (...). Les droits des minorités sont fondamentaux et ils doivent être respectés, non seulement sur le papier, mais dans les faits. Tel est l'enjeu des négociations qui vont commencer."*

Cela après avoir revendiqué, au moment des bombardements de l'OTAN en 1999, "l'armement de l'UCK" (*Rouge*, n° 1826, 6 mai 1999). UCK dont le *Wall Street Journal* lui-même écrivit en son temps :

*"L'UCK a évolué du statut d'organisation hors la loi à celui d'allié ad hoc en Yougoslavie (...).*

*Considérée l'an dernier par les officiels occidentaux comme un groupe terroriste, l'UCK est aujourd'hui acceptée comme un partenaire de l'OTAN (...). Des sources comme Princ Dobroxi, qui se proclame le pourvoyeur de l'UCK, mais qui est aujourd'hui en prison à Prague (...). M. Dobroxi est considéré par la police tchèque comme l'un des plus grands barons du trafic d'héroïne d'Europe" (Wall Street Journal, 20 mai 1999).*

---

### À PÉCS (HONGRIE), 92 % DES VOTANTS REFUSENT PAR RÉFÉRENDUM L'INSTALLATION D'UN RADAR DE L'OTAN

---

Il ne s'agit désormais plus seulement des Balkans. On se rappelle qu'un des préalables à l'entrée des pays de l'est de l'Europe (Hongrie, République tchèque...) dans l'Union européenne était l'adhésion à l'OTAN. Ce qui a permis au gouvernement américain de s'installer militairement, non seulement dans les Balkans, mais dans tous les pays d'Europe centrale et de l'Est.

Quelques semaines après que 200 000 travailleurs et jeunes italiens se sont dressés contre l'extension, approuvée par le gouvernement Prodi, de la base militaire américaine de Vicenza, c'est au tour des travailleurs et jeunes tchèques et polonais de protester contre la volonté américaine d'établir une base radar en République tchèque et une base de missiles en Pologne. En Hongrie également, il est question d'établir une base radar de l'OTAN à Pécs, grande ville universitaire et industrielle du sud du pays...

Les habitants de Pécs devaient se prononcer par référendum "pour" ou "contre" la base, dimanche 4 mars. Le gouvernement de Ferenc Gyurcsány (4) avait établi ses propres "règles". Si moins de 50 % des électeurs se déplacent, décréta le gouvernement, on considérera que la population est d'accord pour construire la base militaire ! Tout fut donc fait pour que le taux de participation soit le plus faible possible...

Malgré cela, dimanche 4 mars, 34 % des électeurs se sont déplacés pour aller voter. 92 % ont dit non à la base de radars de l'OTAN (8 % l'acceptant). 8 % de 34 %, cela signifie que seulement 3 % des habitants de Pécs ont donné leur accord à la construction d'une telle base, 97 % de la population ne donnant pas son accord. Et le gouvernement du "socialiste" Gyurcsány décréta que la population de Pécs avait accepté l'installation d'une base militaire !

---

(4) Voir note 1.

---

## OUVRONS LA DISCUSSION !

---

Les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale n'ont pas d'intérêts distincts de ceux des locataires de Kiev ou de Perm qui refusent de payer les augmentations de charges, des syndicalistes roumains qui se dressent contre la destruction de leurs hôpitaux, des ouvriers des chantiers navals polonais ou des manifestants de Prague et d'Ostrava qui s'opposent aux bases militaires américaines.

C'est pourquoi ils proposent que se réunisse une conférence de militants des pays de l'ex-URSS et des pays de l'Europe centrale, orientale et balkanique (5), pour qu'une discussion libre entre militants permette de dégager les axes sur lesquels il est possible d'aider les travailleurs et les jeunes de cette partie de l'Europe à prendre leurs propres affaires en main, comme les ouvriers et les paysans de l'empire tsariste l'avaient fait voilà 90 ans.

Bien entendu, il ne peut y avoir de question tabou dans une discussion libre, ni d'anathème. Il s'agit de discuter des positions des uns et des autres sur la base des faits, afin d'éclairer les militants, les travailleurs et les jeunes qui cherchent une issue. Ainsi, à la lumière des développements en cours dans les nouveaux pays membres de l'Union européenne, il sera nécessaire de tirer le bilan de "l'élargissement vers l'est" de l'Union européenne et de ceux qui, comme le Secrétariat unifié, l'ont soutenu (voir encadré).

L'intégration des mafieux issus de la bureaucratie de l'est de l'Europe à l'Union européenne est un facteur supplémentaire de pourrissement du système de la propriété privée à "l'ouest" (et de ses institutions de Bruxelles), en même temps que les diktats meurtriers de l'Union européenne accélèrent l'offensive de démantèlement de la classe ouvrière et des nations "à l'est" comme ils le font à l'ouest. Mais les grèves sporadiques qui éclatent, les regroupements qui se cherchent indiquent que la classe ouvrière, en Europe orientale, centrale et balkanique et en ex-URSS, pas plus qu'à l'ouest du Vieux Continent, n'a dit son dernier mot.

Tel est le sens de la préparation de cette conférence, dans laquelle les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale proposent aux militants de l'ex-URSS et des pays de l'est de l'Europe de discuter à égalité.

**Dominique Ferré**

---

(5) Ce qui intègre, bien évidemment, les militants qui interviennent dans la partie orientale de l'Allemagne, dans laquelle, comme le rappelait un camarade allemand lors du Sixième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale : « Si l'on prend la question de la RDA, il est clair que si les capitalistes avaient une perspective à donner à la partie orientale de l'Allemagne, ils l'auraient démontré ces quinze dernières années. Après la chute du régime de RDA, toutes les entreprises publiques ont été mises entre les mains d'une société fiduciaire, la Treuhand. Les biens concentrés entre les mains de la Treuhand ont été estimés à 800 milliards de marks. Il y a eu, après la privatisation, un bilan financier. Celui-ci a fait état d'un déficit de 250 milliards de marks. On peut imaginer comment cela s'est déroulé. Concrètement, il ne reste aujourd'hui que 10 % de l'industrie. »

### **Le Secrétariat unifié pabliste et l'élargissement de l'Union européenne**

Catherine Samary, une des principales dirigeantes du SU, écrivait le 3 octobre 2002 : « Certains courants de gauche préconisent de s'opposer à l'élargissement de l'Union européenne tant qu'on n'aura pas changé la nature de celle-ci, tant qu'on ne l'aura pas démocratisée et rendue plus sociale. Bref, d'abord on consolide, et puis on s'élargit (...). (Mais) ceux qui feront obstacle à une adhésion souhaitée (à tort ou à raison) seront inévitablement perçus comme ceux qui veulent construire une "Europe des riches", dresser une "forteresse Europe"... Il est donc essentiel de mener de front plusieurs batailles — (parmi lesquelles) celle de la solidarité et de l'élargissement coopératif, qui implique aussi de défendre le droit d'adhésion des pays qui le souhaitent —, mais alors montrer que, si l'UE telle qu'elle est conçue est incapable d'accueillir les pays qui le demandent, il faut, avec eux, changer d'Union... »

# France : six mois de combat

Par Sabine Hans

A la veille du premier tour de l'élection présidentielle en France, le quotidien *Le Monde* (édition du 21 avril 2007) publie une chronique intitulée "Adieu au monde ancien" :

*"Un nouveau monde se découvrira le soir du dimanche 22 avril. L'après-premier tour sera très différent de l'avant. Le moment est venu de jeter un dernier regard sur l'ancien monde.*

*Dans l'ancien monde, il y a douze candidats (...).*

***Une sorte d'égalitarisme démocratique juge normal que toutes les personnes ayant rempli les conditions pour concourir aient la même visibilité, non seulement dans les émissions de la campagne officielle, mais sur l'ensemble du temps d'antenne des chaînes de télévision et des stations de radio (...).***

***Dans une sorte d'idéal de démocratie abstrait, le citoyen se dit qu'il peut enfin faire son choix lui-même (...).***

*S'il veut accorder autant d'attention à José Bové ou à Gérard Schivardi qu'à Ségolène Royal, c'est son droit. Naturellement, la vérité est que le citoyen libre, responsable et autonome prête l'oreille quand Royal parle, écoute un peu Bové (vedette médiatique s'il en est) et zappe très vite quand arrive Schivardi (...)" (c'est nous qui soulignons — NDLR).*

Au-delà de l'ironie condescendante, ce qui est souligné ici, c'est que, dans les semaines qui suivront immédiatement l'élection présidentielle, il s'agira d'en finir avec un "ancien monde" encore marqué par un reste de démocratie, même déformée (1). Et, en particulier, le 7 mai sera le point de départ d'une offensive

accrue pour détruire les partis et les organisations syndicales comme formes d'organisation de la classe ouvrière, au sein même de la démocratie bourgeoise.

Dans le cadre de la campagne électorale, plusieurs éléments en ce sens étaient apparus dès ses débuts.

Dans des notes politiques présentées en janvier 2007 devant le plénum de direction du Courant communiste internationaliste, on pouvait lire :

*« 1. Le PT doit s'affirmer dans les élections, d'une part, comme parti assumant la mise en œuvre de la défense de la démocratie sociale, d'autre part, pour la défense de la démocratie politique, en assumant, contre l'Union européenne, la défense des partis et des syndicats indépendants menacés (collectifs antilibéraux, dialogue social, CSI).*

*Ainsi, concernant les partis, on lit dans Libération, le 21 décembre, cette définition des collectifs antilibéraux énoncée par l'ex-secrétaire fédérale PCF de Haute-Garonne, Nathalie Stoll : "Pour se réinventer, il faut sortir des cadres. Nous avons atteint les limites historiques de la notion de parti, au PCF comme à la LCR. Nous évoluerons en faisant de la politique une affaire citoyenne."*

(1) Nous avons caractérisé les institutions de la V<sup>e</sup> République comme instituant un "bonapartisme bâtard inachevé", car si elles ont vocation (bonapartisme) à intégrer les organisations ouvrières et nier la lutte des classes, cette vocation a jusqu'ici été contrecarrée, freinée par les processus de résistance de la classe, y compris au sein des organisations. Il s'agit désormais de surmonter ce caractère inachevé pour liquider ce qui reste de démocratie sociale et politique.

2. Cette déclaration indique clairement ce qu'est en définitive la place des collectifs antilibéraux. Combattre cette politique nécessite l'affermissement des règles de construction et d'organisation sur l'objectif des 500 maires, c'est-à-dire la mise en œuvre du Parti des travailleurs comme organisation **nationale**.

D'où la mise en œuvre d'une véritable politique nationale d'organisation, sans laquelle nous n'atteindrons pas les 500 signatures de maires, avec pour conséquence de dresser un obstacle à l'objectif de la défense de la démocratie politique (dans laquelle s'intègre la défense de la démocratie sociale).

3. Il s'agit, dans ce combat politique, de nous renforcer organisationnellement, de créer les conditions de la mise en œuvre d'une politique d'ensemble (front unique) contre l'ordre corporatiste. Il s'agit de la défense du parti ouvrier indépendant que construit le Parti des travailleurs, menacé avant même tous les autres par ceux qui veulent voir atteintes "les limites historiques de la notion de parti". »

Pour les tenants du régime de la propriété privée des moyens de production aiguillonnés par l'Union européenne, il s'agit clairement, au lendemain des élections, de franchir un nouveau cap dans une politique de destruction des acquis et des droits collectifs de la classe ouvrière, ce qui nécessite de tenter de lui retirer sa seule arme : l'organisation.

Il n'y a rien de plus important pour la classe ouvrière que son organisation, donc la possibilité de s'organiser pour défendre ses intérêts propres, et la défense de l'existence et l'indépendance des organisations qu'elle a constituées pour combattre pour son émancipation, celle de l'humanité.

---

## DÉMOCRATIE SOCIALE, DÉMOCRATIE POLITIQUE

---

En ce sens, démocratie sociale (garanties collectives, partis, syndicats) et démocratie politique (liberté d'association et d'expression) sont indissolublement liées, et deux siècles de lutte des classes en France en attestent.

Pour ne prendre que cet exemple, la classe ouvrière française a arraché à la bourgeoisie l'interdiction du travail des enfants et du travail de nuit des femmes dans l'industrie, dans le mouvement même où elle arrachait la liberté d'association et d'expression, et constituait ses propres organisations politiques et syndicales, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Dès l'origine, la bourgeoisie considère le moindre de ces acquis incompatible avec son droit naturel à réaliser du profit, donc à extorquer la plus-value. Sous des formes qui ont varié au cours des décennies, elle a repris l'antienne selon laquelle "les charges étouffent les entreprises", "les rigidités entravent la compétitivité et sont la source des misères ouvrières", etc.

Aujourd'hui, en France comme dans toute l'Europe, l'instrument de la bourgeoisie pour remettre en cause ce qu'elle nomme "rigidités et archaïsmes" (ce que le mouvement ouvrier a toujours appelé conquêtes ouvrières, garanties collectives, Code du travail), est l'Union européenne.

L'article de Christel Keiser revient sur l'origine et les conditions de la "construction européenne" : il s'agissait depuis l'origine d'entraver le mouvement révolutionnaire des masses.

Quelle est la conséquence pratique de cet échafaudage pour les peuples d'Europe, pour les classes ouvrières dans chaque pays ? Hans Tietmayer (2) le martelait lors de la signature du traité de Maastricht : les bourgeoisies nationales n'ont plus qu'une variable d'ajustement pour tenter encore de tirer leur épingle du jeu : la valeur de la force de travail.

Il leur faut donc, et c'est l'objet de la moindre injonction, recommandation ou directive émanant de la Commission de Bruxelles, abaisser et abaisser encore cette valeur.

La valeur de la force de travail est constituée de tout ce qui permet au travailleur d'entretenir et renouveler sa force de travail, sa capacité à produire de la plus-value. Toute la contradiction dans laquelle se débat le régime pourrissant de la propriété privée des moyens de produc-

(2) Ancien président de la banque centrale d'Allemagne.

tion tient dans ce fait : pour dégager du profit, le capitaliste doit extorquer de la plus-value aux salariés ; pour cela, il doit avoir des salariés ; or la destruction en masse des forces productives est aujourd'hui, d'abord et avant tout, destruction de la force de travail (par les licenciements, le chômage de masse)... sans laquelle point de plus-value. Donc, taper sur la valeur de cette force, l'abaisser sans cesse, pour, malgré la réduction de la masse sur laquelle jouer, en tirer toujours la plus-value.

En France, du fait de l'histoire et des développements de la lutte des classes, cette valeur intègre la Sécurité sociale, les régimes de retraite et de protection de la maternité, les services publics, l'accès de toute la population à l'électricité, à l'eau, les hôpitaux publics, l'instruction publique, etc., tout cela contenu, jusqu'à une quinzaine d'années, dans le minimum salarial qu'était le SMIC.

La lutte incessante de la bourgeoisie pour abaisser la valeur de la force de travail s'est traduite par la multiplication de contrats précaires divers et variés, et la pulvérisation du SMIC ; le "minimum de référence" aujourd'hui est le revenu minimum d'insertion (RMI), soit 400 euros par mois pour une personne seule. Qui peut prétendre qu'il est possible de vivre, tout simplement, avec 400 euros par mois ?

Directive après directive, contre-réforme après contre-réforme, c'est tout l'édifice construit par plus de deux siècles de lutte de la classe ouvrière, dans le cadre de la nation constituée par la Révolution française, qui est aujourd'hui remis en cause ; les cadres dans lesquels ces conquêtes avaient pu être gagnées, organisées et préservées jusqu'ici (les communes, les cantons, les départements et la nation elle-même ; la liberté d'organisation, la laïcité, l'unité et l'indivisibilité de la République) doivent être détruits aussi ; de même, les organisations édifiées par les travailleurs pour gagner et gérer ces acquis : les organisations syndicales confédérées, les partis politiques eux-mêmes deviennent insupportables au régime de la propriété privée des moyens de production.

La classe ouvrière, qui est la classe opprimée, celle qui n'a entre ses mains aucune arme hormis l'organisation, est

celle qui a le plus grand besoin de l'existence de la démocratie politique, c'est-à-dire de toutes les libertés dont les opprimés peuvent se saisir pour s'organiser pour défendre leurs intérêts.

De ce point de vue, la classe ouvrière, parce qu'elle a besoin de démocratie politique, a besoin de la rupture avec l'Union européenne.

Les processus en cours dans la classe ouvrière, la multiplication des grèves revendicatives et la jonction politique qui a commencé à se réaliser entre une couche importante d'élus et de militants ouvriers ont conduit la direction de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale à considérer que la situation rend nécessaire et possible de jeter les bases d'un nouveau pas en avant dans la construction d'un parti ouvrier. Cette question est posée au cœur de toute la situation.

---

## JETER LES BASES D'UN PARTI OUVRIER

---

C'est le sens de l'appel lancé en commun à la veille du premier tour par Gérard Schivardi, maire et candidat à l'élection présidentielle soutenu par le Parti des travailleurs, sur la ligne de la rupture avec l'Union européenne, et par Daniel Gluckstein, secrétaire national du Parti des travailleurs (dans lequel les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale sont organisés en Courant communiste internationaliste) : *"L'heure n'est-elle pas venue d'aller plus loin ensemble ?"*, *"Pouvons-nous regrouper durablement en un authentique parti ouvrier ?"*

Et, considérant que, *"dans un système capitaliste fondé sur l'exploitation, les travailleurs ont le droit imprescriptible de disposer d'organisations indépendantes pour défendre leurs intérêts particuliers"*, les deux signataires de cet appel proposent de constituer *"un comité provisoire pour un parti ouvrier"* pour organiser la discussion sur ces questions entre tous ceux, maires, militants ouvriers, qui partagent cet objectif.

---

## L'AGENDA DU PROCHAIN GOUVERNEMENT EST DÉJÀ ÉCRIT

---

L'agenda du prochain gouvernement — répétons-le, quel que soit le président — est déjà écrit par le Fonds monétaire international :

« L'élection présidentielle en France va peut-être apporter un changement bienvenu dans la gestion de l'économie française », a déclaré le directeur des affaires européennes au Fonds monétaire international (FMI). « Tout le monde attend l'issue de cette élection en France. Partout où je vais, elle suscite beaucoup d'intérêt », a déclaré Michael Deppler lors d'une conférence de presse sur les perspectives économiques de l'Europe.

« Ils ont de nouveaux acteurs et j'espère que cela s'accompagnera d'un nouveau départ pour les politiques menées par la France », a-t-il ajouté, répondant à une question sur l'élection.

*Le FMI est notamment favorable à une réduction de la protection dont jouissent les salariés en arguant qu'une plus grande facilité à licencier rendrait les entreprises plus enclines à embaucher »* (dépêche Reuters, 14 avril 2007).

Et par l'Union européenne :

« Le commissaire européen aux Affaires sociales, Vladimir Spidla, a indiqué vendredi qu'il souhaitait définir d'ici à la fin de l'année (souligné par nous — NDLR) « des principes communs » de « flexicurité », ce modèle social, développé en Europe du Nord, associant flexibilité et sécurité de l'emploi (...).

« Les marchés du travail de l'Union européenne doivent être compatibles et pouvoir collaborer », a-t-il déclaré lors d'un débat à Bruxelles réunissant plus de 400 représentants de salariés, d'employeurs et d'ONG (...).

Pour M. Spidla, « l'Europe doit mettre à profit la conjoncture favorable (au niveau) de l'emploi pour pousser plus avant les réformes structurelles de nos marchés du travail » (...) » (*Le Monde*, 20 avril 2007).

La racine de la situation chaotique qui ne manquera pas de s'ouvrir après l'élection présidentielle tient dans ce simple fait : tous les processus en cours dans la classe ouvrière, appuyés sur la mémoire

des mobilisations contre la contre-réforme des retraites en 2003, celle de millions mobilisés contre le contrat première embauche il y a tout juste un an, processus qui ont trouvé une expression politique dans le vote non au projet de traité constitutionnel le 29 mai 2005, tous ces processus sont tellement contradictoires aux coups qu'il est nécessaire de porter immédiatement à la classe ouvrière qu'il convient désormais de recourir à des moyens extraordinaires pour faire refluer ce mouvement des masses qu'il n'a pas été possible de contraindre totalement par des moyens « normaux » (ainsi, l'appareil dirigeant la confédération CGT, qui prônait le oui au traité constitutionnel, a été mis en minorité lors du comité confédéral national qu'il avait réuni sur cette question). Donc aller jusqu'au bout de la caporalisation (l'intégration-destruction) des organisations de la classe ouvrière, de ses syndicats, des partis qui, même de manière déformée, ont un lien avec le mouvement ouvrier.

Cela pose donc, plus que jamais, la question d'un parti pour aider la classe à y voir clair, à réaliser son unité, préserver ses organisations syndicales et ouvrir une issue.

Cela permet également d'éclairer rétrospectivement les multiples offensives auxquelles a été confrontée, au cours des derniers mois, la candidature de Gérard Schivardi, maire d'une petite commune de 373 habitants, candidature soutenue par le Parti des travailleurs dans l'élection présidentielle : il fallait interdire l'expression d'une politique indépendante, concentrée dans le mot d'ordre de « *Rupture avec l'Union européenne* ».

---

## DANS CETTE SITUATION, QUELLE ORIENTATION METTRE EN ŒUVRE ?

---

Le Manifeste du Parti communiste souligne :

*« Les communistes n'ont pas d'intérêt distinct de ceux du prolétariat dans son ensemble. Ils ont sur le prolétariat l'avantage d'une compréhension claire du processus dans son ensemble. »*

*“Les conceptions théoriques des communistes ne sont pas le produit de l’imagination ; elles ne sont que l’expression générale des conditions réelles d’une lutte des classes existante, d’un mouvement historique qui s’opère sous nos yeux.”*

La section française de la IV<sup>e</sup> Internationale a défini son orientation à partir de la situation concrète des travailleurs et des peuples en Europe : quelles que soient les difficultés, quels que soient les obstacles dressés, la classe ouvrière n’est pas défaits et cherche à se frayer sa voie.

En France, cela a occasionné plusieurs “séismes” traumatisant les dirigeants de la bourgeoisie mondiale et européenne dans la dernière période.

Chaque fois, une combativité et une abnégation sans défaut des travailleurs et de la jeunesse, saisissant leurs organisations traditionnelles pour qu’elles portent leurs revendications et leur mobilisation au degré supérieur et à la victoire.

Chaque fois aussi, toutes les forces se sont ligüées pour empêcher la réalisation de cette étape supérieure : la grève générale...

---

## UNE SITUATION QUI CONTINUE DE HANTER LES MILIEUX DIRIGEANTS

---

Bien que tout ait été fait dans la campagne électorale présidentielle (en cours au moment où ces lignes sont écrites) pour escamoter cette question de l’Europe, des questions angoissées persistent : *“Pourquoi les Français craignent-ils tant la mondialisation ?”*, s’interroge Elvire Fabry, directeur Europe-International de la Fondation pour l’innovation politique (*Le Figaro*, 22 mars 2007), appelant de ses vœux *“une prise en main volontariste par tous les acteurs économiques, sociaux et politiques”*.

Une bonne gouvernance pour un peuple réfractaire, en quelque sorte...

Charles Wyplosz, quant à lui (professeur à l’Institut universitaire des hautes

études internationales, à Genève, et expert auprès du FMI, de la Banque mondiale et du Parlement européen), dresse pour la France

*“le tableau déprimant des difficultés de la France à accepter l’évidence : l’économie de marché est ce qu’on a trouvé de mieux pour assurer la prospérité (...).*

*Personne n’imagine le marché sans règles et sans services publics. Mais ces règles, qui, entre autres, touchent à l’organisation du marché du travail et à la fiscalité, ne sont pas naturelles. Résultat des hasards de l’histoire et de valeurs culturelles en évolution constante, elles diffèrent profondément d’un pays à l’autre.*

*C’est pour cela que l’indispensable encadrement social des règles du marché doit être avant tout mis en place au niveau national, contrairement au marché qui fonctionne spontanément au niveau international”* ([www.telos-eu.com](http://www.telos-eu.com), le 6 avril 2007).

Incompréhensibles Français, qui se cramponnent aux services publics, à la Sécurité sociale, et, pour les défendre, aux organisations ouvrières et à la lutte de classe !

Mais, nous l’avons vu, la “feuille de route” est toute tracée pour le prochain gouvernement, quel que soit le président élu.

---

## OPÉRER UN REGROUPEMENT DE FRONT UNIQUE

---

Plus urgent que jamais, donc, le combat pour aider à réaliser le regroupement politique le plus large, sur le terrain de la reconnaissance de la lutte des classes, de l’existence d’intérêts différents et irréconciliables entre exploités et exploités, donc de la nécessité d’organisations indépendantes.

C’est pourquoi, dès juin 2006, une lettre *“Aux maires de France”*, signée conjointement par 16 élus et syndicalistes et par le secrétaire national du Parti des travailleurs, ouvrait la perspective, pour l’élection présidentielle, d’un candidat qui porte l’exigence de rupture avec l’Union européenne.

Cette lettre ouvrait une discussion :

*“Il ne s’agit pas d’une proposition à prendre ou à laisser”, “tout candidat qui s’engagerait à faire un pas sur la voie de la rupture avec le carcan du traité de Maastricht aurait notre soutien”.*

Démarche de front unique qui part des conditions concrètes d’existence et de combat de la classe.

Aucun candidat à l’élection présidentielle n’a répondu favorablement à cette lettre, qui a été signée par plus de 480 maires dans tout le pays durant l’été et le début de l’automne 2006. Alors, 40 maires se sont réunis le 18 novembre 2006, à l’issue d’une manifestation nationale qui a rassemblé 15 000 participants, sur les mots d’ordre de *“Défense des 36 000 communes, défense des services publics, défense de la laïcité, reconquête de la démocratie, rupture avec Maastricht et l’Union européenne”* ; sur mandat de 350 collègues, ces maires ont désigné l’un d’entre eux, Gérard Schivardi, pour être porteur de ce mandat. Celui-ci, ancien membre du Parti socialiste désormais sans appartenance politique, demande au secrétaire national du Parti des travailleurs d’être directeur de sa campagne. Il souligne ainsi l’unité des problèmes posés : démocratie politique et démocratie sociale sont liées et doivent pouvoir être défendues et reconquises ensemble. Cela se traduit dans l’intitulé de la candidature, annoncée à la presse immédiatement : *“Candidat des maires soutenu par le Parti des travailleurs.”*

---

### PLUS DE 11 000 MAIRES RENCONTRÉS

---

S’engagent alors les visites pour discuter avec les maires de milliers de communes de France pour obtenir les 500 “parrainages” officiels nécessaires à la candidature effective. Le silence médiatique est total sur cette candidature et les pressions de toutes sortes s’exercent sur les maires pour qu’ils refusent d’accorder leur parrainage : menaces aux subventions, appels insistants de responsables des formations politiques institutionnelles, circulaires, réunions organisées par les préfets, etc. Du jamais vu.

Au total, plus de 11 000 maires ont été rencontrés par les militants du Parti des travailleurs entre le 18 novembre 2006 et fin janvier 2007, date du XV<sup>e</sup> Congrès national du PT.

Il convient d’ailleurs de préciser comment, dans le déroulement même de cette campagne, la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale et le Parti des travailleurs lui-même ont mesuré (et permis en même temps) la profondeur de la relation qui se nouait entre les maires et les militants ouvriers qui venaient discuter avec eux.

L’orientation claire (délimitation politique et perspective pour une issue à la crise, libre discussion) d’un parti ouvrier en construction est entrée en relation avec une révolte en profondeur de toute une couche d’élus qui se considèrent comme représentants-responsables de leurs administrés, laquelle révolte s’était notamment exprimée dans le congrès de l’Association des maires de France, en novembre 2006 : véritable insurrection contre un article de loi imposant aux communes de financer les écoles privées (en majorité confessionnelles) au moment où les écoles publiques sont fermées à tour de bras pour respecter les “critères de convergence” et réduire la dépense publique.

La compréhension de cette situation (et des possibilités qu’elle ouvre pour un regroupement de front unique élargi) a été le produit de la discussion collective des militants, impulsée par la direction du parti, sur la base des comptes rendus de discussions avec les maires et avec les adhérents du Parti des travailleurs.

Armer les militants pour leur permettre de porter la politique de leur parti et être eux-mêmes des organisateurs : cela exige à un haut degré la mise en œuvre de la démocratie ouvrière dans le parti et sa constitution comme un parti national.

En janvier 2007, le Courant communiste internationaliste (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) a soumis une contribution au XV<sup>e</sup> Congrès du Parti des travailleurs, qui souligne :

*“Rappelons ce qui est certain : nous n’aurons personne, pas une formation politique, bien au contraire, pour nous aider en quoi que ce soit. Bien au contraire. Pour la LCR, LO, la question*

*est celle-ci : est-ce que les formations politiques officielles, PS et Sarkozy, auront intérêt à leur présentation ?*

Profondément juste, comme l'ont démontré les faits ultérieurs. Et notamment ceci : le 5 mars, le ministre de l'Intérieur énonce les noms des candidats "incon-tournables" :

*"Je me battraï pour que Besancenot (candidat de la LCR, membre du Secrétariat unifié — NDLR) (...) puisse défendre ses idées."*

A cette date, les militants du Parti des travailleurs, le comité de soutien de Gérard Schivardi ont d'ores et déjà recueilli plus de 450 signatures officielles, dans le plus grand silence institutionnel. Très souvent, l'accord s'est fait sur la nécessité de rompre avec l'Union européenne, c'est-à-dire sur la recherche d'une issue à cette situation.

---

## UNE CANDIDATURE QUI NE DEVAIT PAS EXISTER

---

La contribution présentée par le CCI au XV<sup>e</sup> Congrès du Parti des travailleurs poursuit :

*"Pour nous, les formations officielles ne se posent pas de question : nous ne devons pas passer."*

En effet, une question **ne devait pas** être posée dans cette élection : celle de la rupture avec l'Union européenne. Et c'est un fait : aucun candidat officiel ou putatif à l'élection présidentielle n'aborde cette question. L'examen rapide des positions des uns et des autres concernant l'Union européenne est éclairant (extraits du *Monde*, 14 avril 2007) :

— Ségolène Royal (Parti socialiste, "gauche") : elle « respecterait la promesse du PS de soumettre à référendum un nouveau traité européen (...), elle déclare vouloir faire "l'Europe par la preuve" en obtenant des engagements sur la stratégie sociale de l'Union européenne et ses politiques d'avenir ».

— Nicolas Sarkozy (Union de la majorité présidentielle, "droite") : "Il a annoncé que, s'il était élu, il se rendrait à

*Bruxelles et à Berlin pour ouvrir les négociations sur le nouveau traité."*

— Marie-Georges Buffet (Parti communiste français, "gauche antilibérale") "prône le changement du rôle et des missions de la Banque centrale européenne, qui serait placée sous le contrôle du Parlement européen (...)".

Une grande unité pour ne pas briser le cadre d'ensemble, donc. Dans ce cadre, aucune place pour une politique indépendante, qui se situe sur le terrain des besoins vitaux de l'immense majorité et sur le terrain de la démocratie.

Les 9 et 10 mars, des assemblées du Parti des travailleurs sont organisées, dans lesquelles sont annoncés les résultats de cette campagne à tous les adhérents : 532 signatures ont été déposées auprès du Conseil constitutionnel. Le 9 mars au soir, une dépêche de presse (AFP) fournit un état des parrainages déposés. Neuf candidats sont signalés à l'approche de la barre des 500 signatures, puis cette phrase : "G. Schivardi (soutenu par le Parti des travailleurs) est sur le point d'annoncer qu'il a obtenu ses 500 parrainages."

Dans l'assemblée organisée à Paris, le secrétaire national du PT, qui cite cette dépêche, relève :

*"C'est effectivement l'existence d'un parti ouvrier indépendant comme le nôtre, regroupé librement sur la base d'une plate-forme d'action politique, qui rend possible ce qui, pour d'autres, apparaît comme extrêmement difficile."*

Et il précise :

*"Que signifient ces 532 signatures ? Elles sont d'abord l'expression d'un mouvement en profondeur (...), d'une recherche en profondeur parmi cette couche de la population (...). Bien sûr, il y a ce que nous avons fait pour surmonter les obstacles, et qui est extrêmement important, mais (...) nous ne serions pas parvenus à ce résultat s'il n'y avait pas eu jonction entre notre activité et ce mouvement de recherche de millions et de millions qui disent : nous ne voulons pas mourir ! (...) La situation des travailleurs, des jeunes, non seulement dans notre pays mais à l'échelle internationale, est chaque jour plus difficile (...). Situation qui relève de la décomposition d'un régime social condamné, à l'agonie, mais qui pose, en France comme dans*

*tous les pays, pour la classe ouvrière, le problème des obstacles dressés par les directions, qui pose pour toute la classe ouvrière le problème du parti ouvrier indépendant.”*

---

## DES FAITS SANS PRÉCÉDENT

---

Depuis le 18 novembre 2006, nous l'avons indiqué, Gérard Schivardi s'est présenté publiquement comme *“candidat des maires soutenu par le Parti des travailleurs”*. Aucune prétention hégémonique dans cet intitulé, mais la volonté d'exprimer le mandat confié par des centaines de maires pour défendre les communes, les services publics, etc.

Le 19 mars, le Conseil constitutionnel, l'une des plus hautes juridictions françaises, proclame la liste des douze candidats ayant réuni les 500 parrainages exigés. Parmi eux, Gérard Schivardi.

Le 19 mars encore, le représentant du candidat dépose auprès de l'imprimeur et de la Commission nationale de contrôle de la campagne électorale en vue de l'élection présidentielle (CNCCEP) le texte de la profession de foi rédigée le 18 mars lors d'une réunion nationale de maires, ainsi que l'affiche officielle. Il faut avoir imprimé 42 millions de professions de foi et des centaines de milliers d'affiches avant le 10 avril.

Alors s'engage une offensive sans précédent.

Le mercredi 21 mars, le président et le secrétaire général de l'Association des maires de France (respectivement membres des partis de Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal), sans consultation ni mandat du bureau de l'association, engage une polémique contre la candidature de Gérard Schivardi, exigeant qu'il supprime *« toute référence à l'expression “le candidat des maires” dans ses documents électoraux »*.

Le lendemain, jeudi 22 mars, le rapporteur chargé de présenter et soumettre le matériel officiel de campagne de Gérard Schivardi à la CNCCEP confirme au représentant du candidat que ledit matériel *“ne méconnaît aucun principe constitu-*

*tionnel”*. Et, concernant la polémique ouverte par les responsables de l'AMF, il indique :

*« Une interrogation est apparue, à la suite d'un communiqué de l'Association des maires de France (AMF), sur la possibilité, pour M. Schivardi, de faire usage de la mention “candidat des maires soutenu par le Parti des travailleurs”. Le soutien du PT étant ici hors de cause, c'est la qualité de “candidat des maires” qui est contestée par l'AMF. Sous réserve de l'appréciation de la commission et, le cas échéant, des juridictions compétentes, il me semble que la notion de “candidat des maires” ne saurait être répudiée au seul motif que l'AMF n'a donné son aval à aucun candidat.*

*Cette association, sauf information contraire, ne dispose pas d'un monopole en matière de représentation des maires et ne devrait pas en conséquence être en mesure d'empêcher un candidat, qui est au demeurant lui-même maire et qui aurait reçu l'appui de 300 maires, dont un certain nombre figureraient dans son comité de soutien, de se prévaloir de cette appellation. »*

Juridiquement, donc, l'exigence de l'AMF n'a aucun fondement et ne devrait connaître aucune suite. C'est sans compter sur la nécessité de faire taire toute voix indépendante, comme le montre la suite.

Le 29 mars en effet, la CNCCEP se réunit et, **fait absolument sans précédent**, décide de ne pas suivre l'avis du rapporteur chargé du dossier de Gérard Schivardi et invalide le matériel officiel présenté. 25 millions de professions de foi et 180 000 affiches ont déjà été imprimées. Ce rejet représente un coût de 320 000 euros !

Coïncidence ? Le 26 mars, l'AMF avait annoncé le dépôt d'*“une plainte en justice”* contre Gérard Schivardi, selon une dépêche de l'AFP.

Il faut préciser le fond. Aucune base juridique ne peut être retenue pour l'invalidation du matériel électoral.

Pourtant, selon le document transmis par la commission électorale,

*« ces deux documents (...) présentent M. Gérard Schivardi comme le “candidat des maires”. Une telle expression révèle une appropriation par le candidat d'un soutien de la généralité des maires des communes de France. »*

Une décision qui condamne à détruire les millions de documents d'ores et déjà imprimés.

Compte tenu de l'absence de papier (obligatoirement recyclé) en cette période électorale surchargée, des délais d'impression et d'acheminement du matériel auprès de plus de 40 millions d'électeurs, une question est posée : s'agit-il d'interdire purement et simplement l'expression d'un candidat qui se prononce clairement pour la rupture avec l'Union européenne ? S'agit-il d'étouffer une voix indépendante ?

Parce que cette politique doit néanmoins être portée à des millions de citoyens, il est décidé de reformuler les documents en suivant les demandes de la CNCCEP et de tout mettre en œuvre pour réimprimer le matériel électoral. C'est chose faite, et validée par la CNCCEP (réunie en session extraordinaire) le 30 mars.

En conclusion de cette affaire, la profession de foi et l'affiche électorale indiquent désormais : "Gérard Schivardi, candidat de maires" et "présenté par des maires".

La nuance est de taille... Elle tient dans un "s" de trop, un "s" de 320 000 euros !

Un appel est immédiatement lancé par Gérard Schivardi, "pour la défense de la démocratie et des libertés", qui indique :

*"La preuve est faite que l'Union européenne est une supercherie qui ne vise qu'à remettre en cause l'ensemble des droits et garanties des travailleurs, des jeunes, et la démocratie. La preuve est faite que l'Union européenne est destructrice des libertés dans tous les domaines (...). La décision qui vient d'être prise à mon encontre constitue un premier pas, un premier coup porté contre les libertés (...). Il y a lieu de s'interroger : pourquoi cette mesure sans précédent ? Ne peut-on librement, en France, en 2007, déclarer que l'Union européenne conduit le pays à la faillite ?"*

La question est posée, en effet. Ces faits sont absolument sans précédent. Ils répondent à un besoin, celui de la bourgeoisie, qui, pour avancer dans la mise en œuvre des mesures destructrices qu'exige la survie du régime décomposé de la propriété privée des moyens de production, contourne ou piétine ses propres règles

"démocratiques" pour chercher à étouffer toute politique indépendante.

Mais en rapport même avec la capacité de combat et d'organisation conquise à un plus haut degré par les adhérents du Parti des travailleurs et les militants trotskystes dans le cours de cette campagne, et avec l'état d'esprit d'une classe ouvrière, de militants ouvriers, d'élus qui ne sont pas défaits, la collecte des 320 000 euros se poursuit (entre le 30 mars et le 27 avril, plus de 310 000 euros ont été collectés) et sera gagnée.

---

## UN BILAN POUR ALLER PLUS LOIN

---

Pour les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, organisés en courant dans le Parti des travailleurs, cette situation ouvre des possibilités nouvelles de faire un pas supplémentaire, en commun avec des militants ouvriers et des maires de toutes tendances, vers la constitution d'un parti ouvrier indépendant. Ce que rappelait la contribution déjà citée du Courant communiste internationaliste pour le XV<sup>e</sup> Congrès du PT :

*"Nous construisons un parti ouvrier indépendant. Dans ce parti ouvrier indépendant, il y a les courants du mouvement ouvrier. Il y a les militants de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. IV<sup>e</sup> Internationale qui, vous le savez, s'est maintenue en dépit des avanies qu'elle a traversées depuis des dizaines d'années. Rappelons-le : nous étions un groupe, attaqué de toute part pour notre fidélité au programme. Mais un groupe n'est pas un parti. Il nous a fallu tirer les leçons d'un combat difficile. Il est évident qu'à partir du moment où nous avons tiré les leçons de notre expérience, nous avons compris que, pour aider notre classe, il fallait passer du groupe à l'organisation.*

*Nous avons défini les étapes.*

*Tirant une première leçon, nous avons dit (en 1947) : si le programme révolutionnaire est indispensable à la victoire du prolétariat, il n'est pas inscrit que le parti dont la classe a besoin se constitue à partir des cadres de l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale que nous constituons.*

*C'est de là que nous avons déduit, au cours des années, la nécessité de constituer le Parti des travailleurs, dans lequel nous nous sommes constitués comme courant.*

*Un parti indépendant fondé sur la lutte de classe, avec tous les courants du mouvement ouvrier (...). Disons simplement qu'en tirant ces leçons, nous avons modifié les rapports, les rapports du groupe avec la classe sont devenus des rapports de parti (...).*

*Nous constatons une contradiction : le Parti des travailleurs est une réalité, puisqu'il organise 6 000 adhérents. Mais si les membres du PT se sentent concernés pour prendre leur carte, nous n'avons pas constitué un véritable cadre d'organisation avec ces 6 000 adhérents.*

*Cela dit, une première leçon à tirer du combat pour les 500 signatures de maires pour la candidature Schivardi, c'est que c'est avec les bureaux de sections, les adhérents, que nous pouvons gagner en organisant la visite et la discussion avec les maires.*

*(...) La collecte des 500 signatures est une tâche que nous devons accomplir. Et si nous sommes persuadés que nous combattons pour cet objectif, nous en tirerons le bilan positif, quel que soit le résultat (...).*

*On en tirera les conclusions positives si nous accomplissons nos tâches, et les premiers résultats montrent que c'est le cas. Si, malgré tout, toutes les conditions ne sont pas encore réunies, nous pouvons d'ores et déjà dire que nous avons accompli un pas en avant."*

A l'issue de ces mois de campagne, les militants de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, avec les adhérents du Parti des travailleurs, peuvent "tirer les conclusions positives" permettant de nouveaux pas en avant :

— L'acharnement de tous, dans le cadre de la démocratie ouvrière, à réaliser des objectifs communs, a permis que le mot d'ordre de rupture avec l'Union euro-

péenne existe et soit porté auprès de tous les citoyens dans cette campagne électorale qui cherchait à l'interdire.

— L'appel lancé en commun par 74 maires, syndicalistes et militants ouvriers, reprenant à leur compte la lettre de Daniel Gluckstein et Gérard Schivardi, pour ouvrir une discussion dans tout le pays : "Pouvons-nous avancer vers la constitution d'un authentique parti ouvrier ?", cet appel s'inscrit au centre de toute la situation : au cœur de la crise politique et institutionnelle du régime de la V<sup>e</sup> République, et au cœur des préoccupations de larges couches de militants et de travailleurs pour qui il n'est rien de plus précieux que de préserver les organisations de la classe, pour préserver chacun et tous ses acquis, et appuyer sa lutte de classe, la lutte pour son émancipation.

Et l'ouverture de cette discussion a permis aux militants trotskystes de se réapproprié collectivement, théoriquement et pratiquement, dans les conditions concrètes actuelles, l'orientation stratégique de la transition dans la construction du parti ouvrier nécessaire à la classe ouvrière (3), permettant de réaliser de nouveaux pas en avant dans la constitution d'un authentique parti ouvrier, qui nécessite le renforcement et l'affermissement de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, à même de réaliser ses tâches.

**Sabine Hans**

(3) Orientation dont les bases ont commencé à être élaborées à partir d'un amendement à la résolution sur la construction du parti déposé lors du congrès du PCI de 1948 : "Si, pour les trotskystes, il est indiscutable que le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale est le seul programme sur lequel peut se bâtir le parti révolutionnaire, sur lequel peut être construit le parti mondial de la révolution socialiste en France, il n'est pas prouvé que ce parti, dont la classe ouvrière a besoin pour vaincre, se construira dans le cadre formel que représente aujourd'hui le PCI."

# Dans l'élection présidentielle française : un candidat "parrainé" par les plus hauts sommets

Par Jean Alain

Le 5 mars 2007, en France, le comité de campagne de Gérard Schivardi rend publique l'invitation à la conférence de presse du samedi 10 mars dans laquelle le candidat doit annoncer qu'il a réuni les conditions pour se présenter à l'élection présidentielle (1). Au même moment, la presse fait état des immenses difficultés de certains, dont Olivier Besancenot, porte-parole de la LCR (2).

Le soir même, le ministre de l'Intérieur — et l'un des "candidats favoris" au poste de président de la République —, Nicolas Sarkozy, fait une déclaration surprenante. Il déclare :

*"Besancenot, on ne peut pas dire qu'il soit proche de moi, il représente l'extrême gauche. Je trouve qu'il serait dommage qu'un homme comme Besancenot ne puisse pas participer à la compétition présidentielle."*

Et ajoute : *"Moi, je combats les idées de M. Le Pen (3), mais je me battraï pour que M. Besancenot comme M. Le Pen puissent défendre"* les leurs. Joignant l'acte à la parole, un des adjoints de

Sarkozy s'adresse alors aux *"deux tiers des élus (qui) ne sont pas membres de formations politiques"*, pour leur dire : *"Nous adressons ce message : nous sommes dans un rendez-vous démocratique et nous pensons que les principaux courants de pensée qui existent dans notre pays doivent être présents"* à l'élection présidentielle (AFP, 5 mars 2007).

Quelques jours plus tard, les dirigeants du Parti socialiste emboîtent le pas aux

(1) Dans le cadre des institutions bonapartistes de la V<sup>e</sup> République, une loi antidémocratique exige de réunir au moins 500 signatures officielles ("parrainages") de maires ou d'élus pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle. Pour empêcher Gérard Schivardi d'être candidat, les pressions de toutes sortes se sont multipliées à l'encontre des élus pour les dissuader de lui donner leur "parrainage". Pour tout ce qui concerne la campagne de Gérard Schivardi, on se reportera bien entendu à l'article de Sabine Hans dans ce numéro de *La Vérité*.

(2) Olivier Besancenot : candidat de la LCR pabliste aux élections présidentielles de 2002 et 2007, après avoir travaillé pendant cinq ans comme assistant parlementaire d'Alain Krivine au Parlement européen (1999-2004).

(3) Le Pen : candidat du Front national (extrême droite).

déclarations de Sarkozy. Tel Julien Dray (l'un des porte-parole de Ségolène Royal) :

« “Pour moi, la gauche va jusqu'à Besancenot, le candidat de la LCR à la présidentielle”, a insisté Julien Dray » (AFP, 14 mars 2007).

---

**“JE REMERCIE NICOLAS SARKOZY  
ET FRANÇOIS HOLLANDE”  
(OLIVIER BESANCENOT, 15 MARS 2007)**

---

En un temps record, Olivier Besancenot réussit donc à trouver près de 80 parrainages manquants et déclare, le 14 mars :

*“Tous les obstacles, finalement, ont été levés la semaine dernière par l'UMP et le Parti socialiste, cela a été super-tardif, et c'est pour ça qu'on est maintenant dans une espèce de course contre la montre”* (AFP, 14 mars 2007).

Information qu'il confirme le lendemain :

*“Les pressions ont été telles que les obstacles ont été levés par Nicolas Sarkozy mardi dernier, puis par François Hollande. Mais tout ça était extrêmement tardif”* (AFP, 15 mars 2007),

déclarant sur la chaîne de télévision France 2 : “Je remercie Nicolas Sarkozy et François Hollande” d'avoir aidé à “débloquer” la situation.

Qui sont ces gens que le candidat pabliste “remercie” pour l'avoir aidé à se présenter ?

Rappelons pour nos lecteurs qui est Sarkozy. Homme politique bourgeois, il est notamment ministre de l'Intérieur (2002-2004), et à cette occasion subit un revers lorsqu'une majorité de citoyens peuplant l'île de Corse rejette son projet d'un statut particulier, affirmant leur attachement à la République une et indivisible (2003). Puis, ministre de l'Economie et des Finances, il se vante d'avoir fait passer les déficits publics sous la barre des 3 % comme l'exige le pacte de stabilité (article 104 du traité de Maastricht). Il pilote la privatisation et le démantèlement de France Télécom, d'EDF-GDF, d'Areva, d'Alstom... Redevenu ministre de l'Intérieur en 2005, après le vote majo-

ritaire du peuple français le 29 mai pour le non à la “Constitution européenne” (Sarkozy ayant appelé à voter oui), il accentue la répression contre les travailleurs immigrés et leurs familles, organisant en masse les expulsions.

---

**“SARKOZY L'AMÉRICAIN”**

---

En visite à Washington en 2004, Sarkozy rappelle dans un discours que « *les journalistes (m') avaient appelé “Sarkozy l'Américain” (...). J'en suis fier. Je n'ai pas peur de dire que je partage beaucoup de valeurs américaines* » (*Le Monde*, 24 avril 2004). Candidat du principal parti bourgeois et partisan acharné de l'Union européenne, il annonce dans son programme des mesures visant à limiter le droit de grève.

Besancenot “remercie” donc Sarkozy... Un homme que Besancenot lui-même appelait jusqu'alors un des “*zélés serviteurs du MEDEF*” (4), un “*homme dangereux*”, “*la contre-révolution en marche*”...

*“La droite et le MEDEF sont rassemblés derrière lui pour donner un nouvel élan aux attaques antisociales et liberticides. Son projet politique 100 % à droite constitue ainsi un véritable danger pour les travailleurs et la jeunesse”* (*Rouge*, hebdomadaire de la LCR, 18 janvier 2007).

Et cela n'empêche pas Besancenot de “remercier” Sarkozy !

Quant aux dirigeants du Parti socialiste (5), à commencer par François Hollande, ils ont en majorité appelé à voter oui, le 29 mai 2005, au projet de “Constitution européenne” soumis à réfé-

---

(4) MEDEF : principale organisation du patronat français.

(5) Certes, la pratique n'est pas nouvelle en ce qui concerne les “gestes” de la direction du PS envers la LCR. Dans une interview à *La Croix* (8 mars 2007), Alain Krivine rappelle ainsi qu'en 2002, “*quelques dizaines d'élus socialistes étaient prêts à nous parrainer s'ils recevaient le feu vert du PS. J'ai eu François Hollande dix secondes au téléphone et il a donné ce feu vert.*” Mais ce qui est nouveau cette fois, c'est que c'est public et officiel, et que cela concerne non seulement les dirigeants du PS, mais aussi Sarkozy.

rendum, soulevant contre eux une majorité de travailleurs — dont des dizaines de milliers de militants socialistes, de maires socialistes, de syndicalistes de tradition réformiste.

---

### POURQUOI, ET À QUEL MOMENT ?

---

Précisons d'emblée une chose : il ne s'agit pas pour nous ici de "règlements de comptes". Il s'agit de réfléchir : pourquoi ? Pourquoi le principal représentant de la bourgeoisie (et, disons-le franchement, celui qui, dans la bourgeoisie française, est le plus aligné sur Washington), d'une part, les dirigeants du PS, d'autre part, tous les plus chauds partisans de l'Union européenne estiment-ils nécessaire d'assurer la présence à l'élection présidentielle d'Olivier Besancenot, candidat de la LCR ?

Répetons-le : les déclarations de Sarkozy ont été faites le soir même où le comité de campagne de Gérard Schivardi envoya à la presse une invitation à la conférence de presse qu'il tint le 10 mars dans sa commune de Mailhac pour annoncer publiquement le dépôt de ses plus de 500 parrainages. Simple coïncidence de dates ?

C'est un fait que personne ne peut contester : Besancenot se trouvait alors dans une situation où il était menacé de ne pas pouvoir se représenter à l'élection présidentielle.

Le 28 février 2007, la LCR reproduit une dépêche de l'AFP du même jour :

« Avec 452 signatures (...), le candidat de la LCR, Olivier Besancenot (...), se dit "inquiet". »

Le 8 mars, une dépêche de l'AFP rapporte :

« Avec 455 parrainages engrangés, mercredi 7 mars, il s'avoue "franchement inquiet". »

Le 9 mars, Besancenot tire la sonnette d'alarme dans *Rouge* :

"Beaucoup d'élus ne font pas la différence entre parrainage administratif et soutien politique" (6).

Il ne reste plus qu'une semaine avant la date limite de dépôt des parrainages permettant d'être candidat...

---

### SOUDAIN, LA SITUATION SE "DÉBLOQUE"

---

Les déclarations de Sarkozy et des responsables du Parti socialiste vont, d'après les médias et les dirigeants de la LCR eux-mêmes, "débloquer" la situation de façon spectaculaire. Le lendemain même des déclarations de Sarkozy, "la fédération de l'Eure (7) de la LCR s'est réjouie qu'un sésame lui ait été donné par un conseiller général UMP (8) du département" (AFP, 7 mars 2007).

Deux jours plus tard, c'est le tour de l'ancien ministre de la Culture, Jean-Jacques Aillagon (UMP), conseiller régional de Lorraine, de parrainer le candidat de la LCR (AFP, 9 mars 2007). Un ministre qui, lorsqu'il était aux affaires, a liquidé — avec la collaboration des dirigeants de la CFDT — le statut des travailleurs intermittents du spectacle, jetant des dizaines de milliers d'entre eux dans la misère.

Mais Olivier Besancenot n'aura pas un mot, pas une déclaration pour s'insurger contre cela. Pire — faisant allusion au fait que l'ex-ministre Aillagon aurait "tiré au sort" Besancenot pour le "parrainer" comme à la loterie — Besancenot déclare :

"J'ai gagné au Loto !" (AFP, 9 mars 2007).

Olivier Besancenot indique par ailleurs qu'il a reçu depuis la déclaration de Sarkozy "une douzaine de signatures de maires de droite" (RTL, le 13 mars). La direction de la LCR indique, sur la radio RTL :

"Ce n'est pas une avalanche, mais ce n'est pas négligeable... On attend impatiemment que se confirment les promesses d'une douzaine d'élus de départements antillais."

---

(6) Voici les chiffres que l'on trouve sur le blog de campagne d'Olivier Besancenot : le 18 février 2007, la LCR annonce : "Parrainages de maires : 441 signatures", puis "Parrainages : 460 au 21 février". Le 9 mars, à neuf jours de la date limite, il annonce 461 parrainages lors d'un meeting à Bayonne.

(7) Eure : département français se situant en Normandie (nord-ouest du pays).

(8) UMP : parti dont Nicolas Sarkozy est président.

---

## UN "DROIT À L'AUTODÉTERMINATION" À GÉOMÉTRIE VARIABLE ?

---

Notons au passage que Besancenot, qui, en paroles, se prononce pour "le droit à l'autodétermination" des peuples colonisés par l'impérialisme français, est allé chercher ses parrainages... dans les colonies !

Le *Quotidien de la Réunion* (14 avril 2007) mentionne à ce sujet la position des organisations anticolonialistes de l'île, Nasyon Rénioné et le Mouvmamn Antikoloniyalist Rénioné (MAR) :

*"Nous, les colonisés, nous ne pouvons pas nous ingérer dans les affaires françaises. Nous appelons au boycott de ces élections. Cela fait 60 ans que les créoles votent et la Réunion empire : 100 000 chômeurs, 30 % de jeunes déportés... Ces élections ne servent à rien, sinon à nous laisser dans un système colonialiste. Nous, on veut l'indépendance, et l'indépendance ne gagnera pas dans les urnes."*

Les organisations nationalistes citées par le *Quotidien de la Réunion* notent cependant que Gérard Schivardi,

*"candidat soutenu par des maires et par le Parti des travailleurs (...), a pris une position claire et nette sur la décolonisation de notre pays et le droit des peuples à l'autodétermination, soulignent Aniel Boyer et Jean-Claude Barret, du MAR."*

*Schivardi n'est pas venu à la Réunion ou dans d'autres DOM (9) quêter des parrainages et ne fait pas campagne pour voter pour sa candidature, parce qu'il considère une telle démarche contradictoire avec le droit qu'il revendique pour les peuples colonisés.*

*C'est un candidat différent des autres. D'autres candidats favorables à l'autodétermination (Bové, Besancenot, Laguiller) mènent campagne et cherchent des parrainages.*

*Ce qui est contradictoire aux yeux des nationalistes locaux."*

Le droit à l'autodétermination des derniers peuples colonisés par l'impérialisme français peut-il s'arrêter là où commence la "chasse aux parrainages" dans le cadre des élections coloniales ?

---

## UN NOUVEAU PAS DANS LA REMISE EN CAUSE DE LA DÉMOCRATIE POLITIQUE

---

Après l'annonce de Sarkozy, notre camarade Daniel Gluckstein, secrétaire national du Parti des travailleurs, directeur de campagne de Gérard Schivardi, écrit alors dans un communiqué :

*« On est donc passé, avec la déclaration du 5 mars, à un stade supérieur de ce qu'il faut bien appeler la caporalisation de la vie politique. Il faut, à notre connaissance, remonter jusqu'à Napoléon III pour voir un ministre de l'Intérieur décréter qui sont les candidats "légitimes" et ceux qui ne le sont pas. »*

Ces déclarations d'un ministre de l'Intérieur en exercice, fut-il candidat, ne peuvent en effet que rappeler les pratiques de tout régime dans lequel la démocratie politique est écrasée : celles des tristement célèbres "candidats officiels".

Reposons donc la question : pourquoi ?

Daniel Gluckstein poursuit :

*« On peut, bien sûr, s'interroger sur les raisons du choix ministériel.*

*Ainsi, l'absence de Gérard Schivardi dans la liste des candidats "légitimes" du ministère de l'Intérieur ne saurait surprendre.*

*Cela a-t-il un rapport avec sa position en faveur de la rupture avec l'Union européenne ?*

*La question mérite d'être posée, d'autant que l'Union européenne elle-même préconise la constitution de partis européens, avec, comme condition, la défense des institutions de l'Union européenne.*

*Quant aux candidats qui figurent sur la liste de M. Sarkozy, il leur revient de réfléchir eux-mêmes sur ce qui leur vaut cet insigne honneur.*

*Il n'en reste pas moins que le ministre de l'Intérieur franchit ici un nouveau pas dans la remise en cause de la démocratie politique.*

*Cette dernière suppose la liberté des partis politiques de s'organiser et de concourir librement aux élections, comme elle suppose la liberté des organi-*

---

(9) DOM : départements d'outre-mer, nom officiel des colonies.

*sations syndicales, sur le plan qui est le leur, de revendiquer librement. »*

---

**“EST ACCEPTABLE, AUTORISÉ  
ET MÊME UTILE TOUT CE QUI RESTE  
DANS LE CADRE DU RESPECT  
DES INSTITUTIONS  
DE L’UNION EUROPÉENNE”**

---

Lors de l’assemblée des adhérents du Parti des travailleurs de la région parisienne, le vendredi 9 mars au soir, le rapporteur posait la question :

*“Y a-t-il quelque chose d’étonnant à ce fait sans précédent que le ministre de l’Intérieur Sarkozy appelle officiellement au parrainage de Le Pen et Besancenot ? Ou au fait que l’ancien ministre de droite Aillagon — celui qui a détruit le statut des intermittents, celui dont le nom a été conspué pendant les grèves et les manifestations parce qu’il a détruit le statut des intermittents, réduisant aujourd’hui des dizaines de milliers d’intermittents à la misère — vient d’annoncer qu’après avoir fait un tirage au sort personnel, ô surprise, il parraine Olivier Besancenot ? Y a-t-il quelque chose d’étonnant ? (...) Il n’y a aucun hasard. Comme il n’y a aucun hasard au fait que Gérard Schivardi n’existe pas (compte tenu du boycott médiatique — NDLR) (10). Qu’est-ce que cela exprime ? Cela exprime le fait que, dans la situation politique actuelle, est acceptable, est politiquement convenable et autorisé, et même utile au consensus tout ce qui reste dans le cadre bien fixé du respect des institutions de l’Union européenne. Quelles qu’en soient les variantes. On peut critiquer l’Union européenne par la droite (Le Pen, de Villiers). On peut la critiquer par la gauche (Besancenot, Bové, Buffet). Mais on doit rester dedans ! Celui qui est dehors, sa voix doit être étouffée.”*

Critiquer “par la gauche”, mais sans jamais remettre en cause les limites fixées, c’est-à-dire les sacro-saintes institutions de l’Union européenne : n’est-ce pas là toute la place qu’occupent Besancenot et les pablistes, au nom de la “IV<sup>e</sup> Internationale” ?

Et n’est-ce pas pour cela qu’il fallait à tout prix qu’ils soient présents à l’élection présidentielle ?

---

**“L’EURO A L’AVANTAGE  
DE NOUS FOURNIR UN PARAPLUIE”  
(ROUGE)**

---

Il n’y a pas là de notre part de volonté de “régler des comptes” : comme nous le faisons toujours, nous nous en tiendrons aux faits.

Le journal de la LCR, *Rouge* (15 mars 2007), ayant rappelé les dévaluations du franc des années 1980, écrit ceci :

*“C’est oublier que la monnaie était alors le franc, lié par une parité fixe aux autres monnaies européennes, alors que l’euro est une monnaie qui flotte, et qui a malgré tout l’avantage de nous fournir un parapluie, parce qu’elle ne repose pas sur un seul pays, mais s’adosse à une zone économique puissante.”*

Peu importe pour *Rouge* que n’importe quel travailleur est à même de constater que son pouvoir d’achat s’est effondré depuis la mise en place de l’euro, il faut donner un “signe plus” à l’euro.

Mais qu’est-ce que l’euro ? L’euro et la Banque centrale européenne (BCE) ont été mis en place, liquidant l’un des piliers élémentaires de toute souveraineté des Etats, à savoir le pouvoir “de battre monnaie”, et donc de pouvoir “jouer” sur les fluctuations économiques en déterminant le cours de cette monnaie. On le sait, la Banque centrale européenne est un organisme “indépendant des Etats”, indépendant de tout... sauf du dollar.

Un des responsables de la BCE, Hans Tietmayer, déclarait le 19 juin 1997 :

*“Le fardeau de l’ajustement reposera exclusivement sur les coûts du travail nationaux.”*

De quel “parapluie” parle-t-on ? L’euro serait d’une quelconque “protection” pour les travailleurs ? Ou bien, comme le dit le porte-parole de la BCE, il n’aurait comme seule fonction que de faire du “coût du travail” (c’est-à-dire de la force de travail) la seule “variable d’ajustement” ? “Para-

---

(10) Selon les statistiques du Conseil supérieur de l’audiovisuel (institution officielle), Gérard Schivardi a bénéficié en tout et pour tout de 11 minutes de temps de parole sur les principales chaînes de télévision et de radio, du 1<sup>er</sup> décembre 2006 au 16 février 2007... tandis que Besancenot bénéficiait de 2 heures 45 minutes pour la même période.

pluie” contre les capitaux américains ? Mais qui peut croire à cette fable, alors que la politique de l’euro “fort” n’est que le corollaire de celle du “dollar faible”, permettant l’écrasement, par le capital financier nord-américain, de la production de marchandises en Europe ?

---

**“DÈS LES ANNÉES 1920, TROTSKY  
POSAIT AINSI LES PRINCIPALES  
THÉMATIQUES DU FUTUR PROJET  
EUROPÉEN” (ROUGE)**

---

Le cinquantième anniversaire du “traité de Rome” (1957), instaurant ce qui allait devenir par la suite l’Union européenne, fut l’occasion pour les médias aux ordres de Bruxelles d’un déferlement de propagande sur “l’Europe”. Propagande qui ne résiste pas une seconde aux faits. Comme le rappelle un numéro spécial d’*Informations ouvrières* (hebdomadaire du Parti des travailleurs), le bilan est sans appel :

*“50 ans après la signature du traité de Rome, en France, 2 millions d’emplois supprimés dans l’industrie, 75 % des emplois supprimés dans la sidérurgie, 80 000 dans le textile ; toutes les mines ont été fermées, les chantiers navals sacrifiés ; 75 % des exploitations agricoles ont disparu ; les services publics sont voués au démantèlement. Un même désastre dans toute l’Europe. Quelle autre issue que la rupture avec l’Union européenne ?”*

Tel n’est pas le constat que fait *Rouge*, l’hebdomadaire pabliste. *Rouge* découvre au traité de Rome une étrange filiation :

*“Dès les années 1920, Trotsky posait ainsi les principales thématiques du futur projet européen : la gestion commune des matières premières, la nécessité de définir un cadre politique et institutionnel continental, et l’opposition à l’Amérique capitaliste.”*

Le “futur projet européen”... donc ce qui deviendra l’Union européenne, et ses “principes thématiques”... auraient été définis par Trotsky ? Qui veut-on abuser ?

Certes, *Rouge* accompagne ce mensonge d’une critique :

*“La signature du traité de Paris, en 1951, instituant la Communauté européenne du charbon et de l’acier (CECA), consacra la construction d’une Europe*

*dominée par les logiques économiques, une Europe hémiplegique bafouant les questions sociales et démocratiques.”*

---

**“EN CINQUANTE ANS, L’EUROPE  
DU MARCHÉ AURA EMPÊCHÉ  
TOUT NOUVEAU CONFLIT MILITAIRE”  
(ROUGE)**

---

Mais cette petite critique n’empêche pas *Rouge* de trouver malgré tout quelques vertus à l’Union européenne :

*“Il est vrai qu’en cinquante ans, l’Europe du marché aura empêché tout nouveau conflit militaire d’ampleur entre les puissances européennes.”*

L’Union européenne aurait donc tout de même été un “facteur de paix” ?

Mais que dire du rôle de la Communauté économique européenne (ancêtre de l’Union européenne) lors du démantèlement de la Yougoslavie ? Faut-il rappeler les déclarations du “médiateur” de l’Union européenne pour la Yougoslavie, Carl Bildt :

*“C’est vrai, nous ne pouvons rien faire sans les Américains (...). La relation atlantique est primordiale lorsqu’on parle de sécurité” (5 octobre 1995).*

Union européenne qui soutint alors les accords américains de Dayton (1995) découpant la Bosnie en “cantons ethniques”, sous surveillance des bases militaires américaines, tandis que des millions de réfugiés étaient chassés de chez eux, que l’Europe redécouvrait avec horreur les charniers comme un demi-siècle auparavant (11)...

---

**ROUGE SALUE LA “LEVÉE  
DES CONTRÔLES AUX FRONTIÈRES”**

---

Et *Rouge* ajoute :

*« Il est difficile de s’enorgueillir des “réussites” de l’euro, de la levée des*

(11) Il est vrai que le Secrétariat unifié pabliste a, à l’époque, ouvertement soutenu les différentes interventions impérialistes contre la Fédération yougoslave. On lisait ainsi dans la revue internationale du SU, *Inprecor* (n° 353, mai 1992) : “Le malheureux peuple de Bosnie attend d’être soulagé par les troupes des Nations unies.”

*contrôles aux frontières ou encore des résultats contrastés des élargissements successifs aux pays d'Europe centrale et orientale, alors que, globalement, l'Union européenne, en s'attaquant systématiquement aux conquêtes sociales et démocratiques, fruits de deux siècles de luttes et de combats, n'a fait que servir docilement et activement les marchands, les patrons et les égoïsmes des nations. »*

Si l'on comprend bien cette phrase, il y aurait non seulement la "paix" à mettre au compte de l'Union européenne, mais aussi l'euro (voir ci-dessus) et les "levées des contrôles aux frontières" ! Oser dire cela alors qu'avec les accords de Schengen s'est constitué un véritable appareil de chasse aux travailleurs immigrés de la classe ouvrière, et que les frontières se sont ouvertes uniquement pour aider les capitalistes à délocaliser, à trouver en permanence la main-d'œuvre la moins chère, comme le déclarait le 8 février 2005 la commissaire européenne à la Politique régionale, Danuta Hübner :

*"Ce que nous devons faire (...), c'est faciliter les délocalisations au sein de l'Europe pour abaisser les coûts des entreprises."*

Quant au bilan "contrasté" de l'intégration des pays de l'est de l'Europe dans l'Union européenne, il n'est en rien "contrasté" pour les travailleurs des chantiers navals polonais de Gdansk, Gdynia ou Szczecin, dont Bruxelles exige brutalement la liquidation (voir dans ce numéro l'article de Dominique Ferré sur l'est de l'Europe, article dans lequel il est rappelé le soutien du SU à "l'élargissement" de l'Union européenne, en paroles, mais aussi en actes, puisque plusieurs députés, dont Krivine, votèrent en sa faveur au "Parlement" européen).

---

### **"LA SUPPRESSION DE LA CONCURRENCE PRIVÉE"... DANS LE CADRE DE L'UNION EUROPÉENNE ?**

---

Alors, avons-nous raison de dire : "On peut critiquer l'Union européenne par la droite. On peut la critiquer par la gauche. Mais on doit rester dedans ! Celui qui est dehors, sa voix doit être étouffée" ?

La LCR, dans sa campagne, prétend défendre les services publics contre leur privatisation. Rouge (22 mars) écrit ainsi :

*"La suppression de la concurrence privée est la condition pour satisfaire les besoins et maintenir des tarifs abordables — l'égalité d'accès pour toutes les populations. Le privé ne doit, en aucun cas, pénétrer le secteur des services publics ainsi défini : ni concurrence ni privatisation. Cela signifie notamment une opposition radicale à la privatisation des secteurs qui ne le sont pas encore (SNCF ou La Poste) et la renationalisation des secteurs qui ont été privatisés, afin de reconstruire une seule entreprise, entièrement publique, ayant le monopole des missions de service public."*

On ne peut que partager ce constat. Mais d'où vient cette politique ?

---

### **MAIS D'OÙ VIENT CETTE POLITIQUE ? ET POURQUOI NE PAS LE DIRE ?**

---

Comment expliquer aux travailleurs que cette même politique s'applique en France, que ce soit sous un gouvernement de droite (2002-2007) ou sous le gouvernement de la "gauche plurielle" (Parti socialiste, Parti communiste, Verts, de 1997 à 2002) ? Que cette même politique s'applique en Allemagne sous l'égide de la "grande coalition" qui réunit les dirigeants du SPD et du parti bourgeois CDU-CSU ? Qu'elle s'applique en Pologne sous la houlette des frères Kaczynski, catholiques ultra-réactionnaires, comme sous celle de la coalition ex-staliniens-monarchistes qui règne à Sofia, en Bulgarie ? N'est-ce pas parce que tous ces gouvernements, quelles que soient leurs apparentes différences politiques, acceptent tous servilement le diktat de Bruxelles ?

Pourquoi cacher aux travailleurs que si est mise en œuvre la "privatisation des secteurs qui ne le sont pas encore (SNCF ou La Poste)", c'est en raison des directives européennes 97-67-CE et 2007-39-CE, qui ouvrent le courrier "à la concurrence" ? A cause du "deuxième paquet ferroviaire", qui ouvre toutes les lignes de fret ferroviaire à la concurrence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ?

Pourquoi cacher aux travailleurs que, malgré le désastre social qui menace d'emporter l'Europe, la nécessaire "renationalisation des secteurs qui ont été privatisés, afin de reconstruire une seule entreprise, entièrement publique, ayant le monopole des missions de service public", est interdite par les articles 87 et 88 du traité de Maastricht, empêchant les Etats de faire obstacle à la "concurrence libre" ?

Pourquoi cacher que les institutions de l'Union européenne, ses traités, sa Banque centrale, son Parlement, sa Commission et sa "monnaie unique", tous fondés sur le respect de la "concurrence libre et non faussée", sont incompatibles avec ce que Rouge appelle de ses vœux :

*"La suppression de la concurrence privée est la condition pour satisfaire les besoins et maintenir des tarifs abordables — l'égalité d'accès pour toutes les populations."*

Cela peut-il s'appeler autre chose qu'une phrase creuse si on ne l'accompagne pas de l'exigence élémentaire de "rupture avec l'Union européenne" ?

---

### UN "SMIC EUROPÉEN" ? DES "SERVICES PUBLICS EUROPÉENS" ?

---

Or non seulement les mots d'ordre de "Rupture avec l'Union européenne", "Abrogation du traité de Maastricht"... et bien souvent jusqu'à la simple responsabilité de l'Union européenne sont absents de la politique de la LCR, mais celle-ci se prononce pour des "services publics européens", un "SMIC européen". C'est ce que propose Olivier Besancenot dans sa profession de foi comme candidat à l'élection présidentielle (page 4). Qu'est-ce que cela signifie ?

Au mois de novembre 2006, une "panne" d'une heure a privé 10 millions d'Européens d'électricité. Loin d'être un "incident technique", cet accident découle des directives européennes, du traité de Maastricht, qui, au nom de la "concurrence libre et non faussée", exige la destruction des entreprises publiques nationalisées de gaz et d'électricité, monopoles d'Etat.

Pour notre part, nous ne pouvons donc qu'en conclure : "Renationalisation d'EDF-GDF, reconstitution immédiate du monopole !" ... et donc "Rupture avec l'Union européenne et ses directives !"

Rouge (9 novembre 2006), sous le titre "Panne gigantesque", dit la chose suivante :

*"La panne qui a privé d'électricité, le 4 novembre, plus de 10 millions de personnes, pourrait n'être qu'un accident technique lié à la difficulté de gérer les échanges permanents au niveau d'un continent d'un produit qui n'est pas stockable."*

Et Rouge ajoute :

*"Cette fragilité du réseau est la conséquence de la privatisation et de l'introduction de la concurrence dans le domaine de l'énergie depuis 1997."*

Pourquoi ? Que s'est-il donc passé en 1997 ? N'est-ce pas Bruxelles qui a imposé la privatisation ? Ne faut-il pas le dire, afin d'aider les travailleurs à dégager quel est l'obstacle aujourd'hui à l'accès à ces éléments de civilisation que sont l'accès à l'électricité, l'eau, le gaz ?

Mais sur la responsabilité de l'Union européenne, le lecteur de Rouge ne trouvera pas un mot. En revanche, Rouge conclut :

*"La réponse à l'anarchie de la concurrence est la création d'un service public de l'énergie au niveau de toute l'Europe."*

---

### LUTTER CONTRE "L'ANARCHIE DE LA CONCURRENCE" DANS LE CADRE DE L'UNION EUROPÉENNE ?

---

Répetons-le : la "construction européenne", depuis 1957, a été conçue comme une machine à détruire toutes les conquêtes sociales et démocratiques arrachées dans chaque pays d'Europe. L'Union européenne a été constituée sur la base du traité de Maastricht (1992). Celui-ci interdit, dans son article 87,

*"toutes aides accordées par les Etats ou au moyen de ressources d'Etat sous quelque forme que ce soit qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions"*.

Cet article rend incompatible avec le traité de Maastricht et les institutions de l'Union européenne tout service public, tout monopole d'Etat, toute nationalisation, toute aide d'Etat accordée à une entreprise publique.

Dans ces conditions, chaque fois qu'un dirigeant parle de "droit social européen", de "charte européenne des droits sociaux", etc., c'est un "faux nez" qui ne vise qu'à un seul objectif : au nom d'un prétendu "droit" européen, faire renoncer les travailleurs et leurs organisations à la défense acharnée de tous les droits et acquis arrachés dans le cadre national.

En l'occurrence, concernant le gaz et l'électricité en France, appeler à un "service public européen du gaz et de l'électricité", c'est exiger des travailleurs et des organisations ouvrières qu'elles renoncent à la revendication de la renationalisation d'EDF-GDF, c'est-à-dire la reconquête du monopole public d'EDF-GDF, produit de la vague révolutionnaire de 1945. Monopole public qui est incompatible avec l'Union européenne et le traité de Maastricht.

Quant à la "revendication" d'un SMIC (salaire minimum) européen, elle pose un problème majeur, qui n'échappera à aucun délégué ouvrier. Dans chaque pays, le salaire minimum est légalement relié aux Codes du travail nationaux, aux conventions collectives (ou statuts dans la fonction publique) arrachés par la lutte de classe. Dès lors, l'instauration d'un SMIC européen ne pourrait qu'entraîner la dislocation généralisée de tous les acquis arrachés dans chaque pays par la lutte séculaire du prolétariat et de ses organisations syndicales. N'est-ce pas là le centre de l'offensive de l'Union européenne ?

---

### QUELLE EST LA FONCTION DU SÉCRÉTARIAT UNIFIÉ ?

---

A la lecture de ces faits, il s'agit de réfléchir : quelle est la fonction du Secrétariat unifié ?

Chacun de nos lecteurs ne manquera pas de relever que les moyens importants qui ont été donnés à la candidature Be-

sancenot par les tenants de l'Union européenne l'ont été à partir du moment où, malgré les obstacles, la candidature de Gérard Schivardi a pu réunir les moyens d'exister, en ne comptant, elle, que sur ses propres forces. Il s'agit donc bien de faire écran, en utilisant frauduleusement le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale, à toute politique indépendante de la IV<sup>e</sup> Internationale (se construisant sur l'orientation de la transition dans la construction du parti).

Mais nos lecteurs ne manqueront pas de noter également que la propulsion de cette candidature — sur la ligne pabliste de "mouvement des mouvements" — a lieu à un moment où, au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, se met en place une opération visant à avancer, en France, vers une "grande coalition à l'italienne". Ségolène Royal, qui bénéficie du soutien déclaré dès le soir du premier tour de Besancenot, Bové, Buffet, Voynet et Laguiller, tente d'obtenir un accord avec Bayrou (12). Royal revendique le soutien de Romano Prodi, auteur du traité de Maastricht, ancien président de la Commission européenne, qui, aujourd'hui chef du gouvernement italien, est à la tête d'une grande coalition allant du centre-droit (l'équivalent italien de Bayrou) à "l'extrême gauche", puisque avec le soutien du Parti de la refondation communiste (PRC), dont les partisans du Secrétariat unifié en Italie (Sinistra Critica) sont membres de la direction.

Or, en Italie, sénateurs et députés pablistes, membres du courant Sinistra Critica du PRC, ont voté, en juillet 2006, la confiance au gouvernement Prodi lorsque celui-ci mit sa démission dans la balance pour faire approuver le vote des crédits de guerre aux troupes italiennes participant à l'occupation militaire américaine de l'Afghanistan. Un vote approuvé par le Secrétariat unifié par la voix de Jan Malewski expliquant dans *Inprecor* (octobre-novembre 2006) :

---

(12) José Bové : candidat "altermondialiste" ; Marie-George Buffet : candidate de la "gauche antilibérale" et secrétaire nationale du Parti communiste français ; Dominique Voynet : candidate écologiste ; Arlette Laguiller : candidate de Lutte ouvrière. Tous ont appelé à voter Royal dès le 22 avril au soir. François Bayrou, candidat du parti démocrate-chrétien pro-européen UDF, est arrivé en troisième position au premier tour, sur une ligne "d'union gauche-droite".

*« Mais voter les crédits de guerre... Il fut donc décidé de voter (...) et de laisser à Prodi six mois encore, car le financement des "missions" devra être soumis au Parlement en décembre. »*

L'Italie où les mêmes sénateurs pablistes — "extrême gauche" de la grande coalition autour de Prodi — votèrent en faveur du budget présenté par Prodi (avec les salutations de la Commission européenne), budget de guerre contre la classe ouvrière : 50 000 suppressions de postes dans les écoles, 3 milliards d'euros d'économies dans la santé, etc. Commentant le nouveau vote de confiance à Prodi émis par le sénateur pabliste Turigliatto le

1<sup>er</sup> mars dernier, la coordination nationale de Sinistra Critica déclara le 18 mars 2007 :

*"Le choix fait par Turigliatto au Sénat est le seul possible."*

L'avenir dira si ce schéma se répétera en France.

Quoi qu'il en soit, les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale doivent donc, avec la plus grande attention, intégrer cet obstacle majeur afin d'élaborer une politique qui aide réellement les masses à prendre leurs propres affaires en main.

**Jean Alain**

# André Breton

***“Le poète à venir surmontera  
l’idée déprimante du divorce irréparable de l’action  
et du rêve...”***  
**(1931, *Les Vases communicants*)**

**(troisième et dernière partie)**

*Par Jean-Pierre Plisson*

---

## LA GUERRE D’ALGÉRIE

---

Le 1<sup>er</sup> novembre 1954, commence l’insurrection algérienne. Pour François Mitterrand, alors ministre de l’Intérieur du gouvernement Mendès France, *“la seule négociation, c’est la guerre”*. Les surréalistes sont parmi les premiers à s’engager avec les trotskystes du PCI *La Vérité* (1) et Georges Fontenis, de la Fédération communiste libertaire, dans un “comité de lutte contre la répression coloniale”, qui voit le jour le 9 décembre. Le meeting prévu pour le 21 décembre sera interdit.

En 1955, les surréalistes exigent la libération de Messali Hadj, responsable du Mouvement nationaliste algérien (MNA), emprisonné au total pendant vingt-cinq ans par l’État français, dans un “comité de lutte pour la libération de Messali Hadj”, avec le PCI — qui soutient le combat de cette organisation à l’origine de la lutte pour l’indépendance algérienne — et des personnalités comme Yves Dechezelles, Jean Cassou et Marc Pivert.

Ils protestent ensuite contre la condamnation à mort de militants algériens et par-

ticipent en novembre au “comité d’action des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Algérie”, première expression de lutte unitaire contre la guerre d’Algérie, qui aura 600 adhérents, venant de tous les horizons politiques (2).

En URSS, la mort de Staline et le soulèvement ouvrier qui a suivi dans la partie est de l’Allemagne, annonceur d’autres séismes politiques dans ledit “bloc de l’Est”, oblige l’appareil stalinien à s’engager sur la voie de la “déstalinisation”. Le moment semble assez opportun pour que, le 21 janvier 1956, un télégramme soit envoyé à Moscou pour exiger la *“révision des procès staliniens”*, signé de Breton, Gérard Bloch (pour le PCI), Jean Cassou, Robert Chéramy, Yves Dechezelles, Jean Duvignaud, Clara Malraux, Daniel Martinet, Edgar Morin, Maurice Nadeau,

---

(1) Le PCI *La Vérité*, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, dont Pierre Lambert est l’un des responsables, est issu de l’ex-majorité du PCI exclue en 1952 par l’exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale, alors dirigé par Michel Pablo. La minorité, avec Pierre Franck, prend alors le nom de PCI *La Vérité des travailleurs*. Voir *Quelques enseignements de notre histoire*, Selio, 1970, réédition en 1979.

(2) Selon Breton lui-même, au meeting du 20 avril 1956. José Pierre, tome 2, p. 376.

Marceau Pivert, Paul Rivet, Jean Rous, Paul Ruff, Laurent Schwartz, Wilebaldo Solano et Edith Thomas (3).

Le 23 avril, les surréalistes éditeront un tract *“Au tour des livrées sanglantes”* :

*“Camarades communistes, vos chefs vont ont trahis... Exigez, à l’intérieur des cellules, la discussion libre et immédiate, à partir du XX<sup>e</sup> Congrès, sur la révision de l’histoire du parti, avec, comme conséquence première, la réhabilitation des prétendus traîtres, à commencer par celle, mais qu’elle soit solennelle, du compagnon inséparable de Lénine, de l’organisateur de l’Armée rouge, du théoricien de la révolution permanente, le camarade Léon Trotsky... Extirpez de la classe ouvrière le venin stalinien qui l’a paralysée.”*

Le 12 mars 1956, le PCF vote avec tous les autres partis les pouvoirs spéciaux réclamés par le gouvernement du socialiste Guy Mollet *“pour rétablir l’ordre en Algérie”*.

Quand *La Vérité* et *Le Libertaire* sont poursuivis par le pouvoir en avril pour leurs positions dans la guerre d’Algérie et la dénonciation de la torture, Breton annonce dans *La Vérité* :

*« Je contresigne le “Manifeste contre la guerre d’Algérie”, qui a entraîné la saisie du journal... Entre les staliniens votant les pouvoirs spéciaux et les trotskystes dont on veut étouffer la voix, le peuple français et le peuple algérien n’auront jamais vu aussi clairement quels sont leurs amis »* (4).

Le 20 avril, au meeting de la salle des Horticulteurs *“Pour la défense de la liberté”* (5), il déclare encore :

*“La Vérité, venons-nous d’apprendre, est saisie pour la quatrième fois. Je salue ce qui lui vaut cette toute spéciale sollicitude des pouvoirs, et, à travers elle, la mémoire exigeante et impérissable de Léon Trotsky”* (6).

Vingt ans après sa dénonciation des procès de Moscou, cette attitude de Breton souligne sa lucidité politique et son attachement profond à la cause de l’émancipation de la classe ouvrière.

En octobre, dans le n° 1 de la revue *Le Surréalisme, même*, Péret, dans une note titrée *“Est-ce l’aube ?”*, salue le soulèvement des travailleurs polonais le 28 juin, à Poznan.

Le 23 octobre à Budapest, Gerö, secrétaire du PC hongrois, fait tirer sur une manifestation de soutien aux travailleurs polonais. C’est le début de la révolution. Des conseils ouvriers se forment dans toutes les usines de Budapest et en province.

En novembre, un tract du groupe surréaliste *“Hongrie soleil levant”* saluant la résistance des travailleurs hongrois face aux chars soviétiques (7) est repris à la *“une”* du quotidien *Franc-tireur* (10 et 11 novembre) :

*“Les fascistes sont ceux qui tirent sur le peuple. Aucune idéologie ne tient devant cette infamie : c’est Gallifet lui-même qui revient, sans scrupules et sans honte, dans un tank à étoile rouge... La défaite du peuple hongrois est celle du prolétariat mondial... A Budapest, face aux versaillais de Moscou, la jeunesse — par-delà tout espoir, rebelle au dressage stalinien — lui a prodigué (au prolétariat) un sang qui ne peut manquer de pres-*

(3) *La Vérité*, n° 395, 24 février 1956. Un meeting en vue de constituer un comité aura lieu le 2 mars à la Mutualité. Breton ne peut s’y rendre et envoie avec un mot amical d’accompagnement son intervention à Gérard Bloch, qui sera lue par Robert Chéramy : *“Si des engagements antérieurs me privent...”* Le 8 mars, a lieu une réunion en vue de constituer ce comité, pour lequel adhèrent aussi l’extro-trotskyiste Yvan Craipeau, Jean-Marie Domenach (*Esprit*), Jules-Humbert Droz (ancien membre du secrétariat de l’IC) et Alfred Rosmer. Bloch y explique *“qu’il ne s’agit pas seulement de rétablir la vérité historique, mais qu’il importe surtout que les méthodes staliniennes qui bafouent cette vérité soient balayées du mouvement ouvrier”*. Il est décidé de la rédaction de la charte du comité. Quelques jours plus tard, Nikita Khrouchtchev remet son *“rapport secret”* aux délégués soviétiques, que le *New York Times*, par les soins du Département d’Etat, rend public trois mois après. Le comité ne survécut pas aux illusions que les dirigeants soviétiques allaient alors être conduits à retrouver la voie du socialisme. Paolo Casciola, *Quaderni Pietro Tresso*, n° 2, novembre 1996 (dossier complet avec copies de la lettre et du texte de Breton envoyés à Bloch [inédits] accessible au CERMTRI).

(4) Manifeste paru dans *La Vérité*, n° 401, avril 1956. Intervention de Breton parue dans *La Vérité*, n° 403, 13 avril 1956.

(5) Meeting contre l’emprisonnement de quatre militants anticolonialistes.

(6) Déclaration de Breton parue dans *La Vérité*, n° 405, 20 avril 1956, reprise dans *Perspective cavalière*, Gallimard, 1970, p. 121.

(7) Voir aussi l’analyse de Péret, *“Calendrier accusateur”*, parue dans *Le Surréalisme, même*, n° 2, du printemps 1957. *Œuvres Péret*, tome 5, pp. 295 à 303.

*crire son cours propre à la transformation du monde.*"

Dans cette période, les surréalistes lancent aussi un appel à un "cercle international des intellectuels révolutionnaires" se situant sur le terrain de la lutte contre le capitalisme et le stalinisme. La fin en est explicite :

*"Que ceux qui partagent nos refus, nos exigences et nos espoirs — quelles que soient leurs opinions sur des points politiques particuliers — sachent trouver la voie que nous ont ouverte les intellectuels hongrois et polonais"* (8).

Les positions internationalistes qui sont celles de Breton vont resserrer les liens qui unissent déjà les surréalistes à une avant-garde politique et les placer au centre des débats parfois violents qui ont alors cours sur le terrain de la lutte à la fois contre l'impérialisme et contre le stalinisme.

A son assemblée générale du 15 décembre, le "comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Algérie" va se déchirer quand sera présentée contre les staliniens, soutenus par les sartriens Pontalis, Pouillon, Péju, une motion de solidarité conjointe avec l'insurrection hongroise, défendue par Gérard Legrand au nom des surréalistes, Claude Lefort, Edgar Morin, Dionys Mascolo, Robert Chéramy..., et adoptée à une large majorité :

*"Le comité condamne l'enlèvement de chefs du FLN par le gouvernement français et l'agression impérialiste contre l'Égypte ; il condamne l'intervention soviétique en Hongrie et l'enlèvement de Nagy ; il défend sans réserve et dans tous les cas le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Nous souhaitons voir les intellectuels soviétiques agir sur leur gouvernement contre son agression. Nous exigeons du nôtre qu'il applique en Afrique du Nord les principes qu'il prétend faire appliquer en Hongrie : qu'il cesse les emprisonnements, les tortures, les massacres et la soi-disant pacification. Nous ne cesserons, nous, de lutter pour la fin de cette guerre désastreuse"* (9).

Le 20 décembre, à la suite des interventions anglo-française en Égypte et soviétique en Hongrie, est fondé à l'initiative du PCI un "comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière" (CLADO-*La Commune*), où se retrouvent,

avec Pierre Lambert et les surréalistes, des ouvriers et intellectuels cherchant à lutter contre le colonialisme tout en s'opposant au stalinisme, tels Jean Duvignaud et Marceau Pivert (10). Le CLADO appellera à voter non au référendum gaulliste de septembre 1958.

En octobre 1957, Péret signe avec Breton un *Appel à l'opinion* contre les assassinats, couverts par le PCF et d'autres (11), de militants messalistes du MNA et de l'USTA par le FNL.

Le 7 novembre 1957, Péret répond à l'enquête de *La Vérité* : "*Que représente pour vous la révolution d'Octobre ?*" (12).

Le 8 novembre a lieu, salle des Horticulteurs, le meeting du PCI pour le "*quarantième anniversaire de la révolution d'Octobre*", avec la participation de plusieurs surréalistes. Breton, malade,

(8) José Pierre, supra, tome 2, pp. 162 à 164.

(9) *Le Surréalisme, même*, n° 2, printemps 1957. José Pierre, supra, tome 2, pp. 170-171.

(10) Le CLADO est signalé dans la revue du groupe surréaliste *Le Surréalisme, même*, n° 2, supra, du printemps 1957 par l'article "*Les événements des derniers mois*", signé "*La rédaction*", qui commence ainsi : "*Les événements des derniers mois ont soumis à une épreuve décisive l'authenticité révolutionnaire en dissipant certaines équivoques et en transformant en affirmations les négations politiques sur lesquelles le surréalisme avait dû se replier. Certes, ceux qui sont sans restrictions pour la révolution hongroise et pour la révolution algérienne sont peu nombreux : en se comptant parmi eux, les surréalistes ont conscience d'être rigoureusement fidèles à leur esprit de toujours*", et se termine ainsi : "*Une fois de plus, ce sont les interventions de Ruff, d'Edgar Morin, de Lambert et d'un certain nombre de camarades ouvriers qui rendirent compte des remous suscités sur les lieux mêmes de leur travail par l'agression russe en Hongrie, qui nous ont donné l'espoir de voir l'action du comité se maintenir à la hauteur de ses intentions.*" José Pierre, supra, tome 2, p. 171.

(11) Rien non plus sur ces assassinats dans *La Vérité des travailleurs*, de Pierre Franck. Quant à Jean-Paul Sartre, ce n'est qu'en mai 1957 qu'il a signé un éditorial, dans sa revue *Les Temps modernes*, faisant toute publicité sur une brochure de "rappelés" portant témoignages de cas de torture, et, dans le numéro suivant de juin, qu'il a publié l'article de Claude Bourdet "*Les jeunes soldats devant les tortures*", déjà paru dans *France-Observateur* (11 avril) et que le gouvernement de Guy Mollet a fait saisir.

(12) *La Vérité*, n° 476, 7 novembre 1957. Péret y conteste très librement certaines mesures de guerre civile prises par Lénine et Trotsky. Gérard Legrand avait déjà répondu dans *La Vérité*, n° 474, 24 octobre 1957.

s'est excusé (13), et c'est Péret qui lit son intervention :

*“Contre vents et marées, je suis de ceux qui retrouvent encore, au souvenir de la révolution d'Octobre, une bonne part de cet élan inconditionnel qui me porta vers elle quand j'étais jeune et qui impliquait un don total de soi-même. Pour moi, rien de ce qui s'est passé depuis lors n'a complètement prévalu sur ce mouvement de l'esprit et du cœur... Rien ne peut faire qu'elles (les journées d'Octobre) n'aient marqué le point d'impact dans le passage du plan des aspirations à celui de l'exécution concrète”* (14).

Péret, lui, sans taire à la fin de son intervention ses divergences avec la IV<sup>e</sup> Internationale, y salue largement

*“le rôle du parti audacieux et lucide sans lequel la révolution, si elle peut à la rigueur triompher, est aussitôt contrainte à périliter”* (15).

A la demande de Péret, un message sera envoyé à Natalia Sedova Trotsky, toujours à Coyoacan (16).

En janvier 1958, Daniel Renard comparaît au tribunal comme directeur de *La Vérité*, qui, dans son numéro du 25 novembre 1955, avait relaté des faits de torture en Algérie. Yves Dechezelles est l'avocat de Renard. Péret est présent et fera de ce “procès des tortures” un compte rendu jubilatoire (du pur Péret !) dans *La Vérité* (17).

C'est dans cette période qu'Yves Dechezelles témoigne de l'aide précieuse que lui a apportée Breton pour ses “témoignages de moralité” en faveur de militants algériens inculpés. Il dit avoir alors “*senti chez Breton un esprit de solidarité avec tous les opprimés du monde entier, qui ne s'est jamais affaibli*” (18).

Le 13 mai, le putsch des généraux à Alger, dont le général Massu prend le commandement, étend son action en développant des “comités de salut public” jusqu'en Corse, menaçant la métropole. Le 15, à Alger, le général Salan hurle : “*Vive l'Algérie française ! Vive de Gaulle !*”

Le 17 mai, alors qu'une déclaration du PCI “*sur le coup de force d'Alger et ses conséquences*” se termine par un appel à la grève générale, sort une déclaration d'intellectuels, “*L'équivoque de De Gaulle est désormais levée*”, signée par

André Breton, Jean Schuster, Gérard Legrand et Jean-Louis Bedouin, surréalistes, ainsi que par Laurent Schwartz, Gérard Bloch, Robert Chéramy, Yves Dechezelles, Maurice Nadeau :

*“Face aux comités insurrectionnels d'Alger, la riposte qui s'impose est la grève générale. Les syndicats et les organisations ou les militants de gauche ont le devoir d'en lancer le mot d'ordre. Que chacun d'entre nous se tienne prêt à l'appuyer par tous les moyens”* (19).

Dans une lettre du 27, de Gaulle exprime sa confiance à Salan, le confirmant comme chef des forces militaires en Algérie et annonçant son intention de prendre contact avec les chefs de la rébellion.

Le président du Conseil, Pierre Pflimlin, démissionne alors dans la nuit du 27 au 28 en faveur de De Gaulle. Le 28, alors que des dirigeants politiques tels Mendès France et Mitterrand appellent à manifester pour sauver le régime caduc de la IV<sup>e</sup> République, la Fédération de l'Education nationale appelle à cette même manifestation pour une grève générale unitaire le 30 mai. 200 000 personnes sont dans la rue, dont les surréalistes. C'est un succès relatif, mais qui n'ira pas plus loin (20).

(13) *La Vérité*, n° 476, 7 novembre 1957, en “une”.

(14) *La Vérité*, n° 477, 14 novembre 1957.

(15) *La Vérité*, n° 477, 14 novembre 1957, avec aussi un texte de Gérard Legrand. Une motion commune est envoyée au juge Pérez : “*Les trois cents participants rassemblés à l'appel du PCI trotskyste exigent la libération des trotskystes Daniel Renard et Claude Monnier, d'Abderrahmane, secrétaire général de l'USTA, et de Kader Abdelkader, dirigeant de l'USTA.*” Cette motion est signée de Pierre Lambert, André Breton, Claude Lefort, Benjamin Péret, Charles Lemoine, Henri Féraud et Gérard Bloch. Aussi, analyse de ce meeting par G. Roche dans le bulletin du Champ des activités surréalistes, CNRS, n° 18, juin 1983, p. 53.

(16) Natalia Sedova Trotsky avait démissionné de la IV<sup>e</sup> Internationale par une lettre au CEI du 9 mai 1951 très critique vis-à-vis de la direction de Pablo.

(17) *La Vérité*, n° 484, 16 janvier 1958, pp. 2-3 : “*Châtiment d'un coup bas !*”

(18) Interview d'Yves Dechezelles de février 1993 par Carole Raynaud Paligot, supra.

(19) Parue dans *La Vérité*, n° 503, 29 mai 1958.

(20) Voir *La Vérité*, n° 503, 29 mai 1958. La “une” appelle à rejoindre un “comité d'action révolutionnaire” (CAR), fondé avec la FA, le CLADO, le PCI, les Groupes Rive gauche des Jeunesses socialistes de la Seine et des syndicalistes de toutes tendances.

Le 29 mai, le président René Coty, voyant surgir l'épreuve de force, appelle "l'homme providentiel" de Gaulle au gouvernement, qui, le 31 mai, forme son gouvernement. Le 3 juin, de Gaulle est investi des pleins pouvoirs pour six mois et chargé d'établir une nouvelle Constitution.

Le 14 juillet, le surréaliste Jean Schuster et Dionys Mascolo fondent *Le 14 juillet*, revue de résistance des intellectuels à la prise du pouvoir par de Gaulle, qui aura trois numéros, jusqu'en juin 1959 (21). En septembre, ils y insistent avec Breton et Blanchot sur le caractère "illégal" du gouvernement qui vient de se mettre en place.

Le 18 septembre 1959, meurt Benjamin Péret.

---

**BENJAMIN PÉRET,  
POÈTE ET MILITANT  
RÉVOLUTIONNAIRE,  
"MON PLUS CHER ET PLUS ANCIEN  
COMPAGNON DE LUTTE" (22)**

---

Il repose au cimetière des Batignolles, avec l'épithète "Je ne mange pas de ce pain-là". "Le surréalisme, a dit Breton, c'est la beauté de Benjamin Péret écoutant prononcer les mots de famille, de religion et de patrie." Le poète est immense et le militant conséquent (23). Le PCI lui rend hommage dans *La Vérité* (24).

Adhérent du PCF au début de 1926, il le quitte vers juin 1927 pour rejoindre l'opposition qui s'organise contre la politique de Staline.

Parti au Brésil en février 1929, il participera à la fondation de la Ligue communiste-Opposition de gauche du Brésil. Il y traduira *Littérature et Révolution*, de Trotsky, de l'espagnol en portugais, mais sans pouvoir l'éditer. Le manuscrit de ce travail sera saisi par la police lorsqu'il sera expulsé de ce pays, le 10 décembre 1931, comme "élément nuisible à la tranquillité publique et à l'ordre social".

De retour à Paris, il est admis le 20 mars 1932 au Syndicat des "correcteurs et teneurs de copie" de la Fédération française des travailleurs du livre CGT, dont il restera adhérent toute sa vie.

L'adhésion à la Ligue communiste dirigée par Pierre Naville et Gérard Rosenthal lui étant refusée (25), Péret intègre divers groupes oppositionnels. Sans organisation en août 1934, quand les trotskystes intègrent la SFIO en fraction, il rejoindra ultérieurement le POI, à sa fondation, en juin 1936.

La révolution éclate en Espagne le 19 juillet 1936. Péret fait partie, comme membre du POI, de la délégation du secrétariat international du Mouvement pour la IV<sup>e</sup> Internationale qui est envoyée à Barcelone début août.

Après des contacts difficiles avec le POUM, qu'il évoque dans des lettres à Breton (26), il rejoint en mars 1937 la division Durruti et combat près de Teruel. Il revient en France en avril.

En 1938, il participe activement avec Breton à la mise sur pied de la FIARI.

Pendant la guerre, en janvier 1940, Péret milite dans une cellule du POI, alors qu'il est incorporé dans l'état-major de la 11<sup>e</sup> région à Nantes, en même temps que son ami et responsable de ce parti, Roland Filiâtre. Ils travaillent alors ensemble à reconstituer les structures locales et régionales du POI.

Chargé à la caserne de tâches administratives, Péret "l'impossible" fait disparaître du fichier des suspects les noms des trotskystes, pour les remplacer par des patronymes de curés. Pris au cours d'une perquisition qui révèle son activité trotskyste, il est enfermé en mai à la prison de Rennes.

Quand l'armée allemande occupe Rennes le 18 juin 1940 et vide la prison,

---

(21) Réédition en fac-similé, Séguiet-lignes, 1990.

(22) *Œuvres*, supra, tome 3, *Entretiens*, p. 565.

(23) *Œuvres* Péret, supra. L'itinéraire politique de Péret est dans le tome 5.

(24) Dans *La Vérité*, n° 519, mai-juin 1960 (seulement, vu les difficultés liées à la guerre d'Algérie pour sortir le journal), Henri Langlois (Marc Gauthier) : « Benjamin Péret : "On pourrait dire que le surréalisme est le communisme de l'esprit". »

(25) Voir l'échange de lettres avec la Ligue communiste du Brésil. *Œuvres*, supra, tome 5, pp. 37 à 41, et CLT, supra, n° 47, pp. 99-100.

(26) Voir la deuxième partie dans *La Vérité* précédente, n° 54.

Péret, “libéré”, retourne à Paris. Début mars, il s’enfuit droit sur la ligne de démarcation vers Marseille, qu’il quittera en octobre 1941, pour atteindre le Mexique mi-décembre.

De novembre 1943 à décembre 1947, il écrira dans *Contra la corriente* et *Lucha obrera*, bulletins du groupe trotskyste espagnol au Mexique dirigé par Grandizo Munis.

En février 1945, Péret édite à Mexico *Le Déshonneur des poètes* (27), son œuvre polémique majeure, qui lui vaudra durablement la haine de l’intelligentsia bourgeoise et stalinienne.

C’est en septembre 1946 qu’il va exprimer ses divergences avec la IV<sup>e</sup> Internationale dans *Le Manifeste des exégètes* (28) et en avril 1947 dans “*Attention*”, texte cosigné avec Munis. Enfin, dans le cadre de la discussion préparatoire au II<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale (Paris, 2-18 avril 1948), une “*Lettre ouverte au PCI*” (10 juin 1947) et “*La Quatrième Internationale en danger*” (27 juin 1947), textes cosignés avec Munis et Natalia Sedova Trotsky (29).

Il y explique en quoi, de son point de vue, le *Programme de transition*, sur la base duquel la IV<sup>e</sup> Internationale fut fondée en 1938, est caduc (30) du fait que la bureaucratie soviétique, qui s’est développée dans un Etat ouvrier dégénéré, serait devenue une “*classe sociale*” fondée sur un “*capitalisme d’Etat*”.

Alors que Munis quitte la IV<sup>e</sup> Internationale, Péret reste au PCI dans la tendance Penner-Galienne, qu’il quittera avec celle-ci au V<sup>e</sup> Congrès du PCI, en juin 1948. Il tentera alors de militer dans divers groupes “ultra-gauches”.

Sa collaboration avec d’autres surréalistes en 1952 dans *Le Libertaire*, en particulier son étude “*Les syndicats et la révolution*” (31), où il dénonce ceux-ci comme “*organes de l’Etat capitaliste*” (depuis 1914!) et les oppose aux “comités d’usine”, n’en fait pas, loin s’en faut, un anarchiste, et on le voit, dans la polémique autour de *L’homme révolté*, défendre Marx contre Camus (32). Il s’en expliquera clairement quelques années plus tard dans sa lettre du 15 août 1956 à Georges Fontenis, de la Fédération communiste libertaire :

« *La théorie anarchiste dite des “minorités agissantes” constituait en fait un retour en arrière... L’anarchisme a une véritable phobie de certains mots (parlementarisme, Etat, parti) et croit en une vertu magique de l’exemple, dont il surestime considérablement la portée. L’anti-autoritarisme et l’anti-étatisme anarchistes n’ont pas résisté à l’épreuve des faits. La révolution espagnole a montré l’inconsistance des théories anarchistes dans ce domaine, puisque les représentants de la FAI se trouvaient à côté de ministres staliniens, socialistes et libéraux dans les gouvernements de la zone dite “républicaine”. Faute d’avoir pu supprimer l’Etat en général, ils se sont associés à l’Etat capitaliste. L’anarchisme ne se remettra pas de cette faille.* »

Et, plus loin :

“*Le parti révolutionnaire est indispensable...*” (33).

Péret, comme on l’a vu plus haut, renouera la discussion avec le PCI à partir de la question algérienne, dès 1956, et publiera trois textes dans *La Vérité* (34).

En juillet 1958, Il écrit un de ses derniers textes politiques, “*Un espoir ?*” (35), où — quelques années après sa condamnation des syndicats (36) — il salue avec enthousiasme le meeting du 22 juin 1958 à la Bourse du travail, rassemblant le Mouvement syndical uni et démocratique (où se retrouvent les militants du PCI), des représentants du syndicalisme révolutionnaire et des représentants des comités d’usine de chez Renault, regroupement en

(27) *Ibidem*.

(28) Réponse au “*Manifeste pour la conférence internationale de la Quatrième Internationale*” paru en avril 1946.

(29) Qui paraîtront dans le bulletin intérieur spécial du SI de décembre 1947.

(30) Péret parle des “*parties périmées*” du *Programme de transition* dans le *Manifeste des exégètes*, *Œuvres*, supra, tome 5, p. 155.

(31) Qui sera réédité chez Losfeld en juillet 1968, sous un titre de circonstance choisi par Grandizo Munis, et qui va sans doute au-delà de la pensée de Péret : “*Les syndicats contre la révolution.*”

(32) *Œuvres* Péret, supra, tome 7, p. 174.

(33) *Œuvres* Péret, supra, tome 5, p. 277.

(34) Voir deuxième partie, supra.

(35) Article paru dans *Front unique*, n° 6, revue dirigée par Jean-Jacques Lebel, dont la réédition est prévue pour 2007 aux éditions OBSIS.

(36) Voir deuxième partie, supra.

lequel il voit un levier propre à “secouer le joug des appareils syndicaux” (37).

Pierre Lambert se souvient de Péret :

« J'étais plus lié à Péret qu'à Breton. Breton était trop impressionnant pour un jeune comme moi. Péret, c'était la joie de vivre, gauchiste mais remarquable. Il était incroyable, un comportement anarchiste ! Il était correcteur à Combat. On mangeait souvent ensemble, on rigolait ! Avec lui, les positions étaient claires et on en discutait. Il pensait que l'URSS s'était transformée en “capitalisme d'Etat” ; aujourd'hui, l'histoire a tranché, ce qui a suivi l'URSS, c'est l'Etat mafieux, expression de la décomposition du capitalisme, de la barbarie directe. Je pense qu'il n'était pas marxiste, dans le sens qu'il n'avait pas pleinement assimilé les leçons du marxisme, bien que militant actif et sincère de la IV<sup>e</sup> Internationale » (38).

---

### “JE CHERCHE L'OR DU TEMPS”

---

En février 1960, Pierre Lambert, Stéphane Just, Gérard Bloch et Daniel Renard comparaissent devant le tribunal des forces armées pour des articles sur la guerre en Algérie parus dans *La Vérité* des années 1956-1957. Les quatre avaient déjà été poursuivis au civil en 1957 pour les mêmes questions. Là, il est clair que l'Etat veut aller plus loin. Un “comité de défense” se constitue, avec le soutien d'intellectuels et de personnalités du mouvement ouvrier : André Breton, Jean Cassou, Alexandre Hébert, Joachim Salamero, Maurice Joyeux et Laurent Schwartz (39).

Le 1<sup>er</sup> septembre 1960, à partir d'un projet de Jean Schuster et Dionys Mascolo adopté par les surréalistes, paraît la “Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie”, dite “Déclaration des 121”. Le titre, décidé par les seuls Schuster et Mascolo, provoquera, selon Schuster lui-même, le “mécontentement” de Breton, pour qui “il ne peut y avoir de droit à l'insoumission”. Sartre la signe “sans réserve”, mais ne la fait pas paraître dans sa revue *Les Temps modernes*.

Cette déclaration, portée au final par 246 personnalités, dont tous les surréalistes de nationalité française, déclenche la fureur du gouvernement Debré. Une trentaine de signataires sont inculpés. Parmi eux, le surréaliste Jehan Mayoux sera sus-

pendu pendant un an de son poste d'inspecteur primaire de l'Education nationale.

Pierre Lambert téléphonera à Breton son désaccord sur le fond, le texte laissant chaque insoumis isolé face à la répression.

Une polémique va ultérieurement se développer à son propos, au sein du groupe surréaliste. *Sédition*, revue où se retrouve le surréaliste Gérard Legrand, édite dans son numéro de juin 1961 un texte collectif, “*La Trahison permanente*”, qui remet en cause la “*Déclaration des 121*” pour “ses positions (celles du FNL) étroitement nationalistes”. Un dossier paraîtra finalement dans *La Brèche-Action surréaliste* de mai 1962. Breton reconnaîtra alors une erreur politique en déclarant :

“On peut convenir que c'est faute d'un minimum de précautions prises pour nous situer dans l'internationalisme révolutionnaire que la déclaration s'est trouvée fortement teintée par les positions de Sartre” (40).

Alors qu'il est toujours en résidence surveillée, Messali Hadj, revenant sur ses positions antérieures, va, en juin 1958, entrer en négociation avec le gouvernement de Gaulle. Le PCI, bien que gardant de l'estime pour celui dont le rôle a été de toute première importance dans le combat politique de dizaines d'années pour l'indépendance et qui a conduit à l'insurrection de novembre 1954, rompt politiquement avec Messali (41). L'affaiblissement politique de celui-ci, qui a vu nombre de ses camarades du MNA se faire massacrer par le FLN dans les années précédentes, est maintenant aggravé par les accusations d’“agent de l'impérialisme” que lui portent ces mêmes ennemis avec le PCF. La situation est vécue dramatiquement par Breton, qui voit là une relation

---

(37) Le MSUD, fondé le 15 juin 1957, est alors fort de 18 organisations ou fédérations syndicales, regroupant 360 000 adhérents. Il a pour objectif de surmonter les “faiblesses” des confédérations, qui ont — sans grande protestation — laissé le gouvernement Coty appeler de Gaulle à former son gouvernement et à s'accorder les pleins pouvoirs le 3 juin. Voir *La Vérité*, n° 505, 12 juin 1958.

(38) Entretien avec Pierre Lambert du 25 octobre 2004.

(39) *La Vérité*, n° 519, mai-juin 1960.

(40) José Pierre, supra, tome 2, notes pp. 395-396.

(41) Analyses dans les n° 523 (hiver 1962) et 527 (avril 1964) de *La Vérité*.

avec les procès de Moscou. En mai 1961, il écrit à Pierre de Massot :

*“Comment avez-vous interprété cette évolution (du moins en apparence) de Messali ? Elle est jugée très durement dans mon entourage, et, à maintes reprises, j’ai dû demander à nos amis qu’il soit sursis jusqu’à plus ample informé à tout jugement. Il me semble que la calomnie a joué ici — contre le MNA — tout comme autrefois contre Trotsky et la IV<sup>e</sup> Internationale. Qu’en pensez-vous ?”* (42).

**Le 29 janvier 1962, Breton est aux obsèques de Natalia Sedova Trotsky**, au colombarium du Père-Lachaise. Son allocution est sans ambiguïté :

*“Soixante ans d’une lutte qui se confond avec celle du prestigieux compagnon qu’elle s’était choisis... Ces soixante ans ont vu se poser pour la première fois en termes concrets le problème de l’émancipation humaine... De par ce qui nous lie à elle, il est apaisant, il est presque heureux malgré tout qu’elle ait assez vécu pour voir dénoncer, par ceux-là mêmes qui en ont recueilli l’héritage, le banditisme stalinien, qui a usé contre elle des pires raffinements de cruauté. Elle aura su qu’enfin le processus évolutif imposait une révision radicale de l’histoire révolutionnaire de ces quarante dernières années, histoire cyniquement contrefaite, et qu’au terme de ce processus irréversible, non seulement toute justice serait rendue à Trotsky, mais encore seraient appelées à prendre toute vigueur et toute ampleur les idées pour lesquelles il a donné sa vie”* (43).

En janvier 1963, Breton échappe à un attentat contre son domicile.

Comme on l’a vu, depuis le début de la guerre en Algérie, les liens entre les militants du PCI qui vont fonder l’OCI en décembre 1965 et les surréalistes sont devenus fraternels. C’est en militant trotskyste connu comme tel par les surréalistes que Jean-Jacques Marie participe à quelques-unes de leurs réunions et écrit dans *La Brèche* : *“La poésie soviétique entre le silence et la liberté”* (44). Il présente alors le poète russe Andreï Voznessenski à Breton, rue Fontaine (45).

En avril, paraît une déclaration du groupe surréaliste dénonçant une pétition d’intellectuels pour la libération du peintre mexicain David Alfaro Siqueiros “enfermé” en URSS, complice, de son propre aveu, dans l’attaque du 24 mai

1940 de la maison de Trotsky à Coyocacan.

Parution en septembre de la première édition en France de *Littérature et Révolution*, par les soins de Maurice Nadeau (46). Un débat auquel participent les surréalistes a lieu au “cercle Karl Marx” (47).

En juin 1964, un hommage du groupe surréaliste est rendu à Alfred Rosmer, qui vient de mourir à 87 ans :

*“Rosmer disparaît, son exemple demeure, qui prouve que, face à la dégradation de l’idéal révolutionnaire, c’est le combat sur deux fronts qui doit être poursuivi : la destruction de l’ordre bourgeois passe nécessairement par la régénérescence de l’internationalisme prolétarien”* (48).

En octobre 1964, Breton, dans “*A ce prix*”, préface à l’exposition des peintures de Jean-Claude Silbermann “Enseignes sournoises” (49), réaffirme :

*« L’ambition de “transformer le monde” et celle de “changer la vie”, le surréalisme les a unifiées une fois pour toutes, s’en est fait un seul impératif indivisible... A l’heure où vient enfin de paraître en traduction française Littérature et Révolution, de Léon Trotsky, il devient impossible d’en éluder la thèse fondamentale, à savoir que la lutte idéologique entre le stalinisme et ses séquelles, d’une part, et l’antistalinisme révolutionnaire, d’autre part, est basée sur “une opposition dans la conception générale de la vie matérielle et spiri-*

(42) Lettre inédite, copie de François de Massot.

(43) *La Brèche-Action surréaliste*, n° 2, mai 1962.

(44) *La Brèche-Action surréaliste*, n° 4, février 1963, sous la signature de Jean-Louis Simon.

(45) Entretien avec Jean-Jacques Marie, 3 novembre 2004.

(46) *Littérature et Révolution*, supra, chez Julliard, 1964, préface de Maurice Nadeau : curieusement, le manifeste de la FIARI est reproduit ici tronqué de ses deux tiers (paragraphe 5 et 9 seulement).

(47) *La Brèche-Action surréaliste*, n° 8, novembre 1965 : intervention de Jean Schuster et commentaire de Jehan Mayoux. Également, intervention de Claude Féraud : “*Surréalisme et marxisme*”, qui réfute Ferdinand Alquie dans son ouvrage *Philosophie du surréalisme*, où celui-ci juge incompatibles surréalisme et marxisme.

(48) *La Brèche-Action surréaliste*, n° 6, juin 1964.

(49) Exposition du 18 novembre 1964, à la galerie Mona Lisa. Dans *Le Surréalisme et la Peinture, 1928-1965*, Gallimard, 1965.

**uelle de l'humanité"** (50). *A rebours de toutes les servilités requises de "l'engagement", la même voix proclame que l'art est libre.* »

En octobre 1965, paraît une nouvelle édition (très augmentée) de *Le Surréalisme et la Peinture*, où Breton réaffirme ce qu'il écrivait dans l'édition originale de 1928 :

*"Tout ce que j'aime, tout ce que je pense et ressens m'incline à une philosophie particulière de l'immanence d'après laquelle la surréalité serait contenue dans la réalité même et ne lui serait ni supérieure ni extérieure. Et réciproquement, car le contenant serait aussi le contenu. Il s'agirait presque d'un vase communicant entre le contenant et le contenu. C'est dire que je repousse de toutes mes forces les tentatives, qui, dans l'ordre de la peinture, de la littérature, pourraient avoir étroitement comme conséquence de soustraire la pensée de la vie, aussi bien que de placer la vie sous l'égide la pensée"* (51).

En décembre 1965, la onzième exposition internationale du surréalisme, "L'Ecart absolu", qui a lieu à Paris, est placée sous le signe de Fourier.

Dans *La Brèche*, de juin 1964, le surréaliste Adrien Dax, "au nom du mouvement surréaliste", avait répondu à un questionnaire sur les rapports de l'art et de la politique :

*"Une Union des artistes révolutionnaires de toutes tendances reste, sans doute, toujours souhaitable. Pour l'essentiel de leur esprit, ses objectifs pourraient ne pas différer de ceux de la FIARI apparue à la veille de la Seconde Guerre mondiale"* (52).

Des voix s'élèvent pour une discussion plus large sur cette question. Le groupe RUpTure (53) en fait l'axe essentiel de son action.

Finalement, une déclaration du 19 juin 1966, "Ni aujourd'hui ni de cette manière", faite au nom du mouvement surréaliste, signée par Breton et cinq de ses amis, va être envoyée à RUpTure et plusieurs autres destinataires concernés à divers titres. Tout en reprenant tels quels, en conclusion, les termes de Dax de juin 1964, elle juge à ce moment impossible de redonner vie à une FIARI (54).

Les arguments puisés dans les apparences, en ces années gaulliennes, d'une lutte de classes assagie, où "le scandale et

la subversion sont cotés en Bourse", ne sont pas des meilleurs. Il demeure que, dans une période marquée par un recul du mouvement ouvrier et les conséquences de la crise dislocatrice de la IV<sup>e</sup> Internationale, Breton était parfaitement fondé à s'interroger sur l'opportunité et la possibilité de refonder une FIARI.

Breton, déjà malade, ne sera pas présent aux "Entretiens sur le surréalisme" de Cerisy-La Salle organisés par le philosophe Ferdinand Alquié en juillet (55).

(50) Cette "thèse" se retrouve, en fait, dans une lettre de Trotsky à la rédaction de *Partisan Review* (17 juin 1938), "L'Art et la Révolution", dans *Littérature et révolution*, Passion 2000, supra, p. 258.

(51) *Le Surréalisme et la Peinture*, Gallimard, 1965, p. 46.

(52) *La Brèche-Action surréaliste*, n° 6, juin 1964, pp. 91-92.

(53) De jeunes peintres et poètes se réclamant du surréalisme constituent en 1964 le groupe RUpTure (revue éponyme, 8 numéros de 1964 à 1974) en dehors du groupe surréaliste. Certains d'entre eux rejoignent les positions politiques du PCI-IV<sup>e</sup> Internationale, dont le XIV<sup>e</sup> Congrès va fonder l'OCI en décembre 1965. Ils communiquent à Breton, début 1965, le n° 1 de leur revue, qui contient un texte de fond reposant l'actualité d'une FIARI. Le groupe surréaliste y répond par une lettre plutôt chaleureuse, le 18 mars 1965 : « *Les surréalistes aux animateurs de RUpTure* : "Pour notre malheur, nous croyons fondées vos conclusions sur l'état actuel du mouvement anarchiste et son importance révolutionnaire. Ce n'est pas sans dégoût que nous voyons s'étaler l'éloge d'Albert Camus dans *Le Monde libertaire*... Votre contribution, telle que nous la trouvons dans l'ensemble de votre premier numéro, n'en est pas moins féconde. Votre voix, qui a d'emblée trouvé son ton et son unité..." » RUpTure répond aux animateurs du groupe de *La Brèche* qu'il ne s'agit pas d'attendre la remontée de la lutte des classes et s'étonnent qu'ils n'aient pas répondu à propos de la FIARI, dont ils publient le manifeste *Pour un art révolutionnaire indépendant* (*Rupture*, n° 3, novembre 1965). Un texte *Avant dire* sera ensuite communiqué au groupe surréaliste, qui y répond par une lettre d'Alain Joubert (16 mars 1966) expliquant que le ton adopté par RUpTure "rend impossible tout contact futur". Le 26 mars, nouvelle lettre de RUpTure à André Breton, rappelant à celui-ci la position d'Adrien Dax parue dans *La Brèche* de juin 1964. Les surréalistes envoient alors une lettre tranchante à RUpTure, accompagnée de la déclaration (envoyée aussi à d'autres) "Ni aujourd'hui ni de cette manière". RUpTure y répondra dans "Qui vive ?" (*RUpTure*, n° 4, juin 1966), en déclarant qu'elle constitue "plus qu'une fin de non-recevoir, une faillite, un suicide collectif".

(54) José Pierre, supra, tome 2, dossier pp. 415 à 420.

(55) Ces entretiens furent édités par Mouton en septembre 1968.

L'intervention de Jean Schuster à propos du "surréalisme et la liberté" commence sur le mode "pessimiste" de la déclaration du 19 juin, mais n'en dénonce pas moins les "subventions aux écoles confessionnelles et l'interdiction du film La Religieuse", ainsi que la très active démocratie chrétienne à l'initiative du Marché commun :

*"L'Europe, dont on nous rebat les oreilles, inventée par les cléricaux Robert Schuman et Adenauer, sera l'Europe des technocrates baptisés, et les ficelles seront tirées de Rome."*

Il y réaffirme aussi la séparation des plans de la révolution sociale et de l'aventure poétique (56).

André Breton meurt le 28 septembre 1966.

Il est enterré à deux pas de Benjamin Péret, au cimetière des Batignolles : "Je cherche l'or du temps." L'OCI lui rend hommage dans *La Vérité* (57).

Quand Pierre Lambert demande à Breton, en ces dernières années, s'il pense que le surréalisme "a réussi", celui-ci lui répondra :

*"Pensez-vous, camarade Lambert, que la révolution d'Octobre ait atteint ses objectifs ? Comment voulez-vous alors que le surréalisme ait atteint les siens ?"*

"Remarque profonde", dit Pierre Lambert.

Sur la formule ancienne de notre camarade Gérard Bloch : "Breton est du parti au sens large", Pierre Lambert confirme :

*"Il était de la IV<sup>e</sup> Internationale au sens large, un militant ouvrier au sens large",*

et il ajoute :

*« Nous avons eu des désaccords au sujet du Manifeste des 121. Je lui ai téléphoné que je ne le signerai pas, parce qu'il laissait l'individu désarmé face à sa propre conscience... Breton était impressionnant. Il ne séparait pas le surréalisme de la lutte émancipatrice des peuples et de la classe ouvrière. Rien à voir avec Sartre et Camus, qui se sont trouvés des arrangements avec leur propre conscience, au fil des circonstances. "Ils" ne pourront pas étouffer le surréalisme, trop impliqué qu'il est dans tous les domaines de la pensée. Il ne s'agit pas seulement d'art et de littérature, il a une autre place » (58).*

Le groupe surréaliste poursuivra son activité sans Breton, avec une revue, *L'Archibras*, jusqu'au constat d'échec et l'acte de dissolution officielle prononcé par Jean Schuster, le 4 octobre 1969 (59).

A défaut d'avoir pu abattre Breton et le surréalisme organisé sur son terrain, ses détracteurs, et au tout premier chef les staliniens, vont faire appel, vers la fin des années soixante, aux nouvelles idéologies.

---

### "DÉCONSTRUCTION" : LA NOUVELLE CRITIQUE ET CONSORTS

---

La mort de Breton est l'occasion d'une opération de charme des *Lettres françaises* sur sept pages. Aragon pleure "ce grand poète que je n'ai cessé d'aimer", aux côtés d'anciens surréalistes, Ernst, Magritte, Matta, Sadoul... (60). En 1970, Alain

(56) *Supra*, pp. 329-330 : "Le surréalisme n'a jamais prétendu être une doctrine ou un système qui se substituerait à ce qui existe et qui aurait un programme moral, social, économique et politique... Jamais — et ici il me faut encore dénoncer un mensonge très répandu — le surréalisme n'a fait valoir que la révolution sociale était subordonnée à l'accomplissement de ce que j'appellerai, pour simplifier, la révolution mentale. Il aurait fallu qu'il prenne alors de sérieuses distances à l'égard de la structure de sa propre pensée, qui est très rigoureusement la dialectique hégélienne."

(57) *La Vérité*, n° 535, décembre 1966, précédé du message envoyé par Breton au meeting du PCI du 8 novembre 1957 pour le quarantième anniversaire de la révolution d'octobre 1917, article de Serge Oubron de trois pages, "André Breton ou l'honneur des poètes" : « A distance, il apparaît d'ailleurs qu'un mouvement comme le surréalisme ne pouvait donner toute sa mesure, tenir haute la barre poétique sur son époque et aller de l'avant que pour autant que la révolution, elle aussi, allait de l'avant. Et si, à partir d'une certaine date, un début d'ankylose, un essoufflement, des répétitions et des tics se font jour, la responsabilité n'en incombe pas tant aux surréalistes qu'aux conditions objectives environnantes qui ne se font pas faute de les déterminer. "Que voulez-vous, Lambert, je ne pouvais pas me sauter par-dessus la tête", devait un jour déclarer Breton à notre camarade. »

(58) Entretien avec Pierre Lambert (25 octobre 2004).

(59) "Le quatrième chant", déclaration de Jean Schuster — dont une version tronquée apparaît dans *Le Monde* (4 octobre 1969) — où celui-ci oppose un surréalisme "historique" à un surréalisme "éternel".

(60) *Les Lettres françaises*, n° 1151 (6-12 octobre 1966). Précisons aussi que *L'Humanité* avait déjà rendu hommage à Breton le 29 septembre 1966.

Jouffroy publie *La fin des alternances*, tentative par celui-ci de réconciliation post mortem d'Aragon avec Breton (61).

L'année 1970, où *Nadja*, *L'Amour fou* et *Les Vases communicants* apparaissent au programme de l'agrégation, une offensive d'un nouveau style émane de *La Nouvelle Critique*, organe "théorique" du PCF, dont Jean Kanapa fut le rédacteur en chef dans les années de plomb du "réalisme socialiste". En février, un article de Jean-Louis Houdebine : "*André Breton et la double ascendance du signe*", proclame le surréalisme comme "l'événement majeur de l'histoire littéraire et idéologique de ce siècle", dont les slogans ont couvert les murs de Paris dans la "situation exceptionnelle de mai-juin 1968". Mais — pense-t-il — les problèmes qu'il a posés demeurant largement en suspens :

« Le mouvement surréaliste est encore à "déconstruire" patiemment, soigneusement, et tout spécialement en ce qui concerne le contenu de son activité idéologique (...), dont André Breton est le théoricien le plus important, et qui nous semble recouper une bonne part des principaux thèmes de l'idéalisme contemporain. »

Le "discours idéologique" d'André Breton, dans "*l'intertextualité des années 1920-1930*", est divisé par notre auteur en "trois niveaux principaux de pratiques" pour démontrer que "l'idéalisme" de Breton est à la source de tous les conflits dans l'AEAR avec le PCF (le nom de Trotsky pas plus que le mot "stalinisme" ne sont évidemment prononcés).

Un an après, toujours dans *La Nouvelle Critique*, Guy Besse, membre du bureau politique du PCF, donne le ton nouveau :

"Notre siècle, le siècle d'Einstein, de Breton, de Picasso, en est à commencer l'exploration des sentiers du poète et des lois de la création."

Aragon a été sifflé sur les barricades de mai-juin 1968 et la situation a tourné contre le PCF, qui doit redéfinir ses rapports avec les intellectuels. La haine de toujours contre le "trotskysme" et son allié le surréalisme doit trouver son nouveau moteur de recherche.

C'est dans le courant "nouvelle critique" (du même nom que la revue du PCF !) qui a émergé en 1960 que le stalinisme va trouver de nouveaux renforts. Ce

courant, nourri de "nouveau roman", de Lacan, et dont la tête est Roland Barthes, reprend le flambeau de la littérature avec de nouvelles recettes. Philippe Sollers, Marcelin Pleynet et Julia Kristeva fondent alors *Tel quel*, tout en se retrouvant dans *Les Lettres françaises* ou *La Nouvelle Critique*. Ce groupe va se spécialiser dans le décorticage des textes, ce qu'ils appellent eux-mêmes leur "obsession textuelle".

La fameuse "relecture" qui vise déjà Marx depuis Althusser va s'opérer sur Breton après sa mort et, pour les lui opposer, sur Bataille, Artaud et Sade. Derrière ce démontage "littéraire", il s'agit, comme le dit Marguerite Bonnet, de "*montrer que Breton s'est trompé sur tout*" (62). L'avenir montrera qu'à l'inverse de ses prédécesseurs, *Tel quel* est à la recherche d'un nouveau cadre formel "libérant" la littérature de toute responsabilité devant l'histoire (63). Les surréalistes répondent en 1967 à cette nouvelle attaque (64). *Tel quel* va alors s'opposer de plus en plus fortement au surréalisme (65).

Dans le n° 46 de l'été 1971 de *Tel quel* consacré au surréalisme, le même Jean-Louis Houdebine, dans "*Position politique et idéologique du néo-surréalisme*", s'appuie sur la "thèse" bien connue du PCF : dans cette période de "*capitalisme monopolistique d'Etat*", stade de déclin, mais "*contradictoirement lié à un développement considérable des forces productives*", le surréalisme, malgré son

(61) Marguerite Bonnet y répondra dans "*La fin des impostures*", dans la *Quinzaine littéraire* (16-31 octobre 1970).

(62) Marguerite Bonnet : *Les critiques de notre temps et André Breton*, Garnier, 1974, p. 60.

(63) Philippe Sollers : "*J'étais dans cette utopie, que je n'ai plus du tout maintenant, que la révolution du langage et la révolution dans l'action sont des choses qui doivent absolument marcher du même pas. C'est une idée qui vient des formalistes ou des surréalistes d'une certaine façon. C'est l'illusion des avant-gardes européennes au XX<sup>e</sup> siècle, qu'il faut complètement abandonner. Il n'y a plus de conception collective*" (*Tel quel*, n° 88, pp. 13 et 16).

(64) "*Beau comme*", déclaration du groupe surréaliste du 15 décembre 1967, où Philippe Sollers, Marcelin Pleynet et Jacques Derrida sont sérieusement éreintés. José Pierre, supra, tome 2, pp. 267 et 424.

(65) *Tel quel*, n° 34, de l'été 1968 (p. s. "*La grande méthode*"), et n° 45 du printemps 1971, M. Pleynet : "*Lautréamont politique*".

audience portée “à des dimensions tout à fait considérables”, est “trotskyste, anti-scientifique, métaphysique, poétique, et pour tout dire idéologiquement réactionnaire”.

Il appelle, pour contrer son influence grandissante, à une nouvelle avant-garde, dont les saints patrons sont Althusser, Lacan, Derrida et Kristeva. Dans ce même numéro, un article de Guy Scarpetta “*Limite-frontière du surréalisme*”, dénonce sur quatre pages “l’idéalisme” du manifeste de Mexico. Il est remarquable que Breton et Trotsky soient dans ces divers textes amalgamés aussi étroitement dans la dénonciation.

Ne pouvant reproduire ces textes ici, nous invitons nos lecteurs à s’y référer par eux-mêmes (66). Ils méritent le détour. Nul doute que beaucoup seront enclins à y voir de l’humour involontaire. Ils auraient tort. Nous invitons aussi les lecteurs à recouper les positions de *Tel quel* décrites ici avec les analyses sur l’abus des concepts scientifiques chez les “post-modernes” — c’est-à-dire les mêmes, un peu plus tard — dénoncé en 1997 par Sokal et Bricmont (67).

Cette “relecture” de Breton va s’étendre aux Etats-Unis au début des années soixante-dix, où la “déconstruction” a émigré. Dans un pays où l’ignorance des textes surréalistes est à peu près totale, et où *L’Histoire du surréalisme-Documents surréalistes* de Maurice Nadeau parue en 1965 a été émondée d’une centaine de pages concernant ses positions révolutionnaires (68), elle va conduire à une vague sans précédent de thèses confusionnelles ou hargneuses sur le surréalisme (69).

Ainsi, est née une “surréalistologie” se retournant contre son propre sujet, assortie de mises en garde morales et idéologiques, qui pourrait aller jusqu’à “repen- ser” le surréalisme contre lui, et qui conforte aujourd’hui la charge calomnieuse d’un Jean Clair.

Sous quelles formes les “données fondamentales” du surréalisme agiront-elles à l’avenir ? Breton disait en 1929, dans le *Second manifeste* :

“C’est à l’innocence, à la colère de certains hommes à venir qu’il appartiendra de dégager du surréalisme ce qui ne peut manquer d’être encore vivant, de le restituer, au prix d’un assez beau sacrifice, à son but propre.”

Cette colère qui sera aussi celle de millions d’hommes.

**Jean-Pierre Plisson**

(66) Par exemple, Guy Scarpetta : “*Nous opposons, à partir de ce que le surréalisme a réussi à dégager, le développement d’une autre logique, d’autres pratiques, dans une “double inscription” inégale et simultanée, selon un procès multiplié, discontinu et cohérent, dialectique, coupant, et que le néo-surréalisme essoufflé d’aujourd’hui, quels que soient les appareils idéologiques dont il dispose, n’arrive plus à dominer.*”

(67) *Impostures intellectuelles*, d’Alain Sokal et Jean Bricmont, éditions Odile Jacob, Poche, 1997. Lire en particulier, p. 77, la thèse de doctorat de Julia Kristeva : “*La révolution du langage poétique*”, qui lui valut une chaire en linguistique à l’université de Paris-VII en 1974.

(68) Sous la responsabilité de Roger Shattuck, qui en évacue des tracts comme “*Au feu !*” (sur la guerre d’Espagne), le scénario et un dossier complet du film *L’Age d’or* de Luis Bunuel (1931), et parmi cent autres pages non moins essentielles, le *Manifeste de la FIARI*. Guy Ducornet : *Les parasites du surréalisme, la critique universitaire américaine versus André Breton*, éditions Talus d’approche, 2002, p. 56.

(69) Voir G. Ducornet, supra.

## **Rédaction, administration et correspondance**

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France**

**Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert**

### **Comité de rédaction :**

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Christel Keiser, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Bésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



---

Commission paritaire : n° 0708 G 84847 - ISSN 0294-359X